parti pris

vol. 3 no 8 — mars 1966 — 60 cents

le crédit social

textes de:

gérald godin — michel mill
georges kostakeff — pierre maheu

et nos chroniques et marginales

démocratie nouvelle

revue mensuelle de politique mondiale

consacre sa livraison de janvier aux

conditions et chances de paix au vietnam

$1.00

En ce début d'année, personne ne doute plus que la guerre du Vietnam soit devenue le problème international qui recèle, dans l'immédiat, le plus grave danger pour le monde. Elle est aussi le problème politique no 1 pour le gouvernement américain. — L'héroïque résistance de ce petit peuple, lointain et pauvre, bouleverse tous les projets de M. Johnson, l'acule à des choix douloureux, et commence à avoir des répercussions directes sur la vie personnelle de millions de citoyens du pays le plus riche et le plus puissant du monde.

rappel :

OU VA MISTER JOHNSON ?	$1.00
L'ASIE ET LES INCENDIAIRES	$1.00
LA SECONDE EPOPEE MONGOLE	$1.50
ALLEMAGNE NOUVELLE; PROBLEME DE NOTRE AVENIR	$1.50
U.S.A. STUPIDITE OU LUCIDITE DE L'INTELLIGENCE	$1.00

agence du livre français

8180 rue St-Hubert — Montréal 11 — 271-6888

parti pris

vol. 3, no 8 mars 1966

revue politique et culturelle
paraît chaque mois
sur 80 pages

rédaction et administration :
C.P. 149, station "N"
Montréal 18, Québec

éditeur :
la coopérative d'éditions
parti pris

comité de rédaction :
paul chamberland
jan depocas
michel guénard
pierre maheu
gaston miron
patrick straram
jacques trudel

abonnements :
milishka ryerson

comptabilité :
thérèse major

distributeurs :
Montréal : distributions Laval Ltée, 290 boulevard Pie IX
Québec: Agence Provinciale (Québec) inc., 226 est, Christophe-Colomb
Hull : Librairie Libre, 130, rue de l'Hôtel-de-Ville

La revue n'est pas responsable des manuscrits qui lui sont adressés.
Reproduction interdite sans autorisation.

le numéro : 60 cents
12 numéros : $6.00

sommaire

individu, situation et morale . . 2
éditorial

l'ambiguïté du peuple 6
pierre maheu

la théorie socio-économique du crédit social 15
michel mill

marxisme et créditisme . . . 33
georges kostakeff

méthodes et structures des bérets blancs 52
gérald godin

chroniques

à joual sur . . . une ou deux langues 57
jan depocas

le rapport bélanger 61
gérald godin

pour situer "les choses" 63
michel euvrard

interprétations de la vie quotidienne 67
patrick straram

marginales 72

individu, situation et morale

La pensée et l'action révolutionnaires ne valent que si elles reposent sur une base scientifique, que si elles sont fondées objectivement dans la situation. Mais elles sont le fait d'individus concrets et d'un engagement quotidien et vécu, et le déterminisme est la négation même du principal ressort de la volonté révolutionnaire, la liberté. L'Histoire fait les hommes et détermine leurs possibilités, mais ce sont aussi les hommes qui font l'Histoire. Une situation n'a de sens que pour une liberté qui l'assume, mais la liberté ne surgit qu'en situation. L'idéalisme d'une part et le déterminisme de l'autre sont les deux abstractions où s'égare celui qui oublie cette dialectique entre individu et situation. Il nous semble que le dialogue que poursuivent ci-dessous Piotte et Chamberland illustre le nécessaire aller-retour d'une pensée vivante.

d'une autre perspective de morale révolutionnaire

Paul Chamberland écrit *l'individu révolutionnaire* et Pierre Vadeboncoeur publie *L'autorité du peuple*. Le premier veut vivre comme projet de transformer de façon radicale sa vie quotidienne et, dans le rapport situation-individu, il met l'accent sur celui-ci. Le second veut rendre l'homme à l'humain.

Si quelqu'un veut vraiment réaliser, dans sa vie de tous les jours, l'une ou l'autre de ces morales, il devra, au préalable, se réserver une chambre à "Prévost". Car ce sont des morales *utopiques*. Or le propre d'une morale est d'être incarnable ici et maintenant. Sinon, elle est une illusion, et peut devenir une hypocrisie.

D'ailleurs, le fait que deux hommes de gauche publient, dans un si court laps de temps, des manifestes utopistes, témoigne du pessimisme de la gauche québécoise. Historiquement, l'utopie naît dans les situations vécues comme indépassables.

Cependant, les idéaux de Chamberland et de Vadeboncoeur valent comme *idées-limites*. Elles permettent de bien situer nos luttes actuelles.

Elles sont ce vers quoi nous devons tendre, tout en étant conscients qu'elles reculeront devant nous à mesure que nous avancerons.

Je me permets de citer un court texte de Gramsci. Il pose, selon moi, les principes sur lesquels peut et doit se fonder une morale révolutionnaire. L'élaboration de ces principes nous permettrait, je crois, de compléter, de corriger et de dépasser l'idéalisme de Chamberland et de Vadeboncoeur.

"La base scientifique d'une morale du matérialisme historique est à rechercher, me semble-t-il, dans l'affirmation (de Marx) que *la société ne se propose pas de tâches pour la solution desquelles n'existent pas déjà des conditions de réalisation*. Si les conditions existent, *la solution des tâches devient devoir, la volonté devient libre*. La morale deviendrait une recherche des conditions nécessaires pour la liberté de la volonté dans un certain sens, vers un certain but, et la démonstration que ces conditions existent. Il faudrait établir également non pas une hiérarchie des buts, mais une graduation des buts à atteindre, étant donné qu'on veut *moraliser* non seulement chaque individu pris isolément, mais aussi toute une société d'individus."

Gramsci, Antonio, Oeuvres choisies,
pp. 106-7. Ed. Sociales.

jean-marc piotte

d'une morale? ...pour ceux qui ont choisi

La note de Jean-Marc Piotte et un article paru dans un numéro du *Carabin* m'obligent presque à fournir une mise au point en supplément à mon article *L'individu révolutionnaire*, paru dans le numéro de décembre 1965 de *Parti Pris*.

J'en viens tout d'abord à la note de Piotte. Je tombe tout à fait d'accord avec le contenu de cette note. A tel point, d'ailleurs, que je lui trouve exprimer, pour l'essentiel, le sens même de mon article. A preuve, ceci : "L'aberration, c'est de pervertir un engagement totalisant en une intransigeance stérile; c'est de refuser les indispensables compromis pratiques, en oubliant qu'ils sont des ruses nécessaires". (p. 12) Car, en tentant de proposer les lignes de forces d'un comportement, celui de l'individu révolutionnaire, en marquant l'insistance sur le pôle quotidienneté (l'au-

tre étant le militantisme ou l'action politique), je voulais dire sous quelles conditions l'engagement révolutionnaire pouvait être, au jour le jour, *vivable*, c'est-à-dire sauf de tout "idéalisme", activiste ou terroriste. D'où vient que Piotte reproche à mon article ce contre quoi, justement, celui-ci s'inscrivait. Je crois comprendre. Comprendre qu'en voulant dénoncer un travers, celui du gauchisme, du romantisme, de l'idéalisme dans l'engagement, le militantisme, l'action politique, j'ai failli suggérer, par réaction, un idéalisme inverse : le culte puriste de l'idée de révolution comme accomplissement individuel-quotidien, une sorte de moralisme à usage personnel qui, bien entendu, ruine au départ toutes les chances d'une action forcément "impure". Les propos Gramsci-Marx, cités par Piotte, me paraissent, à moi aussi, le point de départ le plus juste d'une morale révolutionnaire qui préserve le couple *situation-individu*.

Quant à l'article du *Carabin*, intitulé *Les fissapapa philosophes* et signé par un certain Richard Fournier, on me fera grâce, si on le lit, d'un long commentaire. L'article est un papier simplement, sereinement infecte. Il manifeste, des diverses attitudes de droite, celle qui me paraît la plus couillonne et la plus sordide de toutes : celle de ces petits esprits qui, se fichant éperdument de tout et cultivant un cynisme de bonne compagnie, réduisent à leur taille la réalité de combats et d'enjeux où il en va, ici comme ailleurs, de l'homme, de la liberté et de la justice. Voyez plutôt : "Certains parmi nous auront accueilli le récent article de Chamberland dans Parti Pris avec une joie, non dissimulable". Ils se réjouissent, toujours selon notre auteur, de ce que je viens de "saboter mes collaborateurs".

Parlais-je de commentaire ? Ce serait bien poli, en vérité. Je me contenterai d'un avis. Avis, messieurs, de ne pas vous réjouir trop tôt. Car s'il est question de morale révolutionnaire et de certains points d'autocritique, rappelez-vous que tout cela est fait *en vue d'une certaine révolution* à laquelle nous tentons de donner tous les moyens, moraux et politiques, de s'exprimer et de s'accomplir. A ceux qui croient que mon article est la dénonciation de l'action militante, j'ai bien l'honneur de dire qu'ils se fourrent le doigt dans l'oeil jusqu'au coude, que c'est dans la mesure même où je crois au militantisme que j'ai dit ce que j'avais à dire. Que des "transfuges de classes", des "déclassés", oui, nous le sommes et nous en sommes très *conscients :* dans la mesure où nous avons pu ou pourrions *être* de cette sous-humanité satisfaite d'elle-même qu'est la petite bourgeoisie canadienne-française, nous la refusons au nom de et dans un projet, une action révolutionnaire que seuls les travailleurs québécois peuvent ac-

complir parce qu'ils y sont, eux, intéressés. Eux, pour qui le désespoir ne "naît pas de la frustration d'une ambition personnelle déçue" comme la hargne et la joie mauvaise suintent naturellement d'apprentis-fascistes sûrs d'eux-mêmes et de leur petite réussite personnelle dans la belle société à papa.

paul chamberland

NOTE : Le MLP et le PSQ poursuivent actuellement des négociations visant à l'unification de la gauche québécoise. A l'heure d'aller sous presse, il est encore trop tôt pour faire connaître les résultats de ces négociations. Dès le prochain numéro, cependant, nous exposerons le sens et le résultat de cette démarche importante pour la construction du parti des travailleurs québécois.

parti pris

---

survival assured

BEIRUT, Lebanon. — Roger Gaudry, rector of the University of Montreal, says French-Canadians no longer fear for the survival of their culture.

Me made the statement to the Lebanese French-language newspaper l'Orient before leaving here Tuesday after meetings with rectors of Lebanese universities.

Dr. Gaudry said :

"The French-language citizens of Canada, who represent 30 per-cent of the country's population, show considerable vitality in maintaining their original culture on this Anglo-Saxon continent...

"We now have no more fears for the survival of this Latin culture, especially since our ties with France in this field have strengthened during the last few years.

"Just the same, we would like to establish contacts with other French-speaking countries.

"I came to Lebanon to establish initial contact with Lebanese universities."

The rector said French-language literary and artistic production in Canada is "in full swing".

Dr. Gaudry left here for Paris via Rome.

In the French capital he is to visit Quebec House and meet with the Canadien ambassador.

("The Gazette", 19 Jan. 65.)

présentation

l'ambiguïté du peuple

pierre maheu

Chacun y est allé de son petit commentaire sur le phénomène créditiste au Québec. Au lendemain de ses succès de 1962, tous les idéologues officiels exprimaient leur incompréhension, chacun en ses termes, y compris ceux, ***plus bêtes que les autres,*** de M. Gérard Filion, peu après promu à la S.G.F. Rappelons pour faire bonne mesure que deux autres des hommes qui dénoncèrent alors le plus vertement le crédit social, MM. Laurendeau et Marchand, ont fini qui ministre et qui "commissaire d'enquête" de leur très gracieuse majesté. Qu'on se souvienne aussi des efforts et de la publicité consacrés par les libéreaux à la lutte contre les créditistes: non seulement ce phénomène a-t-il été incompréhensible pour les hommes au pouvoir, mais il leur a vraiment fait peur. La montée au Québec d'un troisième parti dérangeait leurs équations, et ce d'autant plus que la voix qui s'y exprimait était celle d'un intrus dans l'arène politique: le peuple. Mais le phénomène n'est pas moins inquiétant pour les hommes de gauche, car le peuple qui s'y exprimait était mystifié et réactionnaire (ce qui prouve bien qu'il ne faut pas trop, malgré Vadeboncoeur, se fier à la spontanéité des masses). Le peuple n'a pas d'avance raison, il n'est pas d'avance révolutionnaire; aliéné, c'est dans l'aliénation même que se font ses premiers efforts pour s'en sortir. Le peuple est ambigu, comme le phénomène créditiste lui-même.

Aujourd'hui que le crédit social semble en perte de vitesse, qu'il est a peu près possible de faire le bilan de l'affaire, il peut être intéressant de prendre du recul pour la considérer. C'est ce que nous avons voulu faire dans le présent numéro. Nous y revenons sur la théorie créditiste et la critiquons d'un point de vue marxiste; et d'autre part nous étudions les origines du mouvement, chez les "bérets blancs". Une idéologie et des méthodes d'organisation: voilà ce qu'a été le créditisme au Québec, avant ses succès, et durant une bonne vingtaine d'années. Nous croyons que la gauche doit s'interroger sérieusement sur les éléments qui ont fait le succès momentané, puis l'échec, de ce mouvement. Ce numéro est une contribution à cette

réflexion. Mais avant d'y arriver, il faut tenter de faire le point, de dégager la signification et la portée de l'aventure créditiste; c'est ce que je m'en vais faire sommairement Je signale, avant de m'y mettre, une étude très intéressante de Vincent Lemieux, ***Les dimensions sociologiques du vote créditiste,*** publiée dans le numéro de mai - août 1965 de ***Recherches Sociographiques;*** pour tout ce qui concerne la partie descriptive des notes qui vont suivre, je m'en suis largement inspiré.

1. qui vote créditiste !

1.1. Aux élections fédérales de 1962, le Ralliement des créditistes remporte d'importants succès, prenant toutes les "élites" par surprise: il obtient plus de 25% du vote dans toute la province et remporte 30 sièges aux Communes; dans 31 comtés, il obtient plus de 30% du vote. En 1963, aux élections suivantes, le mouvement se continue: même s'ils perdent des sièges, les créditistes gagnent des votes. Les succès récents du parti libéral provincial leur nuisent dans les comtés où ils avaient été les plus forts, mais ils pénètrent plus que la première fois dans le reste de la province. Enfin, en 1965, alors que chacun prévoyait leur débandade complète, les créditistes perdent beaucoup de terrain, mais conservent tout de même une certaine importance. A ces dernières élections, on a vu que seul le Ralliement des Créditistes de Caouette était vraiment fort: les "Thompsonistes" n'obtiennent que des résultats bien inférieurs.

1.2. ***Géographiquement,*** le fait le plus frappant est l'échec complet des créditistes à Montréal; Vincent Lemieux attribue cet échec au manque d'organisateurs du parti dans la région, mais il faudra (tout de même, ces sociologues . . .) nous demander pourquoi justement il n'y avait pas d'organisateurs, et quelles sont les raisons de cet échec. Elles sont nombreuses: importance des syndicats à Montréal, absence des créditistes à la télévision montréalaise, hostilité de tous les journaux, force locale de l'organisation des partis traditionnels, et (dans la mesure où le créditisme a été ***aussi*** un phénomène ethnique) hétérogénéité ethnique de la population. Mais c'est une autre raison qui me semble fondamentale: j'y reviendrai plus bas. Dans les régions qu'il touche, d'autre part, c'est surtout dans les petites localités, de 1,000 à 10.000 ou même à 5.000 habitants, que le crédit social remporte les plus clairs succès.

1.3. Mais c'est sans doute au niveau ***socio-économique*** qu'il est le plus intéressant d'étudier la répartition du vote créditiste. Ici, Lemieux met clairement en lumière deux composantes du vote créditiste, si bien qu'on pourrait parler de deux créditismes: l'un urbain et social, l'autre rural et économique. En milieu urbain (Québec, Lévis, Chicoutimi, lac Saint-Jean, Sherbrooke, etc. en excluant, bien sûr, la région montréalaise, où le créditisme ne pénètre pas), les électeurs créditistes se recrutent parmi les gens qui ont des occupations "inférieures", parmi les prolétaires: mineurs, ouvriers, manoeuvres; et la probabilité qu'un prolétaire vote créditiste est d'autant plus élevée que la population prolétaire est plus homogène; il y a donc dans ce vote une importante composante de classe, qui apparaît d'ailleurs aussi dans plusieurs thèmes de la propagande : "requins de la finance", etc. Ce créditisme "social" s'incarne dans 19 des 31 comtés où les créditistes obtiennent plus de 30% du vote en 1962. Les 12 autres comtés sont ruraux et agricoles; les gens qui y votent créditiste sont d'abord ceux dont les revenus sont insuffisants. Cette corrélation entre niveaux de revenu et les résultats du Crédit Social était beaucoup moins bonne en milieu urbain. Dans ces 12 comtés, c'est la dimension "économique" qui prime (dividendes, pensions, etc.). La clientèle y est plus proche du sous-prolétariat que du prolétariat proprement dit; c'est la partie de la classe agricole qui est en décadence, et ne pourrait vivre sans les diverses allocations gouvernementales.

Le succès du crédit social repose sur deux couches de la population, et correspond à des revendications diverses et parfois presque opposées. Il est intéressant de noter, par exemple, qu'aux élections provinciales de 1962, les Libéraux sont en progrès dans les comtés de créditisme "social", tandis que dans les comtés de créditisme "économique", c'est l'U.N. qui gagne du terrain. La revendication sociale va, en partie, dans le sens de la révolution tranquille; la revendication économique est le fait d'une misère "entretenue" et sans volonté de dépassement. Ajoutons qu'en 1965, la débacle est bien plus marquée dans les régions de créditisme "économique" que dans les régions de créditisme "social": dans ce dernier cas, la perte est de 6% des votants en moyenne, et dans le premier de 9%. Enfin, dernière constatation x ce niveau de description sociologique, il faut remarquer que ces deux facteurs, insuffisance du revenu et densité de population prolétaire, cumulent leurs effets dans les petites localités de 1,000 à 5,000 habitants, ce qui rend compte du fait que les crédi-

tistes y remportent leurs plus éclatants succès.

1.4. C'est le ***dénominateur commun*** de ces deux couches d'électeurs créditistes qui, à mon avis, est l'élément le plus essentiel à la définition des fondements sociologiques du phénomène créditiste. Or il me semble y avoir un terme qui résume assez bien ce que ces couches ont en commun: c'est qu'elles sont ***en transition.*** Les ruraux dont le revenu est insuffisant sont en situation instable; ils seront inévitablement amenés à s'insérer dans de nouvelles structures, ils sont en instance de prolétarisation; déjà, ils travaillent aux chantiers, aux travaux publics, etc., ils commencent déjà à devenir ouvriers. Quant aux prolétaires qui ont voté créditiste, je crois qu'ils sont simplement un pas plus loin dans le même processus: une étude plus approfondie montrerait sans doute que ce sont des ouvriers de fraîche date, ou au moins de première génération, et que la plupart sont justement originaires de ce milieu rural. Ces ex-ruraux happés par le capitalisme industriel sont, eux aussi, en situation d'instabilité: ils ne sont pas encore tout à fait intégrés à leur nouvelle classe, et conservent en partie leur mentalité de ruraux. En fait, les centres du succès créditiste, les petites localités, représentent bien ce phénomène de transition; ils sont en train de vivre les débuts de l'industrialisation: 1,000 habitants, c'est déjà un assez gros village; 10,000, une petite ville. Cette hypothèse, en tout cas, ferait assez bien comprendre l'échec du créditisme à Montréal, où l'industrialisation est depuis longtemps un fait accompli, et où la répartition des classes est fixée depuis quelques générations. La conscience de classe y est plus développée, et prend d'autres formes. Le créditisme, donc, aurait été le fait de ce Québec à moitié et mal industrialisé, de cet "arrière pays" que les mesures de régionalisation actuelles visent, à mi-chemin entre deux paliers historiques de rapports sociaux, à cheval sur le passé et l'avenir, un interlude entre le duplessisme et l'étape après celle que nous vivons. Ceux qui ont voté créditiste, ce sont les laissés-pour-compte de la révolution tranquille.

2. pourquoi on vote créditiste

Mais ces considérations d'ordre socio-économique ne nous disent pas pourquoi ces classes, dans ces régions, ont appuyé le Crédit Social. C'est sur cette question qu'on s'est contenté très souvent de banalités

en guise de réponse; on a dit que les succès créditistes reposaient sur la personnalité de Caouette, sur le mécontentement, etc.; mais ce ne sont là que des bribes de réponse. En fait, je crois qu'il faut rechercher ces causes à trois niveaux: la conjoncture politique a fourni l'occasion de ce succès, l'organisation créditiste en a été le moteur, et c'est l'idéologie du mouvement qui nous dira pourquoi, dans quel but, on a voté pour ce parti.

2.1. ***Instabilité politique.*** Le système des deux partis. tel que nous le connaissons, ne laisse presque aucune chance aux tiers partis. Le seul cas où, dans un système de ce type. un nouveau parti peut percer, c'est quand un des partis existants est très faible. En ce sens. la faiblesse traditionnelle du parti conservateur au Québec a été une des conditions nécessaires des succès créditistes, qui se sont produits dans des régions où le parti conservateur était d'ordinaire relativement "fort" (plus du tiers des votes). mais où il avait échoué aux deux élections précédentes. D'autre part. en 1962, on vient d'assister à deux changements de régime, au fédéral comme au provincial: cela implique que plusieurs électeurs ont changé leur allégeance, que leurs convictions en faveur de l'un ou l'autre parti n'est pas très forte: la propagande de Caouette couvrant d'un égal mépris les deux vieux partis tombait donc à pic. En fait, on constate statistiquement que les succès créditistes dépendent en partie du fait qu'ils ont su amener aux urnes un bon nombre d'abstentionnistes habituels. Rien de ceci n'explique pourquoi c'est le Crédit Social qui a profité de la conjoncture, mais la situation était clairement favorable à l'émergence d'un tiers parti.

2.2. ***L'organisation créditiste.*** Si les créditistes ont su profiter de cette conioncture favorable, c'est qu'ils étaient préparés. Ils avaient derrière eux de longues années d'organisation. Le créditisme, dont les idéologues officiels n'avaient pas prévu la montée, n'est pas sorti tout armé de la cuisse de Jupiter: en fait. les 30 comtés où il remporte en 62 plus de 20% des sièges recoupent ceux où l'Union des Electeurs avait déjà obtenu le plus de succès relatif aux élections de 1945 et 1948, et où le nombre d'abonnés de "Vers Demain" était le plus élevé dès 1946.

Il est intéressant de voir quel type d'organisation a réussi à capter l'intérêt des classes en transition dont nous parlions. Gérald Godin expose plus loin l'origine du Crédit Social dans le mouvement des bérets blancs. Plus près de notre sujet, il faut voir comment les caouettistes ont organisé un parti qui, d'une cer-

taine façon, est un parti populaire. Ce parti a une structure pyramidale: il y a des responsables pour chaque bureau de scrutin, regroupés en secteurs, eux-mêmes sous l'autorité de responsables de "territoire". A tous les niveaux, le travail était assumé bénévolement par des militants, qui faisaient de l'agitation, du porte à porte, vendaient des abonnements au journal, etc. Ces militants étaient encadrés dans une structure hiérarchique: le parti n'a que peu, ou pas du tout, d'organismes démocratiques internes. L'autorité et la direction y sont concentrées au sommet, chez les leaders. Qu'on se rapporte à la distinction que nous faisions dans notre dernier numéro entre partis de cadres et partis de masse: le Ralliement des Créditistes est curieusement ambigu, participant de ces deux types d'organisation. Il est structuré comme un parti traditionnel, mais ne recrute pas ses cadres dans les mêmes classes, et repose sur un membership nombreux et militant. En un sens, c'est un parti de masse, mais il ne cherche ni à donner de nouvelles structures à la classe qu'il atteint, ni à éduquer ou à politiser ses membres: il cherche seulement à les embrigader, à les faire adhérer aveuglément à une théorie "qu'il n'y a pas besoin de comprendre", et à la personnalité d'un leader. C'est dans son organisation qu'il ressemble le plus au fascisme, et cela est bien plus sérieux que les déclarations de Caouette sur Hitler. Une telle organisation, c'est justement dans des classes désorganisées qu'elle peut le mieux s'imposer, et dans des moments d'instabilité. Qu'on pense aux formes de la propagande créditiste: d'une part la télévision, qui atteint la masse indifférenciée, d'autre part la propagande de personne à personne, dans les groupes primaires (famille, etc.). Il n'a jamais été question pour le Crédit Social d'agir aux niveaux intermédiaires (syndicats, coopératives), ni de donner des institutions autonomes à ses électeurs (d'ailleurs, et par définition, ces couches mouvantes ne sont pas susceptibles comme telles de structuration), mais simplement de les atteindre et de les convaincre sans les transformer; pour lui, il s'agit uniquement d'électeurs. Si le Crédit Social a incarné un mouvement de classe, c'est bien malgré lui. Il doit ses succès au fait qu'il a été une solution de facilité pour des gens incapables de par leur situation d'un véritable effort de politisation et de structuration, au fait que, sans proposer de changements fondamentaux, il semblait apporter des solutions immédiates à des gens qui en ont désespérément besoin.

2.3. ***Une idéologie ambiguë.*** Mill et Kostakeff exposent plus loin la théorie du Crédit Social proprement dit, la comparent au marxisme, et la critiquent. Je n'en parlerai donc pas ici. D'ailleurs, cette théorie, les créditistes ne se gênaient pas pour dire qu'"il n'y a pas besoin de la comprendre"; si on considère le phénomène du créditisme au Québec, elle passe au second plan. Les idées qui ont fait les succès du caouettisme sont plus vagues, plus démagogiques. Le créditisme a d'abord entraîné une adhésion globale, basée sur un sentiment d'identification, fondée sur des thèmes de revendication qui correspondent aux insatisfactions des couches sociales dont nous avons parlé.

Ces thèmes sont doubles: d'une part, il y a la revendication sociale, la dénonciation des "requins de la finance" etc., de l'autre la revendication économique, dividendes, etc., qui touche les gens qui ont un besoin vital de revenus supplémentaires. En somme, le sentiment d'identification qui fonde les succès créditistes est une conscience de classe, si vague soit-elle. Pour la propagande créditiste, comme pour ses électeurs, la société est divisée en "petits" et en "gros" qui les exploitent.

Même si ce n'est qu'une fois rendus à Ottawa que les députés créditistes ont commencé de jouer la corde nationaliste, je crois que ce sentiment d'identification a une composante nationale, implicite dès ses débuts. D'abord parce qu'étant donné le phénomène de ***classe ethnique*** étudié par Rioux-Dofny, il se produit que les "petits" sont aussi francophones; d'autre part parce que l'image du parti est uniquement québécoise, et que ses organisateurs et ses leaders sont directement issus des couches canadiennes-françaises qu'ils représentent. Quoi qu'il en soit, le fait que le créditisme comportait une composante ethnique importante est devenu évident par la suite.

Fondé sur une vague conscience de classe ethnique des couches instables du petit peuple de province, quel but le créditisme incarne-t-il pour elles? Je crois que l'obscurité même de cette conscience fait que l'électeur créditiste ne sait pas trop clairement ce qu'il compte obtenir par son vote. En tout cas, il n'est sûrement pas question de prendre le pouvoir: chacun savait que, même en imaginant un raz de marée au Québec, le parti aurait encore été minoritaire à Ottawa. D'autre part, cette conscience n'en est jamais arrivée à comprendre les structures de son exploitation ni à les remettre en question: il n'est pas question de changer le système, pas plus que le régime. Tout ce qui reste, alors, c'est

de se poser en s'opposant, d'imposer la présence de ce "nous" auquel on s'identifie par un geste de protestation. Le phénomène créditiste a été pour une bonne part négatif, et il implique confusément une sorte de résignation à l'ordre établi; même s'il le défie, s'il s'y oppose, il ne le remet pas en question. Au fond, le traditionnel fatalisme des Québécois n'est pas dépassé.

C'est pourquoi d'ailleurs le créditisme a intégré les valeurs et l'idéologie traditionnelle du Canada français, tout un conservatisme clérical désuet. Quand Dumont définissait le "nous canadien-français" par les trois termes "nous sommes Français, nous sommes catholiques, nous sommes pauvres", il aurait tout aussi bien pu parler du caouettisme. Il n'est pas besoin d'insister sur la démagogie religieuse ou anti-conscriptionniste de Caouette, ses positions sur la peine de mort, les syndicats, ou mille autres questions, tout cela est connu.

La seule différence avec l'idéologie traditionnelle, mise à part la théorie du Crédit Social proprement dit, c'est la plus grande insistance, l'accent mis sur le troisième terme, la "pauvreté". Cette identification confuse en termes de classe, et l'exigence aussi confuse d'une communauté réelle, voilà la nouveauté du phénomène. Il est susceptible de nous intéresser dans la mesure où c'est là le point commun du fascisme et de l'exigence révolutionnaire face à la société libérale atomisée. Toute la question est de savoir si cette conscience et cette exigence s'engageront dans des "chemins qui ne mênent nulle part" (comme disait l'autre), ou si le créditisme fera place à une véritable action consciente des classes exploitées.

●

En somme, et avec le recul de quelques années, on en arrive à se faire une idée assez nette de ce phénomène ambigu. La théorie créditiste est un utopisme, elle prétend instaurer la société idéale sans changer le système. Elle propose une réforme financière qui n'est pas nécessairement un mal en soi, mais qui n'a pas de sens isolément, et elle en fait une panacée. Cette théorie a du succès parce qu'elle répond aux besoins immédiatement ressentis de certaines couches de la population. De toute évidence, l'aventure créditiste est un cul de sac. Mais il n'en reste pas moins qu'elle a reposé sur une certaine conscience de classe, et que la vision de la société idéale est aussi une exigence, exigence de justice et d'égalité. Et qu'après avoir cru au crédit social, il est bien possi-

ble d'en arriver à envisager toute la société "sociale". Le crédit social, d'une certaine façon, est un ersatz de socialisme, le "socialisme du pauvre", si on me passe l'expression. Il nous donne l'image inverse de ce que pourrait être un socialisme québécois. Nous avons dit qu'il est le fait de couches en transition ; dans la mesure justement où le palier suivant de développement social et économique sera atteint, où l'industrialisation du Québec entraînera la prolétarisation de ces couches, cette conscience et cette exigence se structureront et se radicaliseront. D'une certaine façon, il est alors réconfortant de penser que le créditisme a fait la preuve, bon gré, mal gré, que le peuple québécois est prêt à donner son appui à un parti qui soit le sien ; que la gauche s'unisse, qu'elle se donne un leadership cohérent et efficace, un programme concret et populaire et des militants convaincus, et le peuple sera bientôt prêt à la suivre, s'il ne l'est déjà. C'est dans l'action que les révolutionnaires ont maintenant à se distinguer des charlatans.

pierre maheu

une québécologie

Dans le dernier numéro de "Recherches sociographiques", en plus de l'article de Vincent Lemieux sur le vote créditiste, une étude de Fernand Ouellet sur la rébellion de 1837-39, très fouillée et documentée, et extrêmement signifiante pour ceux qui veulent reprendre la révolution alors ratée. Le numéro précédent portait sur "Les classes sociales au Québec". Cette revue est en train d'édifier une véritable sociologie du Québec. Il ne faut pas y chercher les éléments politiques en polémiques qui n'y auraient pas leur place; parfois, une démarche technicienne inspirée des *social sciences* américaines empêche les questions les plus vitales de s'y poser, et limite la perspective. Néanmoins, c'est la source la plus sérieuse et honnête d'informations sur le Québec.

A lire, à réfléchir sur, à s'inspirer de !

p. m.

la théorie socio-économique du crédit social

michel mill

Seulement quatre nations du monde ont connu le développement des mouvements du Crédit Social; de ces quatre, trois l'ont connu comme phénomène rural. Au Canada anglais, en Australie et au Québec, le mouvement créditiste représentait la révolte des petits cultivateurs écrasés par le développement anarchique mais monopolisant du capitalisme moderne. Pourtant, l'origine de la doctrine du crédit social se trouve dans la pensée d'un ingénieur en mécanique anglais, Major C. H. Douglas.

Dès le début, la théorie créditiste anglaise fut urbaine et cosmopolite. Elle fut le produit d'un petit groupe de techniciens rejetés par leur société et qui se révoltèrent ensuite contre cette société. Elle n'eut aucune racine dans un secteur stable de la société anglaise mais fit appel à des groures urbains instables. Elle fut en même temps très radicale dans sa critique de la société et très utopique dans ses solutions. Mais la perspective du crédit social fut secondaire; elle attira les sections peu sûres de la société, soit les cultivateurs indépendants du Québec soit les classes moyennes anglaises. En fait, elle fit appel à tous ceux dont la position économique peut être définie comme petite-bourgeoise.

La base de la théorie du crédit social est que la technologie moderne a rendu possible une ère de prospérité et de loisir qui devaient tous les deux être distribués parmi la communauté. On peut faire ceci au moyen de quelques trucs monétaires très simples tout en ne changeant ni la structure de propriété ni l'entreprise privée. Mais avant d'analyser les différentes parties de cette théorie il serait bon de considérer la perspective globale du Major Douglas parce que la théorie créditiste est beaucoup plus complexe qu'une simple théorie de réforme monétaire.

la perspective sociale du créditisme

La frustration d'un ingénieur devant le contrôle par des hommes d'affaire de l'industrie peut être considérée comme le point de départ de la pensée sociale de fondateur du crédit social, le Major Douglas. Profondément choqué par le gaspillage de la capacité industrielle, Douglas dé-

veloppa une critique globale de la civilisation industrielle. Dès le début il s'occupa de la frustration non seulement des techniciens mais aussi de toute l'humanité. Tout ce qui freinait le progrès de la science dans l'industrie empêchait le technicien de servir le peuple et de lui donner les bénéfices de son héritage culturel. La concentration du pouvoir sur la production industrielle faisait partie intégrale de la tendance croissante vers une concentration du pouvoir dans le gouvernement, dans les syndicats, dans toutes institutions qui touchaient la vie et la possibilité de l'individu, tant comme travailleur tant comme consommateur.

Les changements monétaires qu'il prôna comme moyen de libérer l'homme de la tyrannie du pouvoir concentré, furent subordonnés complètement à son analyse principale. Il crut que l'homme ne pouvait se libérer sans la liberté de choix en tant que producteur et consommateur. L'être avait besoin d'un certain niveau de bien-être matériel, un niveau que le système actuel de production et de distribution lui refusait. Il fallait donc que le système économique soit réformé. Le socialisme ne menait qu'à une plus grande concentration du pouvoir économique et politique. Seule la réforme monétaire répondait au problème parce qu'elle pouvait détruire le mécanisme par lequel le pouvoir économique augmentait et par lequel le bien-être matériel et la liberté de l'individu diminuaient. La réforme monétaire était le moyen de réaliser cette nouvelle société où les êtres humains seraient libres de développer leur individualité d'une manière qui était impossible auparavant; l'homme serait libéré des contraintes auxquelles il était soumis par la révolution industrielle tout en conservant les avantages de la nouvelle maîtrise de l'environnement.

Ce fut une doctrine attirante. Elle disait que la civilisation avait perverti toutes les valeurs humaines et cherchait à détruire même plus complètement ce qu'il restait de liberté. Elle montrait la centralisation croissante du pouvoir dans l'Etat, dans les syndicats, dans l'entreprise et elle signalait la suppression de l'individualité qui était le produit inévitable de ce processus. Elle disait que la démocratie parlementaire était faussée, puisque les gouvernements élus l'un après l'autre par le suffrage populaire n'avait donné au peuple que le contraire de ce qu'il voulait.

Ces accusations contre une civilisation d'affaires et ses institutions politiques attiraient beaucoup de gens qui voyaient surgir de tous côtés la frustration de l'humanité et qui n'avaient pas trouvé un moyen de lutter pour ce qu'ils voulaient. Ceux qui voyaient la tragédie du chômage massif, ceux qui

voyaient l'impuissance de l'individu contre les manipulations de la presse, des politiciens et de la haute finance et surtout ceux qui connaissaient la détérioration de la position du petit et moyen producteur indépendant et de la classe professionnelle devant la concentration du pouvoir économique; tous ceux-ci furent attirés par la critique apparemment profonde de Douglas.

La voix qui faisait ces accusations, présentait aussi un diagnostic et un remède qui attiraient la même strate de la société que sa critique. La cause fondamentale du malaise social était une erreur dans les systèmes de comptabilité de l'entreprise, une erreur qui trouvait ses racines dans le mécanisme des prix et qui empêchait le peuple en tant que consommateur de racheter les marchandises qu'il avait créées en tant que producteur. De la politique financière découlaient tous les maux de la production restreinte: le chômage, la suppression de la liberté et de l'individualité, la perversion des valeurs du travail et la guerre. Aucun de ces maux n'était inhérent au capitalisme ; ils étaient les résultats de la perversion de l'entreprise capitaliste par la finance; en fait, le capitalisme était mort depuis soixante-quinze ans et fut remplacé par le "créditisme". L'ennemi n'était pas le capitalisme mais la finance, c'est-à-dire le contrôle du crédit par une oligarchie irresponsable. Il découle de cela que l'on pouvait conserver l'entreprise capitaliste, les profits et la propriété privée. Tout ce qu'il fallait, c'était donner au peuple souverain le contrôle sur le crédit et ainsi permettre au crédit social d'appliquer ses réformes monétaires. Ces réformes voulaient donner aux consommateurs un dividende national et aux producteurs des subventions afin de réduire leurs prix. Une action pareille éliminerait l'insuffisance du pouvoir d'achat des consommateurs qui était à la base du problème, libérerait le système de production, et rendrait possible la restauration de la liberté et l'épanouissement des valeurs humaines

le développement social et le dessein moral

La philosophie sociale de Douglas est très fragmentaire et éclectique mais on peut y apercevoir une ligne générale. Le plus haut but social est le développement libre de l'individualité. L'histoire humaine est une évolution téléologique vers le développement et l'expression libres de l'individu: "... l'histoire du développement humain ... constitue une longue, et dans l'ensemble victorieuse, lutte pour contrôler l'environnement,

afin que l'individu puisse avoir la liberté ultime." (1) L'épanouissement de l'individualité, dans ce sens, n'est pas seulement le plus haut but social mais aussi le dessein qui consciemment ou inconsciemment gouverne l'humanité "dans sa lutte incessante avec l'environnement". (2) La force derrière cette évolution est la volonté humaine, qui cherche une expression plus libre en augmentant son contrôle sur l'environnement matériel. "La tendance évidente de l'évolution... est la subordination de la nécessité matérielle aux nécessités mentales et psychologiques." (3) Le dénouement éventuel est certain; la réalisation de la pleine individualité est assurée parce que prédéterminée; "l'expression de l'individu . . . est le résultat inévitable de ces mécontentements actuels." (4) L'"individualisme" du capitalisme industriel est l'ennemi de l'individualité, car il est une manifestation de cette recherche du pouvoir par la minorité qui voudrait limiter le développement de l'individualité.

L'évolution vers la liberté individuelle, bien que sa réalisation soit assurée, ne procède jamais sans opposition; la liberté de la majorité est toujours entravée par la recherche du pouvoir de la minorité. Le progrès est toujours freiné par les actions égoïstes de la minorité qui veut contrôler toute la société. L'explication des maux de ce système se trouve dans la perversion du dessein rationnel, la perversion de la production par la finance. Le rapport du travail au capital dans le processus de production ne fait pas obstacle, selon la doctrine créditiste, à la liberté individuelle. Douglas considérait que "la séparation du travailleur de la propriété individuelle de ces outils et du contrôle sur la politique de l'entreprise" faisait partie intégrale de la révolution industrielle, (5) mais que l'importance de cette séparation consiste en ce qu'elle permit au financier d'intervenir dans le processus de production. La montée du financier était évidente même dans la période des Croisades mais ce fut la révolution industrielle qui lui permit de contrôler en agrandissant l'unité de production et en allongeant le processus de production. Avant ce temps, le système économique était rationnel; l'homme produisait afin de consommer. Maintenant le dessein est à l'envers; maintenant le peuple est forcé de travailler pour qu'il puisse rester assujetti.

Dans le processus de production le petit bourgeois est engagé directement dans la transformation rationnelle de l'environnement physique. Pour lui, c'est l'essence de l'activité économique; il n'est pas séparé du processus comme l'est le salarié. Par extension, la nature de la société devient également rationnelle ou téléologique, le produit de la volonté humaine in-

telligente. Il ne reconnait pas que dans une société dominée par le marché, les relations entre individus sont nécessairement un peu anarchiques et pas du tout le résultat d'une volonté quelconque. Donc, devant une société qui n'est pas conforme à un schéma conscient, le petit bourgeois la voit comme une cassure de l'ordre naturel causée par d'autres volontés opposées à la sienne. De là, il est facile d'attribuer les maux de la société à un petit groupe (par exemple, aux monopolistes ou aux financiers) et à des défauts dans un secteur particulier de l'ensemble du système économique (comme des conditions inégales de commerce dans le marché des producteurs ou le système bancaire) qui permettent à ce groupe d'atteindre une position dominante.

technologie et héritage culturel

Il découle de cette perspective du développement social (perversion de l'évolution naturelle du système économique) qu'il y a un potentiel illimité pour l'expansion de la production des biens. Douglas trouvait que l'évidence positive pour ce postulat était dans la découverte durant les XIXe et XXe siècles, des sources non-humaines d'énergies adaptables (charbon, huile, vapeur et électricité). Il disait, "nous pouvons à l'heure actuelle

Pour Douglas la restriction de la liberté individuelle fut un dessein conscient de la part d'un petit nombre d'obsédés du pouvoir plutôt qu'un produit inévitable de la recherche du profit. Voilà la naissance du complot financier mondial; "qu'il y ait, comme certains le croient, une conspiration active et consciente pour réduire le monde à l'esclavage ou, comme d'autres l'affirment qu'il n'y ait que des forces aveugles qui produisent la même chose, n'est pas important; c'est un fait indéniable que le danger d'une telle tyrannie est réel et présent." (6) Les guerres sont également provoquées par l'âpreté de ces groupes de la "Finance Internationale". (7)

Douglas était convaincu qu'un système de crédit modifié pourrait transformer le monde en cinq ans.

produire des biens et des services à un taux considérablement plus élevé que le taux de consommation possible du monde, et cette production et livraison de biens et de services pourrait être faite par l'emploi de pas plus de 25% de la main-d'oeuvre disponible travaillant sept heures par jour." (8) la seule preuve présentée à l'appui de ceci est l'affirmation que "la quantité d'énergie mécanique disponible pour des buts produc-

tifs n'est qu'une petite fraction de ce qu'elle pourrait être." (9) Il présumait que la technologie pouvait faire beaucoup plus qu'elle ne faisait et pouvait créer beaucoup plus de richesses.

Les preuves négatives de cette hypothèse furent un catalogue du gaspillage et du sabotage dans le système actuel. Simplement faire une liste des gaspillages, qui faisaient appel aux expériences quotidiennes de tout le monde, fut détruire une bonne partie des excuses du système actuel et renforcer l'espoir créé par le potentiel technologique. Ce qui fut encore plus attirant, ce fut l'affirmation dans la théorie de "l'héritage culturel", que chaque membre de la communauté avait droit à cette augmentation des biens et des loisirs.

L'héritage culturel, ou technologique, est l'augmentation de biens et de loisirs rendue possible par la découverte de l'énergie solaire et les techniques qui l'utilisent. Le point essentiel est que cette augmentation, du point de vue de l'ensemble de la société, est une augmentation non gagnée. La société n'a pas dû la gagner en dépensant de l'énergie humaine. La société ne l'avait pas payée en travail humain; fondamentalement elle ne coûte rien. Elle est due au génie et au travail de milliers et de milliers d'hommes et de femmes. La machine industrielle est un "héritage culturel" ou un "héritage commun". Vue d'une autre façon, l'augmentation est une "augmentation d'association", puisqu'elle est due non seulement à la technologie mais aussi à la division sociale du travail qui ne fut possible que lorsque la communauté travaillait ensemble. (10) Vue des deux côtés, l'augmentation appartenait de droit à l'ensemble de la communauté: "les bénéficiaires du système moderne de production "sont" les individus qui constituent la communauté, comme telle". (11)

Mais, heureusement pour les propriétaires, il n'est pas nécessaire de changer les droits existants de propriété: "sous de bonnes conditions, il n'y a aucune raison pour que chaque besoin des propriétaires ne puisse être satisfait sous les conditions changées (crédit social)." (12) Les propriétaires pourraient garder leurs entreprises parce que l'augmentation technologique de l'avenir, réalisée par l'instauration du crédit social, serait beaucoup plus grande que l'ensemble de l'augmentation du passé et fournirait tous les dividendes de crédit social qui pourraient être désirés. L'augmentation de production à venir, non pas celle du passé, fournirait la nouvelle abondance, il n'est donc pas nécessaire d'exproprier les capitalistes.

Ce fut cette notion d'une vaste augmentation sociale, qui n'est pas encore réalisée, que la phrase **crédit so-**

cial comprenait. Le crédit est une foi et le crédit social est la foi dans la capacité de la communauté de livrer des biens et des services. Dans une société, où l'argent est utilisé comme moyen de distribution social de toute la production, le crédit social, tel que défini, est inefficace à moins que le crédit financier marche du même pas avec le crédit social; le produit social ne peut se réaliser complètement à moins que le crédit financier corresponde au crédit social réel, c'est-à-dire à la pleine capacité productive de la communauté. Ce fut la conviction de Douglas que seule l'insuffisance chronique du crédit financier empêchait la réalisation complète de la capacité productive. Le système actuel pour financer, et ainsi contrôler, la production est, selon lui, tel que la quantité nécessaire de crédit ne peut exister. La réponse de Douglas fut que la mise en circulation de dividendes du crédit social (les dividendes sont un revenu gratuit pour les individus) serait à la fois le moyen de réaliser l'augmentation potentielle de la production en éliminant la restriction de l'insuffisance du crédit financier et le moyen de distribuer l'augmentation parmi les membres de la communauté.

Les créditistes défendirent leur théorie à deux niveaux. Au niveau technique, ils ont la théorie de l'argent, du crédit et des prix, qui veut démontrer que le système actuel de financement de la production et de détermination des prix, implique nécessairement une insuffisance chronique du pouvoir d'achat, tel que la production avec la technologie actuelle, sans compter le potentiel de développement, ne peut être achetée et donc diminue.

Ils s'attaquèrent ensuite aux financiers. Ce fut différent de leurs positions techniques dans deux aspects. D'abord, l'attaque ne fut pas faite contre les mécanismes impersonnels du système de prix, mais contre la responsabilité directe des financiers dans la limitation de la production. Deuxièmement, ils mirent l'accent sur les restrictions imposées à la capacité potentielle de production et non pas sur la production actuelle. S'il le fallait les créditistes pouvaient montrer, sans se référer aux arguments techniques, que le système actuel empêchait la réalisation du potentiel de production car il n'est pas nécessaire pour ceci de prouver qu'il bloque la réalisation de la capacité actuelle.

Examinons les arguments créditistes aux deux niveaux.

systèmes électoraux et pondération du vote

le théorème a plus b

Il serait impossible et assez futile d examiner toute l'analyse de Douglas du système d'argent, de crédit et de prix. Cependant le théorème bien connu de A plus B, qui est à la base de cette analyse, mérite d'être analysé.

La base de la théorie est l'affirmation que le pouvoir d'achat disponible pour acheter le produit de l'industrie consiste en les revenus-argent distribués au cours de la production. Si l'ensemble des revenus-argent équivalait à l'ensemble des prix en argent, tous les produits pourraient être achetés. Mais, selon les créditistes, l'ensemble des revenus-argent, dans le système actuel, n'atteint jamais l'ensemble des prix, car ceux-ci sont déterminés par l'ensemble des coûts de production, et les salaires payés aux travailleurs ne constituent qu'une partie des coûts. Par conséquent, le pouvoir d'achat distribué au cours de la production ne peut jamais acheter, aux prix actuels, toutes les marchandises produites.

L'essence de cette théorie est qu'une partie des coûts ne correspond pas à des revenus octroyés à des travailleurs et donc ne sont pas disponibles comme pouvoir d'achat. Douglas formula ceci dans ce qu'il a appelé le théorème A plus B. Les paiements versés par une usine ou une autre unité de production au cours de la production des marchandises sont divisés en (A) "tous les paiements versés aux individus (salaires, dividendes)" et (B) "tous les paiements aux autres organisations (matière première, frais de banque et les autres coûts externes)". De ces deux catégories seulement les paiements A créent un pouvoir d'achat. "Le taux d'écoulement du pouvoir d'achat aux individus est représenté par A, mais puisque les prix sont déterminés par l'ensemble des paiements, le taux d'écoulement de prix de vente ne peut être moins que A plus B." Mais "A n'achètera pas A plus B." Donc, pour rendre possible l'achat de toute la production "il faut qu'une proportion du produit au moins équivalent à B soit distribuée sous forme de pouvoir d'achat qui n'est pas compris dans A" (13) La création de plus d'argent, distribué en dividendes de crédit social aux consommateurs ou en subventions aux producteurs permettrait d'établir des prix plus bas que le coûts.

Voici un théorème, exprimé en termes simples d'algèbre, qui semble prouver logiquement qu'il n'y a jamais assez d'argent distribué au cours de la production pour permettre l'a-

chat de tous les produits. Le sophisme aurait été facile à exposer s'il n'avait été présenté avec autant de termes vagues et autant de possibilités d'interprétation. Douglas fut capable de le soutenir pendant quelques années par une imprécision subtile, les termes employés signifiaient tellement de choses que lorsqu'on démontrait le sophisme selon une interprétation des termes, il pouvait avoir recours à une autre interprétation également impressionnante, mais aucune ne pouvait soutenir le théorème.

L'essence politique du théorème est qu'il fut si vaguement exprimé qu'il prit une signification étendue avant d'être examiné, compris, ou réfuté. Le comprendre est une chose simple, mais expliquer à un croyant pourquoi il est faux demande une clarification préliminaire des termes que le croyant peut prendre pour une tentative de le fourvoyer.

La meilleure preuve de cette "qualité" du théorème A plus B est d'indiquer le chemin qu'il faut suivre pour démontrer ses faux raisonnements.

Le théorème affirme au début que pour être capable d'acheter le produit d'une usine ou d'une entreprise, les salaires et les dividendes, (A), payés par cette entreprise doivent, mais ne pourront jamais, égaler le prix collectif (A plus B) du produit de l'entreprise. Admettons que le prix collectif d'un produit est équivalent aux paiements A plus B du fabricant, comme le fait Douglas, il devient alors évident que, selon ses définitions, le terme A ne peut jamais être égal à ce A plus B. Et puisque toutes les entreprises doivent être considérées ensemble, il devient ridicule de dire que A devrait être égal à A plus B. Il faut, alors, chercher une autre signification du théorème. Il peut vouloir dire que les salaires et les dividendes payés par toutes les entreprises pendant une période de temps donnée, disons un an (le "taux d'écoulement du pouvoir d'achat"), devraient, mais ne peuvent jamais, égaler le prix collectif de tout le produit de cette année. Avec une définition appropriée du prix collectif de tout le produit, Douglas pouvait alors démontrer que les paiements A ne pouvaient jamais être égaux au prix collectif, et avec une autre définition il pouvait démontrer que les paiements A devraient, pour pouvoir acheter tout le produit, égaler le prix collectif. Mais il ne pouvait démontrer les deux propositions avec une définition unique.

Ainsi. si le prix collectif de toute la production est défini comme l'ensemble des prix de tous les biens (biens de consommation et biens de production) produits en un an, les paiements A n'équivaudront qu'à une petite fraction de ce prix collectif. Car l'on arrive à ce prix collectif en ajoutant les paiements faits par toutes les en-

treprises et tous les paiements faits par les entreprises aux individus. Mais pour arriver à un équilibre, il n'est pas nécessaire que les paiements A égalent le prix collectif, parce que le consommateur n'achète pas les biens de production ; ce qu'il faut pour qu'il y ait équilibre, c'est que les paiements A de toutes les entreprises correspondent au total des prix des biens de consommation, c'est-à-dire que les paiements versés aux individus, qui sont des consommateurs, devraient égaler l'ensemble des prix des biens de consommation.

Si, au contraire, le prix collectif de tout le produit est défini comme l'ensemble des prix des biens de consommation produits cette année, l'équilibre exige bien sûr que les paiements versés aux individus durant l'année, soient égaux au prix collectif, pourvu que l'on oublie les changements causés par l'épargne et l'investissement. Mais ce qui est essentiel, c'est que les paiements A versés aux individus par **toutes** les entreprises, c'est-à-dire les salaires et les dividendes versés par les entreprises fabriquant des biens de production aussi bien que celles fabriquant des biens de consommation, équivalent au prix collectif des biens de consommation seulement. Le major Douglas n'a jamais pu expliquer ceci clairement.

Malgré toutes ses définitions et son haut niveau d'abstraction (ignorant les changements d'épargne et d'investissement ou tout autre facteur) les deux termes sont automatiquement égaux. Car, selon la définition de Douglas lui-même, le prix collectif des biens de consommation arrivant sur le marché en une année équivaut aux paiements A plus B des entreprises de biens de consommation durant cette année. Et, bien qu'il ne l'admette jamais, avec ses définitions et ses postulats, les paiements B des entreprises de biens de consommation équivalent aux paiements A de ces mêmes entreprises. Il a admis (14) que les paiements B faits durant une période donnée par les entreprises de biens de consommation équivalaient aux paiements A faits par les entreprises de biens de production durant la période précédente mais il affirmait que ceci était sans importance parce que les paiements A de la période précédente ont été dépensés précédemment et ne sont pas disponibles actuellement. En dépit de ses bonnes paroles sur les taux d'écoulement, il ne comprenait pas, ou ne voulait pas admettre que la production des deux types de biens est un processus continuel, que les entreprises de biens de production versent chaque année des paiements A et que ces paiements sont disponibles pour acheter des biens de consommation de cette même année. Si l'économie, et Douglas l'affirmait, n'est ni en expansion ni en contraction pour d'autres rai-

sons, le paiement A des entreprises de biens de production restera le même d'une année à l'autre. Donc, selon ses définitions et ses postulats, les paiements A faits durant une année par les entreprises de biens de consommation doivent équivaloir aux paiements A faits par ces entreprises durant l'année précédente qui eux équivalent aux paiements B des entreprises de biens de consommation de cette année. Ainsi les paiements A plus B faits durant une année par les entreprises de biens de consommation sont égaux aux paiements A des entreprises de biens de consommation plus les paiements A des entreprises de biens de production; autrement dit, durant une année, le prix collectif des biens de consommation est égal à l'ensemble des paiements A de toutes les entreprises.

Cette démonstration des faux raisonnements du théorème est aussi irréelle que le théorème lui-même; ce qu'il démontre ce n'est pas que l'économie n'est pas toujours équilibrée mais plutôt que les postulats de Douglas sont faux et ses conclusions gratuites. De quelque manière qu'on l'interprète, le théorème A plus B ne montre nullement l'existence d'une insuffisance chronique du pouvoir d'achat. Donc l'argument principal pour l'injection continuelle d'argent par le moyen des dividendes de crédit social ou par des subventions aux producteurs se dégonfle.

On voit ici la fascination qu'exerce et aussi l'exaspération que provoque le théorème en question. L'analyse monétaire dépend des distinctions subtiles que Douglas et ses partisans ne faisaient pas et qu'ils se montraient incapables de faire dans les controverses; malgré tout lorsqu'on ne fait pas les distinctions et qu'on ne les voit même pas, le théorème paraît comme une démonstration irréfutable. L'utilisation de termes aussi vagues que "le taux d'écoulement des prix" sont responsables soit de la confusion soit de l'illusion de vraisemblance.

Le théorème A plus B, une fois logé dans la tête de quelqu'un, est très difficile à déloger. Il est facile de fermer les yeux sur les erreurs du théorème parce qu'il fait une critique très sévère d'une société qui écrase les petits-bourgeois. Il demeure que la conclusion logique de l'argument est que l'industrie doit toujours régresser et, en fait, aurait dû s'être déjà immobilisée. Les seuls arguments employés par Douglas pour prouver le contraire, comprennent un aussi grand nombre d'erreurs de raisonnement que le théorème lui-même: à savoir que le système devenait de plus en plus endetté vis-à-vis des hommes ou des institutions hors du système.

Bien que Douglas n'ait jamais abandonné le théorème et ait continué à s'y référer parfois, il l'a plus ou moins mis aux oubliettes à cause des critiques féroces qu'on lui apportait. Il pouvait le faire parce qu'il avait des arguments plus forts encore pour le crédit social.

l'argument principal

Ces arguments découlaient naturellement de la doctrine de l'héritage technologique et du postulat voulant que la nature de l'entreprise capitaliste ait été transformée durant le dernier siècle par l'expansion de la finance jusqu'au point où les financiers dominent tout le système de production et le manipulent dans le but d'augmenter leur propre pouvoir. Le potentiel technologique n'était pas utilisé bien que le peuple y ait droit. Le contrôle financier sur la production était facilement prouvable, assez pour rendre impressionnante l'accusation même si l'on n'était pas d'accord avec la preuve théorique du rôle du crédit. Etant donné que les financiers contrôlent le système, il était facile d'arriver à la conclusion que ce sont les financiers qui empêchent l'utilisation du potentiel technologique. Il découle de cela que le crédit social pouvait apporter la richesse et le loisir à tous sans nuire à personne sauf aux financiers.

Les avantages de cet argument sont nombreux. D'abord, il évite les com- exités de l'analyse technique de l'argent, du crédit et des prix. Il suffit d'affirmer qu'il y a un potentiel de productivité sans limites dont la réalisation n'est arrêtée que par les financiers. Ainsi on pouvait ignorer la plupart des critiques du crédit social qui ne furent que des critiques de l'analyse technique.

La critique avancée par ceux qui avaient trouvé l'erreur fondamentale du théorème A plus B, à savoir que l'utilisation du crédit social serait fortement inflationnaire, pouvait être circonvenue sans l'utilisation de l'analyse technique. Douglas affirmait que les points limites de la création du nouveau crédit sans inflation sont ou la disparition de la capacité non utilisée de production ou la satisfaction de tous les besoins humains et que les deux limites tendent vers l'infini. Que la satisfaction de tous les besoins soit très éloignée ne pose pas de problèmes. Selon Douglas la disparition de la capacité non utilisée est, elle aussi, très éloignée, car cette capacité non utilisée n'était pas la capacité actuelle de production d'une entreprise mais la capacité normale, c'est-à-dire toute la différence entre la capacité actuelle et la capacité technolo-

giquement possible dans l'avenir qu'il prétendait infini. Ceci est une réponse assez convaincante à l'accusation que le crédit social serait inflationnaire, si l'on ignore, comme le faisait Douglas, toutes les autres forces qui pourraient continuer de restreindre la production.

L'accent que Douglas et ses partisans mettaient sur le potentiel de productivité pour éviter, et même apparemment réfuter, les critiques sur leur analyse technique ne fut qu'un des avantages des arguments plus larges en faveur du crédit social. Un autre, peut-être plus important, fut la conclusion que l'introduction du crédit social, tout en détruisant les financiers, ne changerait nullement le droit à la propriété privée du capital ni à la direction privée de l'industrie ou de l'agriculture. L'exercice de ces droits est, selon Douglas, désirable en soi. "Il me semble certain que les droits indéniables à la propriété vraiment privée et à une démocratie réelle sont inséparables. Je définirai la propriété privée comme n'importe quelle chose, qui étant possédée par quelqu'un, lui est essentielle pour qu'il puisse vivre nomalement sa vie sans ingérence . . ." (15) Le contexte semble indiquer que Douglas considérait la propriété par actions comme comprise dans le droit essentiel à la liberté et à la démocratie.

L'efficacité administrative de la direction privée de l'industrie et de l'agriculture, la rend également valable. La responsabilité personnelle, du point de vue des ingénieurs fut plus efficace que l'autogestion ou la direction étatique. Pour ces raisons Douglas fut opposé à n'importe quelle forme du socialisme, collectivisme ou nationalisation de l'industrie.

La propriété privée et la direction personnelle de l'entreprise, selon lui, ne sont pas seulement désirables mais aussi compatibles avec la distribution des grands dividendes de crédit social à tous les membres de la communauté. Le crédit social détruirait le contrôle global des financiers sur la société mais ne changerait pas les droits de propriété et de direction, car ces droits sont déjà indépendants du contrôle financier. L'entrepreneur capitaliste était déjà disparu et le profit n'avait plus d'importance. "Ce processus de faire des profits contribua probablement à l'accumulation rapide de richesses dans les mains de l'entrepreneur au début du dix-neuvième siècle . . . mais le système de profit n'est certainement pas responsable de la situation actuelle, puisque les profits ont cessé d'être un facteur important dans les affaires". (16) La recherche du profit de la part de l'entrepreneur ne réglait plus le système économique; l'entrepreneur avait été réduit au rôle d'administrateur et d'encaisseur des dividendes; le contrôle de l'économie est maintenant entre les mains des financiers, qui ne cher-

chent pas des profits mais du pouvoir par l'imposition de la pénurie et la réduction des masses à un travail perpétuel.

La propriété privée du capital fut dénuée de sens par des gouvernements vendus aux financiers. "Tout ce qui reste pour l'individu sous le système actuel est le pouvoir d'administrer dans le cadre établi par les lois du pays". (17)

Le Major Douglas ne fut pas capable de percevoir la nature essentielle de l'entreprise. "Le système sous lequel le monde entier, y compris la Russie, produit et distribue les biens et les services, est appelé ordinairement le système capitaliste, système dans lequel les relations entre l'employeur et l'employé n'ont pas d'importance n'étant que des relations d'administration. Les bases fondamentales du système capitaliste sont, d'abord, que tous les coûts (pouvoir d'achat distribué aux individus durant le processus de production) devraient être mis ensemble et récupérés du public (le consommateur) sous forme de prix de vente et que deuxièmement, au-dessus de cette récupération des coûts est ce qu'il peut rendre en profit." (18) "Le capitalisme n'est pas du tout un système d'administration c'est un système d'établissement des prix de vente par rapport aux coûts de production." (19) Ainsi Douglas pouvait proposer une réforme du capitalisme sans changer les rapports entre le capital et le travail et ceci fut un grand avantage. Pour faire ceci, bien entendu, il lui fallait ignorer le fait que les salaires sont aussi des prix; la reconnaissance de celui-ci aurait signifié la reconnaissance du rapport entre l'employeur et l'employé comme définissant le capitalisme.

Cette omission ne fut pas un hasard. La possibilité d'introduire le crédit social dépendait de la possibilité de séparer l'administration interne de l'industrie, y compris la détermination des salaires, de l'établissement des prix. Celle-là restait dans les mains de l'entreprise privée, celui-ci serait fait par la communauté. (20) Il s'attendait à ce que cet arrangement satisfasse les propriétaires actuels du capital et aussi la communauté car il croyait que les propriétaires avaient déjà perdu le contrôle de l'industrie soit aux mains de la finance soit aux mains de gouvernements vendus à la finance. En fait, les droits d'administration et de profit seraient renforcés par l'introduction du crédit social, parce que les directeurs et les gérants de l'industrie auraient plus de possibilités d'élever l'efficacité de l'entreprise et ne seraient plus troublés par les syndicats ouvriers. Avec la libération de l'entreprise du contrôle des financiers "et l'abolition de la distinction entre le Capital et le Travail en

ce qui concerne le Crédit Financier, deviennent inutiles les Syndicats exclusivement prolétariens... les anciens Syndicats, fondés en fonction de l'antagonisme du Travail et du Capital et organisés non pas en fonction des intérêts de la Production, mais comme arme défensive et offensive contre la classe Capitaliste comme telle, disparaissent . . ." (21)

Cette thèse voulant que le contrôle financier se soit séparé de la propriété et de la direction personnelles de l'entreprise, rendait Douglas capable de soutenir la propriété privée, tout en critiquant les aspects du capitalisme qui étaient déjà détestés . . . la concentration du pouvoir économique, l'écrasement des petits propriétaires, la nécessité du travail perpétuel et ainsi de suite. Tous ces maux n'étaient que des perversions de l'entreprise libre et les financiers en sont devenus les boucs émissaires. Le crédit social en éliminant le contrôle des financiers et en donnant ce contrôle à l'ensemble de la communauté fournirait une nouvelle abondance sans changer la propriété privée déjà existante. Le crédit social fut l'alternative au socialisme.

Aucune autre doctrine ne pouvait mieux faire appel aux classes moyennes, soit aux producteurs indépendants, aux petits actionnaires, aux gérants et aux professionnels; moins de travail et un revenu non gagné furent offerts même aux salariés. Et la grandeur de la promesse des augmentations sociales non gagnées pouvait dissimuler toutes les difficultés.

Les créditistes n'expliquèrent jamais comment ils iraient éliminer le contrôle des financiers sans toucher leurs droits à la propriété privée ou comment ils iraient décider la différence entre les droits de propriété légitime et ceux des financiers. Ils n'y voyaient aucun problème parce qu'ils croyaient que le pouvoir des financiers dépendait de leur contrôle sur la propriété des autres et non pas sur leurs droits directs à la propriété directe ou à la propriété par actions.

Dès que leur pouvoir sur la propriété des autres est éliminé, ils peuvent conserver tous les droits de propriétaire qui leur restent. La nouvelle abondance éclipsera l'ancienne et la rendra sans importance.

Encore une fois, il ne fut jamais expliqué comment la défense des droits de propriété existants est compatible avec la distribution universelle aux salariés de revenu non gagné et avec la disparition du travail qui doit suivre cette distribution. Si les gens travaillent de moins en moins, le taux de profit peut-il rester toujours le même? Douglas ne voyait guère ce problème car il ne comprenait que très peu l'origine du profit et des valeurs d'échange. Il comprenait parfois que la valeur et le profit sont basés sur

le travail humain mais il ne comprenait pas que la diminution du travail, que prétend réaliser le crédit social, diminuerait également les valeurs et les profits.

Se basant sur l'entreprise isolée où le profit peut être augmenté par le remplacement du travail humain par des machines, les créditistes ne comprennent pas que pour l'ensemble de l'économie tout perfectionnement de la technologie et toute augmentation du capital contribue au profit en augmentant la productivité du travail employé et non pas en diminuant le travail humain. Donc ils ne voyaient pas que la défense du taux de profit à n'importe quelle étape du développement technologique exige l'emploi de toute la force de travail normale pendant la même journée de travail et ceci au niveau de productivité per capita qui avait été réalisé avec le niveau existant de technologie et l'accumulation existante de capital réel.

Ce manque de compréhension du mécanisme fondamental du capitalisme est évident dans toutes les oeuvres économiques de Douglas. Sa critique de l'économie orthodoxe le révèle plus particulièrement. Les économistes du début du dix-neuvième siècle attribuèrent toutes les valeurs à la terre, au travail et au capital. Douglas disait que peut-être ils avaient raison avant la révolution industrielle mais que "maintenant il y a un quatrième facteur dont le pouvoir multiplicateur est beaucoup plus grand que ceux des trois autres" à savoir l'héritage culturel ou "le progrès de l'art industriel". (22) Douglas fondait son affirmation du droit de la communauté à l'augmentation technologique sur l'existence de ce quatrième facteur. Mais ceci veut dire ajouter comme quatrième point quelque chose qui dans l'entreprise capitaliste est compris dans les trois autres facteurs. La valeur actuelle de la terre, du travail et du capital est due à la productivité créée par l'utilisation de l'héritage technologique de l'heure actuelle. Le droit à la possession de la terre et du capital a actuellement une valeur parce que leur emploi donne un taux de profit; et il ne rendrait pas ce profit s'il ne comprenait pas le droit aux bénéfices de l'héritage technologique.

Cependant, la défense d'un taux de profit suffisant pour maintenir l'entreprise capitaliste exige, et continuera à exiger dans l'avenir, des perfectionnements technologiques continuels; par conséquent si les droits actuels à la possession du capital devaient garder leur valeur dans l'avenir, ils seront une hypothèque sur l'héritage social à être réalisé. Mais si on accepte comme Douglas que l'augmentation technologique a un potentiel sans limites, il n'y a aucun problème.

On a suffisamment démontré comment la croyance à une augmentation technologique de production sans limites permettait aux créditistes d'ignorer toutes les difficultés inhérentes au crédit social. Egalement essentielle aux arguments créditistes est la croyance que l'entreprise capitaliste a déjà été réduite à une fiction par la montée au pouvoir des financiers. Le concept d'un groupe de financiers existant hors de la communauté productive, fournit à la fois un ennemi et défait les arguments socialistes, car le capital et le travail se donnent ainsi un but commun : la lutte contre la finance.

Les croyances à l'héritage culturel et au rôle des financiers sont devenues les deux piliers de la foi créditiste. Elles sont si fortes qu'il n'y a guère besoin de théorie monétaire et quand ses faux raisonnements furent exposés, elle pu être mise dans l'arrière-plan. Ses complications eurent même un avantage: elle donnait aux partisans du crédit social l'impression que tous les mystères de l'économie avaient été exposés, même s'ils n'étaient pas capables de les comprendre.

Ce rapport étrange entre l'analyse technique et les arguments plus larges facilitait le rapport singulier entre le leader et les partisans qui est devenu une caractéristique du crédit social partout où il fut établi, W.E.C. "Wacky" Bennett en Colombie-Britannique, "Mother" Manning en Alberta, Douglas lui-même en Angleterre et Caouette et Grégoire au Québec. Au fur et à mesure que le mouvement créditiste s'étendait, l'analyse technique de l'argent et du crédit fut de plus en plus discréditée et Douglas convaincu qu'il avait révélé la vérité mais incapable de la défendre, se trouvait forcé de décréter "dogme de foi" la théorie technique. (23). Peu après, tout le mouvement créditiste prenait cette position. Le leader et un petit cercle d'experts autour de lui sont devenus les seuls gardiens des mystères; la fonction des adhérents fut de croire à l'héritage culturel, au pouvoir du peuple de renverser les financiers, et à la sagesse et l'adresse de leurs leaders.

Finalement il faut constater que parmi tous les arguments pour le crédit social l'importance qu'ils donnaient à l'héritage culturel et au rôle

des financiers, eut l'effet de convertir le problème économique en problème politique. Pour les créditistes convaincus il ne restait aucun problème économique; la théorie de Douglas avait trouvé toutes les solutions. Le seul problème était le problème politique de la prise du pouvoir sans laquelle le crédit social ne pourrait pas être introduit. Une fois arrivé au pouvoir, le crédit social amènerait "l'âge d'or".

michel mill

REFERENCES

(1) Douglas, C.H., "The Pyramid of Power", English Review, XXVIII, (1919), p. 107
(2) Douglas, Economic Democracy, (Londres, 1928), p. 4
(3) Ibid., p. 68
(4) Douglas, Credit-Power and Democracy, (Londres, 1921) p. 144
(5) Douglas, Economic Democracy, p. 42
(6) Douglas, Credit-Power and Democracy, p. 145
(7) Douglas, These Present Discontents and the Labour Party and Social Credit, (Londres, 1922), p. 164
(8) Douglas, Social Credit, (Londres, 1924) pp. 18-19
(9) Ibid., p. 19
(10) Douglas, These Present Discontents... p. 13
(11) Douglas, Social Credit, p. 57
(12) Douglas, Economic Democracy, p. 114
(13) Douglas, Credit-Power and Democracy, pp.21-22
(14) Ibid., pp. 24-25
(15) Douglas, dans The Fig Tree, (revue créditiste). juin 1928
(16) Douglas, The Monopoly of Credit, (Londres 1931) pp. 24-25
(17) Douglas, The Control and Distribution of Production
(18) Ibid., p. 14
(19) Ibid., p. 77
(20) Douglas, Credit-Power and Democracy, pp. 149. 175-6
(21) Ibid., pp. 168-9
(22) Douglas, Social Credit, p. 55
(23) Social Credit (revue), le 6 décembre 1935

---

projet révolte

On sait que M. Wilson, dirigeant d'un des rares partis socialistes au pouvoir, se rend à Washington chaque fois qu'il le peut car c'est à Washington qu'on lui dit ce qu'il faut qu'il pense et déclare, surtout à propos du Vietnam, de la livre sterling ou de l'armée allemande.

Ce qu'on sait moins c'est qu'en échange de ces relations étroites Londres-Washington, le C.I.A. a dû mettre sur pied un service d'espionnage sociologique baptisé projet révolte, *dont le but caché est de vérifier si sa Majesté E. R. II peut envisager mettre le pied à Montréal.*

Le rapport du projet révolte *a-t-il déjà été transmis à Londres ? C'est ce qu'il faut croire puisque la reine hésite et que ses conseillers étudient, disent les journaux, le "dossier".*

On peut déplorer, cependant, que la police de Me Wagner n'ait pas reçu copie du rapport; cet affront mérite d'ailleurs que le ministre de l'injustice écrive, comme son petit camarade des finances, aux U.S.A. . . .

J. G.

marxisme et crédit social

yordan kostakeff

historique du marxisme

Pour comprendre un mouvement politique et social, il faut se représenter avec exactitude les conditions historiques dans lesquelles il est né. La question ne relève donc pas seulement d'une seule curiosité historique. Comme l'a déjà démontré Duverger, "de même que les hommes portent toute leur vie l'empreinte de leur enfance, ainsi les partis subissent profondément l'influence de leur origine". C'est qu'un mouvement naît, se développe et meurt selon une nécessité historique et objective. Il existe un déterminisme au sein de la société comme il en existe un dans la nature. Tout ce qui est réel, disait Hégel, est rationnel, et tout ce qui est rationnel est réel.

Si on cherche à connaître les origines lointaines du marxisme, il faut prendre l'année 1848 comme année limite. Le marxisme est né avec la publication du *manifeste communiste*, et le manifeste coïncide avec cette phase du capitalisme que Marx nomma plus tard dans *Le Capital*, période d'accumulation primitive du Capital.

Elle se caractérise par l'accumulation rapide des capitaux, l'application de la machine à la production et la paupérisation rapide des petits propriétaires et de la classe laborieuse. Signalons donc qu'au moment où Marx et Engels entreprennent d'écrire le Manifeste ils ne connaissent que le capitalisme d'avant 1848. Quels sont les traits caractéristiques de ce capitalisme à la veille de la révolution de février ?

Le dix-neuvième siècle fut un siècle révolutionnaire à plusieurs égards: il fut celui de l'application poussée de la technique dans la production et changea radicalement les rapports sociaux. Jusqu'au début du siècle, l'économie rurale était l'élément prédominant de la production, et l'importance des villes, bien que déjà assez réelle, n'était pas encore décisive. Au XIXe siècle, cette structure se modifie profondément. La machine qui vient de remplacer le travail manuel apporte un grand bouleversement organique, et les effets sociaux de l'invention du feu et de l'arme à feu nous paraissent insignifiants en comparaison de ceux provoqués par la machine. Mais la machine qui devait libérer l'homme de sa servitude économique et lui permettre la conquête de sa condition sociale eut un résultat contraire. L'accumulation rapide des

capitaux avait pour résultat l'augmentation de la durée du travail et la pauvreté hideuse des classes laborieuses. Seulement en Italie et en Belgique, la semaine s'établissait, en 1840, à une moyenne de 83 heures. Pour ne citer que ces deux pays et sans tenir compte du fait que, déjà au cours des années '60, les ouvriers anglais, particulièrement favorisés adressaient aux autorités des pétitions réclamant que la journée de travail ne soit pas étendue au-delà de 18 heures par jour! Ce prolétariat, sombrant dans la misère, condamné à un salaire de famine, croupissant dans l'ignorance est en révolte perpétuelle contre l'industrialisation. En Angletere, il est à la base du mouvement Chartiste et se lance à une destruction massive des machines. L'antagonisme entre le capital et le travail fut irréconciliable et poussait à une réaction violente contre le principe même de la propriété . . .

Ceci nous explique, en grande partie, le caractère révolutionnaire, non dissimulé, du Manifeste, sans insister sur l'influence décisive qu'il exerça plus tard sur tous les mouvements socialistes, issus du marxisme.

Les années 1867 et 1871 marquent cependant une coupure dans le développement des idées révolutionnaires de Marx et Engels. C'est la période de la publication du Capital et l'expérience de la Commune. Engels devait écrire à Marx que la découverte des mines d'or de la Californie et de l'Australie avait réfuté les idées du Manifeste. Cette constatation coïncide, non par hasard, avec l'essor impressionnant du capitalisme. C'est l'époque aussi où triomphent Proud'hon en France, Lasalle en Allemagne, et le marxisme se croit obligé de se dissimuler derrière les statuts de l'Internationale. A peine avec l'apparition de la deuxième Internationale, qu'il fut tiré d'un long oubli. A la veille de sa mort, dans une longue préface, datée du 6 mars 1895, à une réédition de la brochure de Marx: *La lutte des classes en France,* Engels nous livre ses dernières réflexions qui présentent le bilan d'un demi-siècle qui s'est écoulé depuis le Manifeste. "Lorsqu'éclata la Révolution de février, nous étions tous, quant aux idées que nous nous faisions et du déroulement des mouvements révolutionnaires, sous l'obsession de l'expérience historique faite jusqu'alors, notamment en France: aussi était-il naturel et inévitable que nos idées quant à la nature et à la marche de la révolution (sociale) proclamée à Paris en février 1848, de la révolution du prolétariat, fussent fortement imprégnées du souvenir des exemples de 1789-1830 . . . Mais l'histoire nous a donné tort et révélé que notre opinion d'alors était une illusion . . . Elle a totalement bouleversé les conditions dans lesquelles le pro-

létariat doit mener sa lutte. Les méthodes de combat de 1848 sont aujourd'hui périmées à tout point de vue". Et après avoir fait le procès des illusions blanquistes, dont lui et Marx étaient encore prisonniers en 1847-48, Engels poursuit: "L'histoire nous a donné tort, à nous et à ceux qui pensaient comme nous. *Elle a montré que l'état de développement économique du continent d'alors était encore loin d'être mûr pour la suppression de la production capitaliste;* l'histoire l'a démontré par la révolution économique qui s'est répandue depuis 1848 sur tout le continent et qui a réellement enraciné la grande industrie en France, en Autriche, en Hongrie, en Pologne, et plus récemment en Russie, et qui a fait de l'Allemagne une nation industrielle de premier ordre, tout cela sur une base capitaliste, donc sur une base encore très extensible en 1848."

II - la théorie marxiste des crises

Les traits particuliers du processus de production en régime capitaliste, selon Marx, le but et le mobile de la production capitaliste, est la production de la plus-value. "Fabriquer de la plus-value ou le profit, écrivait Marx, telle est la loi absolue de ce mode de production". La plus-value, c'est le travail additionnel, la prolongation du processus du travail par lequel l'ouvrier crée une valeur plus grande que celle que coûte la main-d'oeuvre utilisée pour la production d'un bien économique.

Voyons comment est produite la plus-value.

Le capitaliste achète sur le marché tout ce qui est nécessaire à la production: machines, matières premières, combustible, et force de travail. Quelle est la valeur de cette marchandise ainsi produite? Le but de la production capitaliste étant le profit, la marchandise ainsi produite possède une valeur plus grande que celle que coûte la force de travail.

Admettons que pour confectionner 500 costumes, le capitaliste achète 2,500 verges d'étoffe au prix de $5.00 la verge, au total donc $12,500. Pour acheter les fournitures, il dépense $10.00 par costume. La confection de 500 costumes entraîne l'usure des machines et d'autres frais (éclairage, chauffage, etc.) pour la somme de $3,000.00. Les frais d'embauche de la force de travail totalisent 200 ouvrières à raison de $10.00 par jour et par ouvrière, c'est-à-dire, $2,000. Après avoir acheté les éléments nécessaires à la production, au total le capitaliste a dépensé pour la confection des 500 costumes :

1) valeur de l'étoffe de laine:	$12,500.00
2) valeur des fournitures :	5,000.00
3) valeur de l'usure des machines, etc.	3,000.00
4) valeur de la main-d'oeuvre:	2,000.00
Total	$22,500.00

La valeur d'un costume ($22,500 ÷ 500) équivaut à $45.00, tandis qu'au prix du marché un costume de ce genre s'y vend $65.00. Il en résulte que l'entreprise capitaliste a investi pour la production $22,500.00 et elle a reçu, après la vente de la marchandise produite, $32,500.00.

D'où provient cette plus-value de $10,000.00?

La raison en est la prolongation du processus de travail par lequel l'ouvrier crée une valeur plus grande que celle que coûte la marchandise force de travail. L'obtention de la plus-value a été déterminée par le fait que les ouvriers ont travaillé plus de temps qu'il ne fallait pour produire la valeur de leur force de travail. La journée de travail à l'entreprise capitaliste se décompose ainsi en deux parties : le temps de travail *nécessaire* et le temps de travail *additionnel*. Le temps de travail nécessaire est payé par le capitaliste sous forme de salaire. Et le temps additionnel devient la source de la plus-value ou du profit réalisé par le capitaliste. Ceci veut dire qu'un ouvrier utilise une partie seulement de son travail pour lui-même et l'autre partie, gratuitement, pour le capitaliste. Le rapport du travail additionnel au travail nécessaire montre le degré d'exploitation de l'ouvrier. Plus grand est le sur-travail par rapport au travail nécessaire, plus haut est le degré d'exploitation. Ceci dit, la plus-value est le résultat de l'exploitation de la classe ouvrière par la classe capitaliste.

Pour mieux comprendre la nature du capital et le mécanisme de l'exploitation capitaliste, notons l'importance considérable qu'accorde Marx à la division du capital en capital constant et capital variable. Cette division nous permet, selon lui, de répondre à la question essentielle : d'où vient la plus-value ?

Dans le processus de production, le capitaliste dépense une partie de son capital pour la construction des bâtiments d'usine, outillage et machine, ainsi que pour des matières premières, combustibles, matériaux, accessoires, etc. Marx donne à cette partie du capital le nom de *capital constant*, parce que dans le processus de la production il ne modifie pas en soi la grandeur de celle-ci. Outre cette partie du capital dite constante, une autre partie du capital est dépensée pour louer la force de travail. Au terme du même processus de production, le capitaliste se trouve ainsi en possession d'une nouvelle valeur produite par l'ouvrier. Cette nouvelle valeur est supérieure à la valeur de la force de travail, que le capitaliste paie sous forme de salaire. C'est pourquoi Marx a fait de cette fraction de capital, *capital variable*.

Nous avons vu de ce qui précède que la journée de travail en régime capitaliste se divise en deux parties.

1) Le temps nécessaire à la production d'une quantité de marchandise dont la valeur est égale à celle de la force de travail payée en salaire, et 2) le temps de travail additionnel pendant lequel l'ouvrier travaille pour le capitaliste et d'où dérive la plus-value.

Considérons, à titre d'exemple, la journée de 8 heures, dont 4 heures représentent le temps de travail nécessaire, et 4 heures le temps de travail additionnel. Si le temps de travail nécessaire reste constant, avec la prolongation de la journée de travail, se prolonge aussi le temps de travail additionnel et la plus-value ainsi obtenue est appelée : *plus-value absolue*. Si, au contraire, le temps de travail nécessaire est réduit par l'application des nouveaux modes d'exploitation plus efficaces pour la production, même si la journée de travail reste inchangée, le temps de travail additionnel augmente dans la même mesure où le travail nécessaire est réduit et nous obtenons la *plus-value relative*.

La plus-value relative ainsi obtenue joue un rôle efficace dans le développement des forces productives de la société capitaliste. Car, au fur et à mesure que les revendications des ouvriers se font sentir, la seule manière d'obtenir de la plus-value reste la plus-value relative. En outre, le capitaliste doit tenir compte de la concurrence des autres capitalistes. *La concurrence se fait en baissant les prix de la marchandise*, et pour baisser les prix de la marchandise, ou au moins se mettre au niveau des prix du marché, il faut donc accroître constamment la production. Supposons que le capitaliste dépensait toute la plus-value à ses besoins personnels. Cette situation peut-elle durer indéfiniment ? Il risque, dans le système concurrenciel qu'engendre le capitalisme, de perdre son marché, et, en face des revendications des ouvriers, de perdre sa plus-value. C'est pourquoi le capitaliste est obligé, par le caractère concurrentiel du capitalisme et les revendications du travail organisé, d'utiliser le maximum possible de la plus-value pour agrandir constamment la production. En d'autres mots, il est poussé vers une *reproduction élargie* de la production, ou vers une ACCUMULATION DU CAPITAL. "L'utilisation de la plus-value comme capital ou retransformation de la plus-value en capital, voilà ce qui s'appelle accumulation du capital".

Cette accumulation du capital, inhérente au régime capitaliste, permet, selon Marx, de comprendre et d'expliquer aussi la genèse des crises économiques au sein du capitalisme. D'un côté, le progrès de la composition organique du capital se traduit par une augmentation permanente du capital

constant, au détriment du capital variable, dépensé en salaires, ce qui engendre une armée de sans-travail et la croissance du chômage. D'un autre côté, au fur et à mesure que les biens de consommation augmentent, la part de la valeur globale créée, que reçoivent les ouvriers, diminue. La tendance à l'accroissement illimité de la production capitaliste oblige les capitalistes à accumuler, c'est-à-dire à étendre la production et à produire en toujours plus grand nombre de marchandises. Le but de la production capitaliste étant d'obtenir le maximum de profit, ce but ne peut être atteint que par l'accumulation des capitaux et l'accroissement de la production. Mais l'accumulation des capitaux et, par voie de conséquence, l'accroissement de la production, ne peut se réaliser que par une diminution du pouvoir d'achat des travailleurs. Et comme l'accroissement de la production n'est pas doublé d'un accroissement équivalent de la consommation, mais, au contraire, par une diminution du pouvoir d'achat des travailleurs, cette diminution du pouvoir d'achat des travailleurs, à cause de la demande payante restreinte n'est pas en mesure de réaliser l'écoulement de marchandises.

La reproduction du capital suppose que chaque capital individuel et, par conséquent, le capital social total, doivent accomplir constamment leur circuit, c'est-à-dire, passer de la forme-agent à la forme productive; de la forme productive à la forme marchandise; de la forme marchandise, de nouveau, à la forme argent. Ce circuit ne peut fonctionner, encore une fois, que si chaque capitaliste, pris séparément, de même que toute la masse des capitalistes, peut *réaliser*, *vendre*, son produit fini.

Nikitine : Principes d'économie politique, p. 142, Moscou, édition en langue étrangère.

La contradiction entre l'accroissement de l'offre et la réduction relative de la demande provoque des crises de surproduction. Le mot surproduction est arbitraire; il ne désigne pas que la société a produit plus de biens qu'il n'en fallait, mais désigne tout simplement l'écart qui existe entre la production et le pouvoir d'achat nécessaire à la consommation des biens produits. Cette contradiction entre l'accroissement de la production et la réduction relative du pouvoir d'achat est à la base du cycle capitaliste et de ses phases. La crise, d'autre part, est la phase principale du cycle. Celui-ci comporte donc quatre phases : crise, dépression, reprise et essor.

La *crise* se caractérise par la "surproduction" apparente des marchandises, la chute des prix, la baisse des salaires, la diminution de la production, allant jusqu'à la destruction pure et simple des marchandises et de l'équipement des entreprises, les

faillites en chaîne, et, cela va sans dire, l'accroissement progressif du chômage.

La *dépression* intervient au moment où la crise vient de se terminer : la production n'utilise pas encore sa capacité entière, le commerce est lent, les prix des marchandises sont relativement encore très bas, ainsi que le taux de profit. Le chômage reste à l'état stationnaire jusqu'à ce que le stock de marchandises soit écoulé au prix réduit ou partiellement détruit. "La production capitaliste demeure en état de dépression jusqu'à ce que la concurrence, la lutte pour les débouchés et les sources de matières premières incitent les capitalistes à renouveler le capital fixe. Ils perfectionnent leur outillage pour diminuer le coût de production et maintenir leur profit même avec les prix bas qui se sont établis en conséquence de la crise. Ce qui suscite les besoins en équipement et stimule l'extension de la production. C'est ainsi qu'apparaissent progressivement les conditions nécessaires pour passer à une nouvelle phase du cycle, à la reprise.

"Dans la phase de *reprise*, les entreprises ayant survécu à la crise continuent de renouveler le capital fixe et procèdent peu à peu à l'extension de la production. La production se rapproche du niveau atteint à la veille de la crise, pour ensuite le dépasser. Le commerce reprend, les prix des marchandises augmentent, les bénéfices grandissent, le chômage est résorbé peu à peu. La production capitaliste ayant dépassé le maximum de la production d'avant la crise, marque le passage à la phase d'essor.

"Dans cette phase, la tendance à l'accroissement illimité de la production se manifeste pleinement. De nouveau les capitalistes, soucieux de prendre une avance les uns sur les autres, agrandissent les entreprises, inaugurent des nouveaux chantiers, jettent sur le marché des masses croissantes de marchandises. La montée prodigieuse de la production gagne de plus en plus de vitesse le progrès de la demande payante. La surproduction grandit, d'abord latente, les excédents de marchandises s'accumulent. A cette étape supérieure de l'essor, il apparaît tout d'un coup que le marché est saturé de marchandises qui ne trouvent pas de demande payante, les prix baissent et la crise éclate. Le cycle recommence."

(P. Nikitine, opus cit. pp. 157-158).

On a vu jusqu'à présent comment le capital produit de la plus-value et comment la plus-value donne naissance à une reproduction élargie de la production; et, enfin, comment cette reproduction élargie du capital ou *accumulation* empêche la réalisation et conduit inévitablement la production capitaliste au seuil des crises économiques. L'ouvrier ne touche ja-

mais l'équivalent total de la valeur de sa production, d'où le décalage entre la production et la consommation qui empêche la réalisation. La théorie classique défendait autrefois que dans une société où les pouvoirs publics s'abstiennent de toute intervention, l'offre crée sa propre demande, ce qui veut dire, que la totalité des revenus dont dispose une communauté doit nécessairement être dépensée directement ou indirectement pour l'achat de toute la production. A l'instar de Marx, tous les théoriciens de la théorie anti-classique : de Keynes à Douglas, ont réfuté sans équivoque cette thèse. Et les événements après la grande crise économique de 1929-1933 leur ont donné raison. Reste à savoir maintenant si la plus-value en soi, ou l'accumulation pure et simple du capital, est à l'origine du déséquilibre économique. Dans la *reproduction simple*, selon Marx lui-même, le processus de production se renouvelle dans les proportions précédentes et la plus-value va entièrement à la consommation personnelle des capitalistes. La plus-value, dans la reproduction simple, est donc entièrement consommée par les capitalistes. Dans la *reproduction élargie*, au contraire, une de ces parties seulement est consommée ; celle qui reste, la plus importante, en règle générale, est consacrée à l'achat de moyens additionnels de production. Dans cette phase, la contradiction entre l'accroissement du potentiel de production et la réduction relative de la demande payante accuse un retard dans la réalisation et à la longue provoque la surproduction. Si on regarde donc, de plus près, il ressort, que ce n'est pas la plus-value en soi qui engendre le déséquilibre entre la production et la consommation, mais l'accumulation ou la production élargie.

Nous sommes ainsi arrivés au seuil de notre sujet principal, à savoir, que sur ce point il n'existe aucune divergence entre marxistes et créditistes sur l'interprétation des origines du déséquilibre économique.

la théorie créditiste du déséquilibre économique (1)

Le mouvement créditiste naquit au lendemain de la première guerre mondiale, au moment même où l'Europe et l'Amérique étaient la proie d'une des crises les plus profondes du monde capitaliste. Cette crise fournit l'occasion à Douglas de révéler une fois de plus que le processus de la production n'avait aucune chance de succès, s'il ne procurait pas suffisamment de pouvoir d'achat au producteur pour lui permettre le surplus de ces produits. Ce défaut du pouvoir d'achat existe, d'après Douglas, en tout temps, mais il n'est apparent qu'en temps de paix.

Le terme Crédit social est généralement employé pour désigner une

théorie monétaire qui se propose le changement du régime monétaire actuel par une nouvelle politique monétaire, dont s'inspirera le futur crédit. Le fondateur de cette doctrine, dite créditiste, et son principal théoricien, c'est le colonel Douglas. Par Crédit social, donc, nous n'entendons généralement que l'ensemble des principes essentiels du système, ainsi appelé et élaboré par le colonel Douglas, et non pas telle ou telle application ou interprétation de ce système.

douglas et keynes, ou la fin de la période classique

L'introduction de la notion de l'insuffisance de la demande dans l'économie politique constitue l'axe principal de l'école anticlassique dont est sortie la théorie de Douglas et Keynes. "Dans l'Economie Ricardienne, qui est à la base de tout ce qui a été enseigné depuis plus *d'un siècle,* dit Keynes, l'idée qu'on a *le droit de négliger la fonction de la demande globale est fondamentale.* A vrai dire, poursuit Keynes, la thèse de Ricardo que *la demande effective ne peut être insuffisante* avait été vivement combattue par Malthus, mais sans succès. Car, faute d'expliquer comment et pourquoi la demande effective pouvait être insuffisante, Malthus n'est pas parvenu à fournir une thèse capable de remplacer celle qu'il attaquait; et Ricardo conquit l'Angleterre aussi complètement que la Sainte Inquisition avait conquis l'Espagne. Non seulement sa théorie fut acceptée par la Cité, les hommes d'Etat et l'Université, mais toute controverse s'arrêta; l'autre conception tomba dans l'oubli le plus complet et cessa même d'être discutée. La *grande énigme de la demande effective* à laquelle Malthus s'était attaqué, disparut de la littérature économique. On ne la trouve même pas mentionnée une seule fois dans toute l'oeuvre de Marshall, d'Edgeworth et du professeur Pigou, qui ont donné à la théorie classique sa forme la plus accomplie. *Elle n'a pu survivre qu'à la dérobée, sous le manteau et dans la pénombre de Karl Marx, de Silvyo Gasell et du major Douglas". (2).*

Le major Douglas fut en effet l'un des premiers économistes à signaler l'importance primordiale de la demande pour l'équilibre économique. Pour Douglas, aussi bien que pour Keynes, c'est la déficience de la demande qui doit être considérée comme cause principale du chômage. Si Keynes a cependant éclairé la déficience de la demande sous le rapport de la dépense ou l'emploi, sans pour autant ignorer le rôle actif de la monnaie, Douglas a insisté plutôt sur l'écart constant entre la production et le revenu, et au départ tient compte du rôle actif de la monnaie. Ainsi s'oppose-t-il radicalement aux

conclusions classiques de l'équilibre automatique axé sur la conception d'une monnaie neutre. Affirmer que la monnaie est passive revenait selon lui à supposer que la masse monétaire indéfiniment élastique s'adapte toujours aux variations de la quantité des marchandises ; c'est aussi admettre que la consommation s'adapte instantanément à la production. A cette théorie de simultanéités, Douglas oppose désormais une théorie des successivités qui tient compte de la progression constante de la production. Et à partir de ce moment, les recherches s'orientent vers une voie nouvelle, de sorte que toutes les théories modernes se réclament aujourd'hui de la dynamique, dont les facteurs fondamentaux sont le temps et la monnaie.

En analysant la dépense, Douglas arrive pour son compte à la même constatation que Marx, à savoir qu'elle est composée des sommes destinées à la consommation et des sommes destinées à l'investissement. Cette dernière dépense est destinée généralement soit à la formation des moyens de production, soit à l'amélioration ou à la reconstitution du capital fixe existant. Les coûts donc, auxquels doit faire face le producteur sont variables ou fixes, selon qu'ils sont destinés à la consommation ou à l'investissement — d'où la distinction que fait Douglas entre ces deux catégories de dépenses dans son fameux théorème A et B. Tombent sous la rubrique A une partie seulement des sommes que les entreprises versent aux consommateurs comme rémunération de leurs services. Le reste est versé à d'autres entreprises en paiements de matières premières et d'outillage. Il en résulte que le pouvoir d'achat reçu par les particuliers ne leur permet pas de racheter la totalité de la production.

"Cette théorie, remarque l'économiste français Jean-Claude Antoine, a été critiquée non sans injustice. Les sommes payées à d'autres entreprises, a-t-on remarqué, finissent par donner lieu à la distribution de revenus, puisque ces autres entreprises doivent elles-mêmes rémunérer les services des facteurs de production qu'elles emploient. Ceci est sans doute vrai, mais la totalité des paiements n'est réalisée qu'au coût d'un délai infiniment long. Il en résulte que le pouvoir d'achat distribué aux consommateurs ne suffit jamais à racheter la totalité d'une production dont la valeur serait croissante. La thèse de Douglas est donc valable sur le plan de la dynamique. Le tort de l'auteur fut de ne pas comprendre son caractère essentiellement non statique, à une époque où les habitudes de pensée étaient telles que personne n'était capable de le comprendre à sa place." (3)

Le conflit donc entre les classiques et les modernes est engagé sur le facteur temps. "La loi des débouchés, comme l'avait remarqué Raymond Barré, considérée comme un dogme par les classiques, fournit un remarquable exemple de cet 'escamotage' du facteur temps, qui conduit même à éliminer le rôle de la monnaie, véritable pont jeté entre le passé, le présent et l'avenir. La pensée classique, engagée dans cette voie, ne pouvait aboutir qu'à une conception d'équilibre général, à une vision statique du monde économique". Non pas parce que l'école classique ignore complètement le facteur temps ; on suppose tout simplement que la période, où l'équilibre est atteint, peut être infinie. Partant de la méthode dont la prémisse est qu'il n'y a de science que du général, cette opinion se référait, comme l'avait souligné Magaud, à une position philosophique du temps, selon laquelle le temps est réductible à l'espace.

L'introduction par Douglas de la monnaie dans l'analyse économique, conduit l'école anti-classique pour la première fois vers la recherche d'un équilibre dans le temps, c'est-à-dire à l'intérieur de la période.

Charles Magaud, qui a étudié spécialement le problème de l'équilibre économique à travers la pensée moderne, donne entièrement raison à Douglas sur ce point : "L'investissement ne se résout pas dans l'instantané, il est un phénomène en devenir qui ne saurait s'assimiler à une consommation immédiate. De là, des décalages dans le temps et des *perturbations possibles qui ne tiennent pas à un quelconque régime social, mais résultent de l'évolution d'un système en mouvement*". Il ne faut pas chercher, en conséquence, selon Douglas la cause de déséquilibre économique dans l'accumulation privée du capital mais dans tout régime d'accumulation, axé sur la conception d'une monnaie neutre, ce qui équivaut, selon lui, à supposer que la masse monétaire indéfiniment élastique s'adapte toujours aux variations de la quantité des marchandises. L'accumulation est une tendance naturelle dans tout régime social existant, surtout dans une époque où le progrès de la science donne lieu à une application technologique de plus en plus poussée dans la production. Et les régimes socialistes ne font pas exception. D'autre part, il est matériellement impossible de réaliser une production élargie et en même temps de distribuer la totalité du revenu aux consommateurs sans reconsidérer, au préalable, le rôle du facteur temps et par voie de conséquence, le rôle de la monnaie dans un régime financier, entaché d'une foule de préjugés classiques. La proposition marxiste dans l'explication des crises économiques au sein

du capitalisme, est donc valable, mais en autant qu'elle tient compte du système financier qui est à la base de la production capitaliste. Nous avons vu que pour Marx la déficience de la demande s'explique par la retransformation de la plus grande partie du profit ou de la plus-value en capital fixe, qui ne donne pas précisément lieu à un pouvoir d'achat égal au travailleur, et, il en résulte que l'accroissement de la production ne peut se réaliser que par une diminution du pouvoir d'achat des travailleurs. Et comme l'accroissement de la production n'est pas doublé d'un accroissement équivalent de la consommation, nous avons vu que cette diminution du pouvoir d'achat des travailleurs, à cause de la demande payante restreinte, n'est pas en mesure de réaliser l'écoulement total des marchandises. Mais il faut chercher, toujours selon Douglas, la cause de ce déséquilibre non pas dans le régime privé de l'accumulation mais dans le régime monétaire du capitalisme qui ne tient pas compte du facteur temps et le rôle actif de la monnaie. Comment autrement expliquer le phénomène déjà observé par Marx, que dans la reproduction simple la plus-value utilisée par les capitalistes pour leurs besoins personnels ne donne pas lieu à un déséquilibre économique et que la reproduction élargie, au contraire, fait ressortir la contradiction entre l'offre et la demande et accuse un retard fatal dans la réalisation. Les deux reproductions toutefois : la reproduction simple et la reproduction élargie sont pourtant basées sur la même plus-value, tirée de l'exploitation et le régime privé de la production. Pourquoi l'une accuse le retard dans la réalisation et provoque la surproduction et l'autre, non ? On peut blamer autant qu'on veut l'inégalité dans les fortunes et l'usage abusif que fait le capitaliste de la plus-value qu'il utilise pour ses besoins personnels, mais une chose est certaine c'est que la plus-value ainsi utilisée n'engendre et ne peut pas engendrer le déséquiilibre économique. Dans sa théorie, Keynes insiste longuement sur ce point. Ainsi arrive-t-il à la conclusion bien connue que l'accroissement de la richesse, dépend beaucoup moins de l'abstinence des riches que de l'épargne. Ainsi, conclut-il "disparaît une des principales justifications sociales d'une grande inégalité des fortunes". Mais d'un autre côté, le rythme d'investissement est déterminé par les profits en perspective et le taux d'intérêt. Pour garantir donc le plein emploi, pense Keynes, il faudrait que le taux d'intérêt baisse constamment. *Le taux d'intérêt, d'autre part, est déterminé par la quantité de monnaie existante.* Si les autorités monétaires veulent, par conséquent, maintenir constant le taux de l'intérêt à

un niveau bas, elles doivent compenser les variations de la demande de monnaie *en modifiant la quantité de monnaie*. Ici Keynes rejoint Douglas. Maintenir cependant le taux d'intérêt à un niveau constamment bas n'est aucunement un problème simple surtout lorsque l'étalon-or est encore à la base du système monétaire. "Mais si pendant une longue période de temps, la quantité de monnaie demeure très insuffisante, conseille Keynes, on recourra en principe à un changement de l'étalon-or ou du système monétaire qui augmentera la quantité de monnaie, plutôt qu'à une compression de l'unité de salaire qui alourdirait le fardeau des dettes"... Autrement, ceci revient à dire que le chômage se développe parce qu'on demande la lune. Les hommes ne peuvent être employés lorsque l'objet de leur désir (i.e. la monnaie) est une chose qu'il n'est pas possible de produire et dont la demande ne peut être facilement endiguée. Le seul remède consiste à persuader le public que lune et fromage sont pratiquement la même chose et à faire fonctionner une fabrique de fromage (i.e. une Banque centrale) sous le contrôle de l'autorité.

Introduisant ainsi la monnaie comme un élément actif de l'économie, Keynes conteste en même temps la loi des débouchés, défendue par l'école classique, et toutes les conséquences théoriques qui en découlent. C'est le point qui le rapproche le plus de Douglas et qui l'éloigne en un certain sens de Marx, non pas parce que le marxisme est étranger à la réforme monétaire préconisée par Douglas et Keynes, mais en tant que pour Marx, il faut chercher la déficience de l'économie libérale dans le régime de la propriété privée de la production. Pour Keynes et Douglas, elle est d'ordre monétaire.

Toutefois, l'inélasticité de l'offre monétaire n'est pas, selon Douglas, le seul vice du système. Pour établir l'équilibre entre l'offre et la demande, il insiste également sur la distribution de la masse monétaire. Il est vrai que la Banque centrale exerce aujourd'hui un contrôle sur le volume de la masse monétaire par l'intermédiaire de sa politique d'"*open market*", mais c'est un contrôle à sens unique. La Banque centrale peut augmenter ou restreindre les investissements mais elle n'est pas en mesure de diriger le crédit vers la consommation, sans provoquer ultérieurement un gonflement des réserves bancaires en vertu du système qui permet aux banques privées de s'approprier le droit régalien qui originellement appartenait à l'Etat et appartient encore dans les pays socialistes à l'Etat. Ainsi quelque huit banques à charte au Cana-

da possèdent encore le pouvoir, que leur confère l'article 71 et 18 de la Loi sur les banques, de créer dix fois et plus le montant d'argent qu'il est requis d'avoir en dépôt avec la Banque du Canada et de charger même de l'intérêt sur lui. L'ensemble de cette monnaie, dite scripturale, est généralement créé par voie de prêts à l'usage des chèques, donc dirigé vers l'investissement, qui non seulement ne remplit pas l'écart entre la production et la consommation, mais au contraire élargit davantage le fossé entre l'investissement et la consommation.

Le moyen le plus efficace, selon Douglas, d'arriver à une juste redistribution du revenu national est donc le changement du système monétaire. D'où est sortie, en effet, la réforme créditiste. Elle consisterait notamment à revenir à une méthode de couverture à 100 p.c., en liquidité de tous les dépôts à vue.

Il convient de signaler que selon l'économiste américain Samuelson, un "groupe substantiel d'économistes américains" préconise, de nos jours, une réforme radicale du système bancaire des Etats-Unis, consistant à en revenir à une méthode de couverture à 100 p.c., en liquidité de tous les dépôts à vue. Ce système, selon ces économistes, serait le seul garantissant aux déposants la certitude de pouvoir effectivement retirer tous leurs fonds des banques à tout instant où ils désireraient tous procéder ainsi simultanément. Ce serait là le seul système honnête, dans lequel les banques ne "créeraient" pas de la monnaie nouvelle, pour leurs fins lucratives, en usurpant du même coup les prérogatives régaliennes réservées à l'Etat par la Constitution.

Enfin, ce serait le seul système "neutre", en ce sens que les banques ne créeraient pas de la monnaie en période de "boom" jetant ainsi de l'huile sur le brasier de l'inflation, et ne contracteraient pas l'offre de monnaie en période de panique et de dépression, en aggravant ainsi la déflation, les faillites et le chômage... (Economique, tome I).

La deuxième réforme que préconise Douglas est le corollaire de celle que nous venons d'indiquer : pour favoriser le progrès de l'économie et éviter le chômage, pour trouver le moyen de monétiser et distribuer la valeur de la production additionnelle de la période, stimulant ainsi la dépense pour la consommation, Douglas envisagé dans sa réforme monétaire la création d'un dividende national.

A la lumière de l'analyse qui précède, nous pouvons examiner la proposition qui a été faite d'instituer un dividende national ou social, financé par la création de la monnaie. Ecou-

tons avant de terminer avec le dividende national ce que pense un des disciples les plus connus de Keynes, Mme Joan Robinson :

"Suivant ce projet, chaque citoyen recevrait un billet, disons d'une livre par le premier courrier tous les samedis, de nouveaux billets étant imprimés selon les besoins. Ce projet ne semble aux esprits conventionnels qu'une pure fantaisie indigne d'être prise au sérieux, et ses avocats lui ont nui en le défendant avec des arguments extrêmement compliqués et manquant de persuasion. Mais il se recommande aussi bien du bon sens. S'il y a chômage d'un côté et besoin insatisfait de l'autre, pourquoi ne pas les accoupler tout simplement en fournissant à ceux qui ont des besoins le pouvoir d'achat qui leur permette de consommer la production de ceux qui n'ont pas d'emploi ? Quels seraient les résultats de la mise en oeuvre de ce projet ? Dans la pratique, (comme des tentatives d'expérience dans ce sens l'ont déjà montré) l'on a des chances d'être arrêté par un mur dressé par de puissants intérêts financiers ; mais, à supposer qu'il soit facilement réalisable, ce système produirait l'effet désiré sur l'accroissement de la consommation, et par conséquent de l'emploi, exactement de la même manière qu'un déficit budgétaire ordinaire." (4)

---

1) Nous nous excusons que dans cette partie de notre article nous serons obligés de renvoyer, à cause d'un manque de temps, le plus souvent possible, nos lecteurs, à nos deux écrits déjà publiés sur le Crédit social, afin de pouvoir donner un aperçu le plus complet possible pour un article, sur la doctrine créditiste. Voir : Qu'est-ce que le Crédit social ?, Les Editions du Jour, Montréal, 1962 ; Mythe créditiste, ou la fin d'une ère ? Ed. Librairie de la Paix, Montréal 1963.
2) Keynes, **Théorie générale de l'Emploi, de l'Intérêt et de la Monnaie**, p. 54
3) Jean-Claude Antoine, **Introduction à l'analyse macro-économique**, première partie, page 66, Presses Universitaires de France, Paris 1953
4) Joan Robinson, **Introduction à la théorie de l'emploi**. Institut national de la statistique et des études économiques, Ministère des affaires économiques de France, Paris, 1948.

conclusion

Dans ce qui précède, nous avons vu que le capitalisme, de par sa nature concurrentielle, constitue un type de production qui non seulement n'est jamais stationnaire, mais ne pourrait même jamais le devenir. Donc le besoin qui le pousse à accumuler est inhérent à sa nature propre. Mais les occasions d'investissements nouveaux devraient être accompagnées d'une demande additionnelle correspondante, pour en assurer la réalisation. En d'autres termes, aux possibilités de production de biens doivent répondre aussi celles de leur distribution.

En convertissant au contraire la majeure partie de ses profits en

moyens de production, l'accumulation du capital ne contribue nullement à un accroissement correspondant de la demande, d'où le décalage entre la production et la consommation, qui provoque une compression périodique de la production.

Or la doctrine de Marx et sa contre-partie non-marxiste, celle de Douglas et Keynes, sont toutes deux d'accord pour reconnaître que les causes des crises économiques peuvent être résumées dans ce que Shumpeter appelle la "théorie des occasions d'investissement décroissantes". Et, toujours selon Shumpeter, l'abîme qui sépare à cet égard Marx d'un Keynes, par exemple, "est certainement beaucoup moins large que celui qui sépare Marx de Marshall et de Wicksell", (Shumpeter : Capitalisme, socialisme et démocratie, chap. X).

Or ce que mettent en cause Douglas et Keynes — si on veut classer leurs deux théories économiques en fonction de leurs oppositions au marxisme — ce n'est pas la question de l'accumulation en soi, c'est la question de savoir si les forces et les mécanismes monétaires dont dispose le capitalisme sont suffisants pour hausser la demande au niveau de la production et empêcher ainsi les cycles d'investissements décroissants. Ces mécanismes ont un vice commun: ils ignorent le caractère non-stationnaire de la production capitaliste et les conséquences impliquées par la production élargie sur le pouvoir d'achat des consommateurs. Nous avons vu que pour Keynes et Douglas c'est précisément la propriété de l'or à cause de laquelle la doctrine traditionnelle lui attribue la vocation de servir d'étalon de valeur, c'est-à-dire l'inélasticité de son offre qui se trouve être précisément la source du mal. D'autre part, le problème qui se pose tout particulièrement pour Douglas, ce n'est pas seulement de savoir si la masse monétaire doit augmenter avec l'augmentation de la production, mais également et surtout de tenir compte de qui crée la monnaie, et d'où elle est dirigée. Dans le système monétaire actuel, la plus grande partie de la masse monétaire est créée par les banques à charte, et elle est créée sous forme de crédit, c'est-à-dire dirigée vers l'investissement. Ceci, en vertu bien entendu du "postulat d'Euclide" de la théorie classique, qui veut qu'à la production globale offerte sur le marché corresponde en fin de compte (donc sans tenir compte du facteur temps) une demande globale rigoureusement égale à la production.

Il est vrai que par sa politique d'"open market" la Banque centrale exerce un contrôle sur le volume de la masse monétaire, mais c'est un contrôle en sens unique. Elle peut, par sa politique du taux d'intérêt, augmenter ou restreindre les investissements, mais elle ne peut diriger

la valeur additionnelle, due à l'augmentation de la production, vers la consommation, sans provoquer ultérieurement un gonflement des réserves bancaires et élargir davantage le fossé entre l'investissement et la consommation. D'où la réforme que préconisa Douglas, qui consistait à revenir d'abord à une méthode de couverture à 100 pour 100, en liquidité, de tous les dépôts, en vue de permettre ensuite à la Banque d'Emission de remplir l'écart existant entre la production et la consommation par la distribution d'un pouvoir d'achat additionnel, sous forme de dividende national, et de diriger ce pouvoir d'achat vers la consommation. Ce pouvoir d'achat additionnel ou dividende national est constitué par la création d'une masse monétaire additionnelle, par étapes, et compte tenu 1) de la valeur additionnelle dirigée par les entreprises vers la production élargie, et 2) de la vitesse de circulation de la monnaie.

Il reste à savoir si une réelle réforme, préconisée en vue d'une application en régime de production capitaliste, est étrangère dans ses principes aux réformes des systèmes monétaires socialistes, où la contradiction entre le caractère social de la production et la forme privée d'appropriation est entièrement supprimée. La question est d'autant plus légitime que les choses, en pays socialistes, ne se passent pas aussi simplement que se l'imagine la théorie selon laquelle l'ouvrier reçoit la pleine valeur de son potentiel de travail. Car la répartition de revenu national en régime socialiste, et en l'occurrence en Russie soviétique, ne se fait pas de façon radicalement différente de ce qui se produit en régime de production capitaliste. La répartition se fait en vue d'abord d'assurer la *reproduction élargie* en accord avec les plans d'extension de la production, et une partie seulement revient aux consommateurs sous forme de pouvoir d'achat.

Ainsi, présentement, le revenu national créé en Russie soviétique comprend deux fractions qu'il faut bien distinguer : une fraction qui représente le *produit nécessaire* ou le *produit pour soi* : c'est le produit réparti entre les travailleurs sous la forme de salaire que touchent les ouvriers et les employés des entreprises d'Etat. Il correspond à la catégorie capital variable de la production capitaliste. L'autre fraction du revenu national est appelée le surproduit (la plus-value dans le capitalisme) ou le *produit pour la société*, qui correspond, selon la terminologie soviétique, au capital fixe de la production capitaliste. Il est destiné principalement à l'augmentation de la production. Le fonds d'accumulation est formé par prélèvement sur le surproduit. Près d'un tiers du revenu national est affecté ainsi au fonds d'accumula-

tion, sans compter les besoins sociaux et culturels: recherche scientifique, instruction, santé, etc., et les fonds alloués à la défense.

Le programme d'industrialisation de l'URSS a fait que, dès les deux premiers quinquennats (1929-1937), l'URSS était devenue une grande puissance industrielle. Par rapport à l'ensemble de la production industrielle, celle des moyens de production est passée de 33.3% en 1913 à 57.8% en 1937. A la fin du deuxième quinquennat (1937), l'URSS occupait, pour le volume de la production industrielle, la première place en Europe et la deuxième place dans le monde.

"L'industrialisation de l'URSS, est-il dit dans le programme du P.C.U.S., a été un magnifique exploit de la classe ouvrière, de tout le peuple qui n'a épargné ni ses forces ni ses moyens, qui a *accepté consciemment des privations pour tirer le pays de son état arriéré.*"

Or la question reste à savoir comment de telles performances dans l'accumulation ont été rendues possibles, sans que le consommateur obtienne la pleine valeur de sa production.

Il faut reconnaître que l'industrialisation de l'URSS n'a pu se faire sans que le système monétaire soit profondément changé avec la nationalisation des banques.

Sur quel principe repose-t-il en effet ?

Comme dans les pays occidentaux, le revenu national, outre sa forme naturelle, a encore une forme valeur, une forme monétaire; il est donc exprimé et mesuré par la monnaie.

Le système bancaire est constitué par : 1) la Banque d'Etat, 2) la banque de financement des grands travaux de l'URSS et 3) les caisses d'épargne. La Banque d'Etat intervient dans le système monétaire soviétique comme le centre unique d'émission; c'est qu'elle seule est chargée de l'émission, de la planification et du règlement de la circulation monétaire. D'autre part, la masse monétaire est basée sur la production.

"Le besoin d'argent en régime socialiste est déterminé par l'existence de la production et de la circulation marchandes. La valeur de la marchandise créée par le travail social dans le processus de production s'exprime sous forme monétaire. Par conséquent, l'argent en régime socialiste constitue un *équivalent général,* c'est-à-dire l'expression de la valeur de toutes les autres marchandises... La quantité de monnaie nécessaire à la circulation est déterminée par le total des prix des marchandises en circulation, divisé par la vitesse de la rotation de la monnaie. Le maintien d'une juste proportion entre la somme des prix des marchandises et la quantité de monnaie en circula-

tion constitue une des conditions les plus importantes qui garantissent le cours normal de la vie économique du pays. Partant de la loi de la circulation monétaire, l'Etat règle cette dernière et l'utilise méthodiquement en vue de développer l'économie nationale . . . Le rapport entre les recettes et les dépenses, d'après le plan des opérations de caisse, permet à la Banque d'Etat de régler la masse monétaire en circulation . . . La stabilité de la monnaie en régime socialiste est assurée par les réserves d'or, mais aussi, avant tout, par les immenses stocks de marchandises se trouvant aux mains de l'Etat, que l'on met en circulation à des prix fermes . . ." (Wikitine : Principes d'économie politique).

Nous dispensons le lecteur de nos commentaires.

yordan kostakeff

---

demain il sera trop tard

Aux fins d'étude par les Grands Commis à Québecottawa.

Parlant d'un voyage de P. Maucorps, A. Memmi, J. F. Held et leurs collaborateurs du C.N.R.S. "Les Français et le racisme", Jean Duvignaud les cite : "Le racisme", disent-ils, "est la valorisation, généralisée et définitive, de différences réelles ou imaginaires, au profit de l'accusateur et au détriment de sa victime, afin de justifier ses privilèges ou son agression." ("Le nouvel observateur" 63). Duvignaud ajoute : "Tout est dans cette *différence* que le racisme invente — et qui ne correspond ni aux différences "naturelles" ni aux différenciations sociales."

Se souvient-on du tract sur les murs de Montréal : "Germany had the Jewish problem. States has the Negro problem. We have The French-canadian problem!"?

Dans un très remarquable article pour "Socialisme 66", janvier, Alfred Dubuc analyse le Manifeste pour une politique fonctionnelle, de A. Breton, R. Breton, C. Bruneau, Y. Gauthier, M. Lalonde, M. Pinard et PET, paru dans "Cité libre", vol. XV, no 64, mai 64, et souligne précisément : "Au fait, c'est à l'homme québécois qu'ils en veulent; il est "*un accident*" qu'il faut désincarner au nom de la personne humaine, de l'homme universel. Quant à l'homme canadien, il est tout autre chose : il est "*une donnée de l'histoire . . . un fait juridique et géographique*" dont il faut tenir compte dans "*des politiques mieux adaptées à notre espace et à notre temps*".

Cette *différence* que quoi invente?

p. s.

méthodes et structures des bérets blancs

gérald godin

L'Union des Electeurs, aussi appelés "Bérets Blancs" existe depuis 26 ans. Dirigée par Mme Gilbert Côté-Mercier et M. Louis Even, l'Union tire la principale partie de ses revenus de la vente d'abonnements au bi-mensuel "Vers Demain".

L'Union se prête des effectifs d'environ 4,000 personnes. En 1965, deux cent trente-trois personnes ont vendu plus de 50 abonnements au journal. Celui-ci compte vraisemblablement 5,000 abonnés. En tout cas, l'objectif-budget que s'est fixé l'Union en 1965 était de $200,000. On peut imaginer que son budget fut en réalité d'environ $160,000.

Cette somme sert à l'administration du journal, à l'impression de tracts, pamphlets et circulaires pour la distribution desquels le mouvement dit disposer de 4,000 personnes.

De plus, le mouvement possède à Rougemont la Maison St-Michel, vaste édifice de quatre étages du type "maison de retraites fermées". La Maison St-Michel abrite les bureaux de l'Union et outre les directeurs permanents du mouvement, cités plus haut, ure trentaine de ce que les Bérets blancs nomment les "Plein-Temps", aussi dits "missionnaires".

Structurellement, l'Union des Electeurs est probablement l'organisation la moins démocratique qui soit. La tête du parti est la même depuis toujours et les membres sont tenus de diffuser une pensée immuable.

Les Bérets blancs se consacrent non seulement à diffuser leurs théories économiques analysées ailleurs, mais aussi à s'opposer à diverses décisions gouvernementales telles les hausses de taxes, la régionalisation scolaire, la fluoration de l'eau, le regroupement municipal et autres mesures de planification toutes assimilées au socialisme, à Moscou, à Khrouchtchev, Kossyguine et au communisme international télécommandé par la haute finance américaine depuis Trotsky, le représentant des banquiers Kuhn Loeb, Warburg, Guggenheim et Otto Kahn.

Mon propos est de décrire leurs techniques dans sa quotidienneté la plus concrète et les moyens qu'ils emploient pour augmenter leurs effectifs et vendre des abonnements et leur matériel créditiste.

1) Les fondateurs de l'Union des Electeurs ont eu la riche idée d'assimiler assez tôt leur organisation à la religion. Leur objectif, par exemple,

est de faire des Bérets blancs des "Christ de la politique". Dans l'humus québécois, la recette devait être d'un bon rapport.

Leurs manifestations estivales (l'an dernier à Sherbrooke, Québec et Montréal) sont dites "marches des chapelets", mais les slogans brandis pour la circonstance sont pour la plupart carrément politiques. Exemples: "Le Ministère de l'Education est la victoire des francs-maçons"; "La télévision actuelle est corrompue"; "Arrière la centralisation des municipalités"; "Les taxes sont le chemin du communisme"; "Le plan d'urbanisme vient du communisme", etc . . . On y voit aussi des slogans plus ambigus, tels "Les femmes du Brésil ont sauvé leur pays du communisme par le chapelet"; "Faites pénitence dit la Vierge de Fatima" et aussi les deux pôles de la religiosité combattive des Bérets blancs: St-Michel terrassant le dragon du mal et Marie Reine du monde, chacun représenté par un tableau vivant constitutant un char allégorique. Fait à noter, dans chaque cas, ces manifestations se font avec la bénédiction de la force policière.

Résultat de cette mixture? Voici le témoignage d'un des Plein-Temps (sic) du mouvement, Elie-Ange Fortin: "Au premier appel de madame Côté-Mercier, ce à quoi je ne m'attendais pas, j'avais 20 ans. Quand j'ai lu la lettre, j'en suis devenu malade. (. . .) J'étais entraîné et poussé à faire de l'action, et je voyais ça comme l'un de mes devoirs de conscience, et je n'étais pas tranquille quand je ne faisais pas d'action dans mes fins de semaine. Cependant, je n'aurais jamais pensé que j'aurais pu être missionnaire plein-temps (. . .) J'ai dû suspendre par la suite pour régler des problèmes de famille. Mais mes pensées restaient sur la route et il n'y avait plus rien pour me faire changer d'idée. Premièrement, parce que je comprenais que c'était un appel de Dieu et que je n'avais pas le droit de refuser de répondre et que même mon salut en dépendait. J'ai compris que pour moi, c'était le chemin le plus assuré du ciel, et je pouvais en même temps coopérer au salut de mes frères. Rien d'autre ne vaut sur la terre. Toutes mes actions doivent tendre à ce but-là. Cherchez Dieu et vous le trouverez".

Les trente Plein-Temps du mouvement sont l'objet d'une sollicitude toute particulière. Leur photo paraît régulièrement dans le journal et au congrès annuel, les Plein-Temps reçoivent des mains de Louis Even des médailles d'or, d'argent ou de bronze suivant qu'ils sont "donnés", "moyens donnés" ou "grands donnés" au mouvement. Un donné compte une année de service, les autres cinq et les meilleurs dix.

2) Le porte à porte est revêtu d'une valeur sacrificielle extraordi-

naire. Le porte à porte est le plus sûr chemin du ciel, en même temps que le meilleur moyen de vendre de l'abonnement d'une part et d'acquérir de nouveaux membres d'autre part.

Un article consacré à un des plus anciens pèlerins du mouvement s'intitule: "Qu'ils sont beaux les pieds du Missionnaire". Sur l'air de "Dieu de paix et d'amour", Louis Even, chef spirituel du mouvement, a composé en hommage à ce pèlerin qui compte 23 ans de service un hymne dont j'extrais les passages les plus significatifs :

"Oh! qu'ils sont beaux les pieds, les
[pieds du missionnaire
S'en allant sur la route et semant du
[bonheur
. . . . .
Sans jamais se lasser, il porte son
[message
De maison en maison, son chapelet en
[main.
. . . . .
Signalons aujourd'hui un de ces
[grands apôtres
Du journal Vers Demain : Louis-
[Philippe Bouchard.

En 1962, les pèlerins disaient avoir frappé à 541,500 portes dans trois provinces du Canada. Ils avaient recueilli cette année-là 78,000 abonnements.

3) Mais outre la motivation religieuse et la plus-value attachées au porte à porte et à la vente de journaux, l'Union des Electeurs a mis au point un système d'émulation que l'on retrouve aussi bien dans nos écoles primaires que dans l'agriculture soviétique et toutes les armées du monde: la distribution de médailles. Une médaille d'or est remise à ceux qui vendent plus de 1,500 abonnements. Certains Bérets blancs ont plusieurs médailles d'or puisque l'un d'eux a vendu depuis le début de sa carrière plus de 9,000 abonnements. 750 abonnements vaut une médaille d'argent, et 150 une médaille de bronze.

Chaque année, au congrès annuel, un grand tableau d'honneur est dressé qui énumère tous les créditistes qui ont vendu plus de 50 abonnements. Plus le nombre d'abonnements vendus est grand, plus le caractère au tableau est gros.

4) Mais comment voyagent-ils? Comment font-ils des contacts? Comment se sont-ils multipliés? Si, au cours du porte à porte dans un village encore intouché, une sympathie quelconque se manifeste quelque part, ce sympathisant devient un **"représentant autorisé"**. Son nom et sa maison deviennent connus de tout le mouvement. Mme Gilberte Côté-Mercier nous en apprend long dans Vers Demain au sujet d'une des plus célèbres maisons créditistes, celle de Gédéon Therrien de St-Félicien: "C'est Gédéon Therrien, le fidèle des fidèles. Les créditistes le connaissent. Tous

les Plein-Temps, depuis le commencement, ont couché chez lui maintes et maintes fois. Depuis 1938, sa maison est toujours grande ouverte pour le Crédit Social. Même quand sa famille groupait 15 personnes, trois fois par jour, autour de sa table, Mme Therrien dressait trois tablées quand il le fallait, pour nourrir les apôtres de Vers Demain. Et ensuite, elle trouvait un petit coin pour les coucher tous dans sa maison de charité".

Et le Béret blanc Emile Bolduc de Québec raconte ainsi par lettre une de ses fins de semaine: "Je suis parti par autobus vendredi soir, pour aller faire la fin de semaine à St-Urbain, Charlevoix. Le samedi, j'ai pris 7 abonnements. J'étais seul et j'ai trouvé au moins six places pour coucher dans le même rang. Les gens sont très généreux".

Et la plupart des numéros de Vers Demain sont farcis de remerciements à l'endroit des familles qui accueillent, nourrissent et logent des créditistes en tournée.

5) Les difficultés; le Crédit Social a toutefois certaines difficultés. Il arrive que certains de ses membres se fassent expulser de certaines municipalités sous l'empire de règlements municipaux, pour la plupart "ultra vires" d'ailleurs, concernant la vente d'abonnements et la distribution de littérature. Dans chaque cas, le mouvement porte plainte et réussit souvent à faire révoquer ces règlements. Ils auront donc joué un rôle important de pionnier et de cobaye dans ce domaine et la gauche peut en tirer profit éventuellement.

Il y a évidemment des Bérets blancs qui sont transfuges. Réal Caouette est de ceux-là et il est moqué copieusement dans Vers Demain, chaque fois que l'occasion se présente. De plus, certains Bérets blancs ne quittent le mouvement que pour entrer dans un autre de même nature. Dans une telle instance, le journal publie une mise au point recommandant aux lecteurs de décompter comme créditiste, X, Y ou Z, mais non sans le traiter de saboteur ou traître, car il semble que certains d'entre eux continuent à vendre des abonnements, ou se présentent chez des créditistes comme les loups déguisés en moutons pour mieux les convertir au Ralliement des créditistes ou au mouvement dit des "Disciples de l'amour infini" fondé et dirigé par le Pape Clément XV.

Outre ces difficultés externes, les membres du Crédit social ont des difficultés internes. Voici un témoignage significatif à cet égard, celui de Bertrand Caouette s'adressant à ses coreligionnaires moins dévots que lui: "Je vous entends me dire "J'ai une grosse famille, des dettes, du trouble plein la tête". Je vous réponds: les autres qui font du travail sans fléchir

ont les mêmes charges que vous et souvent leur femme est une tigresse contre le Crédit social. Elles sont assez rares les saintes femmes, aujourd'hui, qui sont prêtes à endurer des créditistes dans leur foyer, à l'année longue, comme madame Dostie de Sherbrooke a fait et continue de faire". (Madame Dostie était l'épouse de Philippe Dostie assassiné d'une décharge de carabine six mois plus tôt en faisant du porte à porte à East Angus et dont Mme Gilberte Côté-Mercier a dit dans Vers Demain qu'il était "tombé au champ d'honneur").

Voilà donc le tableau. J'y ajouterai ces quelques réflexions:

a) le mouvement de Mme Côté-Mercier est indépendantiste à sa manière puisqu'il ne s'attaque qu'au gouvernement provincial. b) Les Bérets blancs mènent actuellement une bataille juridique pour bénéficier des mêmes exemptions de taxes que les mouvements éducatifs. S'ils la gagnaient, il y aurait peut-être là un précédent à invoquer pour tout organisme de formation politique. c) L'hospitalité publique est sans bornes. d) Le mouvement s'annexe le vocabulaire nationaliste: dans son exposé annuel, Mme Gilberte Côté-Mercier qualifie de "patriote" celui qui se dévoue au Crédit social et dans son éloge funèbre de Philippe Dostie, elle parle de lui comme d'un "grand patriote".

Le mouvement est-il un succès? Tout à fait et pas du tout. Pas du tout parce qu'il est marginal au sens strict du terme. Le Crédit social n'a gagné aucune des batailles idéologiques qu'il a menées, sauf une, contre les annexions sur l'Ile Jésus. De plus, le mouvement ne constitue même pas un groupe de pression. Le ridicule qui s'attache au chaos de sa pensée l'a littéralement tué et on n'en parle, dans les journaux, les revues et à la télévision que dans une perspective humoristique ou pittoresque. D'autre part, à l'intérieur de sa marginalité, le mouvement est un succès: son budget augmente d'année en année, ainsi que le nombre de ses abonnés. Mais là où la vraie faiblesse du mouvement apparaît, c'est dans son caractère antidémocratique. Louis Even et Gilberte Côté-Mercier sont des noms passablement connus, Mais, dictatorialement et égoïstement, ils contrôlent tout et aucun autre qu'eux n'est connu en dehors du mouvement. On peut donc présumer que le mouvement disparaîtra avec eux et qu'une page sera alors tournée de l'histoire de la schizophrénie galopante au Québec.

gérald godin

chroniques

chronique d'une langue

à joual sur... une ou deux langues

jan depocas

a mari usque ad... **marde**

Ottawa, "en Chambre" (PCf) :

"Ne videz pas le lac Ontario afin de faire écouler les eaux-vannes de Montréal vers la mer",

vient-on de lancer.

Et "notre" hélas **canayen,** trop **canayen** député en colère (colère **bleue,** oui, mais drôle de **bleu**... tirant sur le **vieux rose** — disons : néo-bleu

vieux rose à crédit, le député en colère) de rétorquer **joualeresquement :**

"Je n'ai jamais relié la civilisation d'un peuple à ses systèmes d'égout (**sic** — **sic** y compris **égout** sans **s**)". Et l'orateur à l'éloquence **sentie** d'y aller d'un retour aux sources :

"Il n'y avait pas de système d'égout (**égout** sans **s**) en Grèce à l'époque de Périclès."

Et de s'emballer :

"Il n'y avait pas de système d'égout (**égout** sans **s**) au temps de Louis XIV."

Et enfin, s'envolant au galop :

"Racine, Corneille, Molière, Lafontaine, Boileau, Bossuet",

loin, loin, loin, du... **bi-melting-pot** aux roses ! (1)

"Le parleur est en situation dans le langage, investi par les mots; ce sont les prolongements de ses sens, ses pinces, ses antennes, ses lunettes; il les manoeuvre du dedans, il les sent comme son corps, il est entouré d'un corps verbal dont il prend à peine conscience et qui étend son action sur le monde".

Jean-Paul Sartre, Qu'est-ce que la littérature?

Ça ? sublime **joual** sublimé s'il en fut jamais — joual ailé digne de la tout ce qu'il y a de plus classique weltanschauung gréco-...canayenne : comme quoi le joual, c'est plus que le joual.

Trois ou quatre **s** du plurier au tout-à-l'égout, ça n'est pas non plus le joual. S'amuser à les repêcher (oh ! du point de vue de Sirius, bien sûr, ou même, à la rigueur, du point de vue de... la **Stella Maris** acadienne) pour les monter en épingle ? Ça ne serait que tirer mon épingle du jeu, jouer les chroniqueurs mondains des petits caprices (fût-ce des fugues !) de Sa Majesté la Langue française d'**icite.**

Plus qu'une variété particulièrement rétive du "sabir atlantique" d'Etiemble, le joual: oui, mais aussi plus que la "nécessité d'un supplément d'âme" du frère Untel parlant (la nécessité, pas le frère) "comme on peut supposer que parleraient les chevaux s'ils n'avaient pas déjà opté pour le silence et le sourire de Fernandel" **(frater Quidam dixit).** Mais non pas rien que, le joual, "précisément dire joual au lieu de cheval", non, mais plutôt : **imprécisément : joual.**

Le joual, c'est **du** joual — je veux dire : du français archaïque-anglicisant en mal' d'internationalisation, secoué (secous-

se "tranquille" — **escousse** "pas si tranquille que ça. **Escousse ?** instant, moment en québécois, mais : en vieux français, nous dira le pourtant fort peu hégélien de gauche M. Victor Barbeau dans son **Français du Canada,** "désigne le mouvement par lequel on prend son élan" pour sauter) secoué qu'il est, le joual, par une révolution démocratique qui n'en est pas moins nationale pour être bourgeoise à retardement.

"face of Montreal"

Alors que Montréal à peine **déneigée** ("de bon aloi", ce ... **québécisme,** hein ?), alors que Montréal sortait à peine d'un blizzard — de l'une de ses pires **poudreries** (et un autre de québécisme "de bon aloi" ! mais ça n'est pas que **blizzard** me donne des complexes, non, je l'avoue), voilà que le **Montreal Star** va mettre un tantinet le feu aux poudres en première page :

"Levesque storms in Montreal" !
"c'est-à-dire, disons : "Lévesque fait rage à Montréal").

"A long terme, et peut-être à brève échéance aussi, le Québec a l'intention de reprendre le contrôle de la vie économique à Montréal",
venait de déclarer le ministre — "du Bien-être social et de la Famille" ? "du Bien-être" tout court ? "de la Sécurité sociale" ? enfin : René Lévesque.

"D'ici là", le **big business** qui ne brasse d'affaires qu'en anglais à Montréal va devoir sortir de son
"état d'esprit rhodésien" **(Rhodesian-like frame of mind)** et ça, en sortir,
"tandis qu'il en est encore temps,
d'avertir M. René Lévesque **(while there is still time).**

(De quoi vous faire sortir l'ombre de Cecil Rhodes de son trou !)

C'est que sinon, on pourrait bien voir le Québec
"finir comme Cuba"
(endin-up like Cuba).
Il va s'agir pour la minorité anglo-canadienne de Montréal au moins d'afficher "une marque de respect obligatoire pour la langue de la majorité"
(a compulsory mark of respect).
La façade, la gueule de Montréal, son "visage", avoue M. René Lévesque,
"me fait honte"
(face of Montreal makes me ashamed).
Alors quoi ? unilinguisme ?
"Si cela veut dire d'abolir l'anglais au parlement et dans les tribunaux, contrairement à ce que stipule l'article 133 de l'Acte de l'Amérique du Nord britannique qui prévoit ce genre de bilinguisme pour le Québec, je suis contre"
dit le ministre (2).
(Le joual court, camarade Lévesque, le joual court ! — et se pavane, le **bourjoual** et le **petit-bourjoual** de parade à grand renfort de corps intermédiaires "néo-capitalistes du terroir" ! (3) C'est **ça** aussi, le bilinguisme : le bilinguisme, c'est le joual — je veux dire : "notre" **quotidien** bilinguisme "de province" à **nous,** franglo-frenglish plus qu'anglo-français, d'ailleurs, tu le sais, "notre" bilinguisme.
"Mais",
de conclure M. René Lévesque,
"Mais si l'unilinguisme signifie la priorité du français au Québec, j'en suis."
Le mot est lâché : "unilinguisme" ? "priorité du français" ? non : "article 133".
Que le "révolutionnaire tranquille" le moins ... "trantranquille" ne sache que trop bien jusqu'où il peut aller trop loin en fait d'unilinguisme ... "provincial"-colonisé, c'est **vrai comme la bedaine du curé,** comme on dit en québécois (oh ! c'est bel et bien dans le **Français du Canada** du fort peu **joualiste** M. Victor Barbeau). Qu'il y ait, en vertu de l'article 133 ou non (article 133 qui n'a jamais été édicté qu'en an-

glais !) qu'il y ait au Québec un certain susdit "genre de bilinguisme" officiel à l'usage des **Quebecers**, je le veux bien ; mais que la nation québécoise, article 133 ou pas article 133, soit condamnée à vivre à joual sur deux langues dans son tiers de bi-melting-pot "de province", ça, non.

("Province"-colonie, le Québec ? Que le Québec soit une tout ce qu'il y a de plus drôle de colonie : embourgeoisée — embourgeoisée jusque dans son sous-prolétariat simili-petit-bourgeois à crédit, je le vois bien ; que le Québec, dernière colonie blanche d'Extrême-Occident, que le Québec, "province" de l'Amérique du Nord quasi-ex-britannique qu'est le "Canada" en pleine civilisation de l'abondance — fût-ce le plus souvent l'abondance ... des miettes, que le Québec ne soit pas l'Angola, c'est évident : si le colonialisme est un système, il y a système et système, colonialisme et colonialisme : un système colonial portugais — ou ... "rhodésien" — en Afrique noire, ça n'est pas un système colonial anglais, anglo-canadien en Amérique du Nord. Affaire de "génie de la race" ? Si la colonisation est surexploitation, non : affaire de, disons : taux de surexploitation ?)

reflet français, capital anglais

Mais le conservateur-...progressiste "fédéraliste"-colonialiste qu'est M. Egan Chambers, lui, n'y voit que du bleu :

"Que la métropole du Québec soit le reflet de la population de langue française de la province, **of course. But ...** Mais Montréal est aussi le siège d'un grand nombre d'entreprises anglo-canadiennes et américaines qui rayonnent dans tout le Canada — nation dont les deux tiers parlent anglais",

de nous rappeler obligeamment M. Chambers (4).

"After all",

d'expliquer avec la plus décente mauvaise foi notre tory **bleu** royal,

"Après tout, c'est le capital anglais qui **a établi les entreprises montréalaises dans** le passé, à une époque où les Canadiens français ne s'intéressaient pas au commerce."

(O désintéressement de 1760, 63! de 1837! — 1867!...)

pour une politique de la langue "néo-capitaliste du terroir"

Et M. Johnson, Daniel, d'enchainer bientôt:

"Il n'y a rien de plus sensible et de plus mobile que des capitaux s'ils sentent qu'ils ne sont pas les bienvenus, s'ils sont tenus en suspicion par un ministre qui parle avec mépris de la "sacro-sainte entreprise privée", si on multiplie à leur endroit les injonctions cavalières et les déclarations intempestives ("Levesque storms in Montreal"!**) ils ont tôt fait d'émigrer vers des cieux plus hospitaliers."**

Enfin bref, de cieux plus... **Bleus.**

Le chef de la loyale Opposition de Sa Majesté aura beau ajouter que:

"L'epoque du libéralisme économique, du laisser-faire, du chacun pour soi est définitivement révolue",

et ajouter que l'argent

"n'a pas de nationalité, mais les hommes d'affaires, forcément, en ont une",

et ajouter que

"si donc nos industriels ("nos"?) et nos commerçants ("nos"?) veulent être solidaires de leur milieu (ah! "leur"!...) Ils doivent accepter que, dans le Québec, la langue normale des affaires soit la langue nationale de la majorité des Québécois, le français"

hélas, il aura beau ajouter tout ça, M. Johnson, on ne sait que trop de quoi il retourne, que trop ce qui lui tient le plus à coeur : la sensibilité des capitaux !

Il aura beau, notre "provincialiste" — colonisé, surajouter enfin que :

"Même s'ils ne sont pas eux-mêmes Canadiens français, ceux qui font affaires dans le Québec, qui bénéficient des riches-

ses naturelles du Québec, qui emploient de la main-d'oeuvre québécoise ou qui comptent à bon droit sur (**sic**) l'encouragement (et l'encouragement par-dessus le marché?) de la clientèle québécoise doivent tout de même reconnaître que le français est la langue nationale de l'immense majorité de la population du Québec".

M. Johnson, Daniel, aura beau user jusqu'à la corde... sensible que l'on sait les mots : "Québec", "Québec", "québécoise", "québécoise", "Québec"; n'empêche que ceux qui "font affaires", "bénéficient", "emploient", "comptent à bon droit sur" ça n'est pas l'"immense majorité de la population" !

"Car",

va geindre M. Johnson,

"Car le progrès économique ne peut nous arriver miraculeusement comme une gratuité de l'Etat;"

(à moins que ça ne soit comme une gracieuseté que dis-je ? une grâce mais de l'Etat comme corps intermédiaire des corps intermédiaires ?)

"il ne peut résulter, que d'une mobilisation des forces vives de la nation".

(C'est bien ce que je disais : une grâce, le progrès économique, de la mobilité des hypersensibles capitaux.) (5).

Quant au progrès linguistique de la "langue nationale" (c'est-à-dire hélas "pro—vinciale" - colonisée archaïche - anglicisante !) de "l'immense majorité de la population du Québec", qu'est-ce qui lui arrive de miraculeux dans tout ça ? — la grâce d'état ? "On peut", disait le frère Untel dans ses **Insolences,** "se sauver en joual. Dès lors..."

Et puis, M. Johnson, votre Etat français ?, vous l'avez eu ! — c'était Duplessis.

pour une politique "révolutionnaire pas si tranquille" de la langue

Mais alors enfin, que faire ?

Quant à moi, essayer de faire la théorie (dans les limites de la simple raison — dialectique) du coup du cheval de Troie erigé au Québec en système colonial dans le cadre de l'Amérique du Nord quasi-ex-britannique qu'est d'ores et déjà le "Canada", faire la théorie du **joual de Troie.**

Et d'abord, pour apprendre à le connaître, ce **joual de Troie** où tout se tient : base, superstructure — formation économique-sociale, langue, en analyser l'a b c :

a : les "Anglais"
b : "nos" bourgeois
c : les clercs.

Car : "Il y a un cercle vicieux qui va du joual à la servitude", a écrit le frère Untel (6) : c'est **ça,** mon joual de Troie, ce "cercle vicieux" — oui, mais c'est aussi le cercle infernal bien plus ombrageusement vicieux qui va de la servitude au joual.

Cette théorie du joual de Troie devrait pouvoir déboucher, à travers une linguistique, non seulement descriptive, mais **prospective,** déboucher sur une politique "révolutionnaire pas si tranquille" de la langue québécoise (y compris **notre** français international!).

Et à bas le joual de Troie ! Déjoualisons, déjoualisons, il en restera toujours quelque chose (y compris du joual vert pour les romanciers...).

jan depocas

---

(1) Voir La Presse, 11 février 1966.

(2) Voir The Montreal Star, 24 janv. 1966; La Presse, 25 janv.; Le Devoir, 25 janv.

(3) L'expression est de Lévesque. Voir Le Devoir 3 nov. 1965, où il parle de la mise sur pied d'"une classe de néo-capitalistes du terroin" rappelant une drôle de belle époque".

(4) Voir The Montreal Star, 25 janv. 1966; Le Devoir, 26 janv.

(5) Voir La Presse, 8 février 1966.

(6) Voir Jean-Paul Desbiens, Sous le soleil de la pitié, p.

le rapport bélanger

gérald godin

Le rapport Bélanger a été rendu public il y a quelques semaines. Il porte sur la fiscalité du Québec. Le Québec a besoin de plus en plus de revenus. Où les puise-t-il maintenant ? Où devrait-il les puiser ? Et la justice, dans tout ça ? Les réformes suggérées par les commissaires y sont-elles conformes ? Et le Québec, peut-il continuer à se financer, peut-il continuer à tenter d'assurer son développement planifié et sain dans le cadre constitutionnel actuel ?

Autant de questions auxquelles le rapport répond, dans certains cas à dessein et dans d'autres, malgré lui.

Les réformes attendues par la population du Québec et incluses dans le rapport sont les suivantes : réduction des inégalités de l'équipement scolaire par le moyen d'un régime de subventions qui vient d'en haut, i.e. du provincial, au lieu du financement par la taxe foncière uniquement. Perception d'une taxe foncière sur les exploitations forestières au lieu de l'insuffisant et quasi exclusif droit de coupe. Perception d'un impôt sur les gains de capital. Normalisation de l'impôt foncier grâce à une Régie provinciale de l'évaluation. Maximum d'exemption consentie sur les presbytères : $15,000. Réduction de l'impôt foncier des cultivateurs qui tiennent leur terre depuis longtemps pour un outil de travail et considèrent qu'en tant que tel, elle ne devrait pas être taxée. Etc . . .

On voit qu'il s'agit de réformes littéralement arrachées à coups de mémoires, protestations, revendications, marches sur Québec et quoi encore à un Etat qui a manqué d'imagination, d'invention et de pensée depuis qu'il existe et dont les moindres réformes aujourd'hui réalisées apparaissent aux esprits timorés comme les étapes d'une REVOLUTION.

Monsieur Claude Ryan déplorait d'ailleurs dans *Le Devoir* que la lecture du rapport Bélanger ne lui ait pas appris quelle était la philosophie des commissaires et du gouvernement sur la question fiscale. A notre avis c'est être bien naïf qu'attendre de conservateurs (au sens strict) une philosophie. M. Ryan ne sait pas encore que seuls les révolutionnaires ont une philosophie, de grands projets, une conscience, une grande idée vers lesquels ils tendent, tandis que les autres les élaborateurs d'appoint au service de l'Etat bourgeois, ne peuvent que proposer des réformes à courte haleine, une simple liste de demandes minimums, pris qu'ils sont entre d'une part les frustrations du peuple dont il faut bien tenir compte de temps en temps et d'autre part les détenteurs qui veulent toujours plus d'exclusives, de préférences, de protections et, dans le cas qui nous occupe, d'exemptions. La droite négocie, compose, va à mi-chemin et réforme, tandis que seule la gauche invente et crée.

L'information la plus féconde que livre le rapport Bélanger, c'est la dépendance de la fiscalité québécoise à l'égard de la fiscalité ontarienne. C'est cette découverte qui constitue l'apport le plus précieux du rapport. Il nous apprend que non seulement le Québec ne possède pas les leviers économiques et politiques d'une planification essentielle, mais encore qu'il doit inspirer sa fiscalité, ou plutôt copier sa fiscalité, indépendamment de ses besoins, de la structure de son économie, de ses priorités et de sa pensée fiscale s'il en avait une, sur celle de l'Ontario. En matière fiscale, c'est l'Ontario qui nous fait la loi, en vertu de la libre concurrence entre les provinces. Par exemple, si le Québec taxe l'industrie plus que l'Ontario, les investissements industriels

vont se diriger plus facilement vers l'Ontario que vers le Québec. Pays relativement pauvre, nous devons continuer à l'être, autrement les riches ne viendront plus investir ici.

Le corollaire obligé de cet état de fait, c'est que la population québecoise sera de plus en plus taxée et l'industrie étrangère de moins en moins.

Le rapport Bélanger nous révèle aussi une rétrospective éclairante : l'esprit dans lequel la Confédération a été négociée. Les taxes directes relèvent des deux ordres de gouvernement, mais les taxes indirectes d'un seul : le fédéral. En 1867, c'était évidemment les taxes indirectes qui formaient l'essentiel des revenus publics. D'où l'on peut inférer que la Confédération était centralisatrice par définition. La société se transformant, les provinces se sont rendu compte, l'Ontario d'abord, mais constitutionnellement seulement, le Québec ensuite, mais comme entité nationale distincte, que la Constitution leur avait confié dans son imprévoyance des champs d'activité infiniment plus vastes que leurs champs de taxation. La Confédération porte en elle des contradictions qui seront sa perte et l'occasion pour le Québec d'atteindre la stature d'un Etat indépendant

On peut dire en attendant, que le rapport Bélanger ne montre pas l'économie du Québec comme étant d'abord une économie bourgeoise et capitaliste, mais une économie coloniale. Les principaux champs de taxation appartiennent au gouvernement central et ceux qui restent au Québec sont limités par les limites mêmes que l'Ontario décident de leur fixer.

Tel est l'état de notre Etat. Les réformes proposées par les commissaires ne peuvent donc être que des fac-similés de réformes. Et tel est d'ailleurs le cas, comme on l'a pu voir plus haut.

Disons tout de même que les réformes vont dans le bon sens, mais c'est l'apanage de toutes les réformes survenues au pays depuis 50 ans il n'y a donc aucune originalité là-dedans.

Espérons que la leçon à tirer du rapport Bélanger, i.e. que le Québec ne peut espérer se développer, appliquer un plan, contrôler même sa fiscalité à l'intérieur du cadre constitutionnel actuel, apparaîtra comme une évidence à ceux qui dirigent actuellement l'Etat. Autrement, ils ne feront que retarder une échéance inévitable et dont les éléments iront se compliquant d'année en année. Car s'il est vrai que la pensée qui anime les indépendantistes devien de plus en plus claire, les ententes, accords, interdépendances, chevauchements de législations, d'institutions et de structures vont se multipliant, tendant de plus en plus vers la toile d'araignée et au profit constamment des mieux-nantis: le fédéral et l'Ontario. Le plus tôt la vapeur sera vraiment renversée, le plus tôt le Québec pourra parler de planification sans mentir.

Enfin, autre fait à retenir, le rapport Bélanger jette un jour nouveau sur la fiscalité québécoise. Un pan de plus de la réalité nous apparaît. Or, cette réalité ne fait que confirmer la nécessité pour le Québec de rechercher l'indépendance. La vérité ne demande qu'à paraître et dès qu'elle est connue, elle joue contre l'ordre actuel, qui ne s'est donc maintenu qu'à partir de notre ignorance.

Chaque document scientifique sur le Québec confirme les intuitions nationalistes et socialistes : le rapport Tremblay, l'esquisse du plan du BAEQ, la commission Bi and Bi, le rapport Rowell-Sirois et bientôt, les mémoires sur l'exploitation forestière, sur l'agriculture, etc . . .

Jacques Berque l'avait dit à l'Université de Montréal en 1965 : il n'y a pas de pays colonisés, il n'y a que quelques pays sous-analysés.

gérald godin

pour situer "les choses"

michel euvrard

Dans les années 30, Dos Passos concluait **U.S.A.** sur cette phrase révoltée : "All right, we are two nations". Ecrite par un individu isolé, par un artiste qui n'aurait pas su que des millions de ses concitoyens éprouvaient, qu'ils fussent ou non capables de l'exprimer, le même sentiment, la phrase n'aurait eu aucun sens.

Dans les années 60, le mode de vie des individus de la classe moyenne dans les sociétés occidentales peut se définir par une relative sécurité matérielle et professionnelle et par la possession d'objets toujours plus nombreux et plus variés ; technocrates et réformistes proclament qu'il n'y a plus de "problème social", et qu'il s'agit seulement désormais de permettre à une proportion de plus en plus élevée, et bientôt à la totalité de la population d'accéder au mode de vie des classes moyennes. Et la presse, le cinéma, la télévision s'emploient à convaincre tous les individus dans la société que ce mode de vie est, ou sera demain à la portée de chacun d'eux, et qu'il est désirable et suffisant.

Ce mode de vie, il est la réponse de nos sociétés à la question du bonheur.

Il y a pourtant toujours des pauvres, des exploités, des exclus, comme en témoigne le livre de Michael Harrington : **The Other America, Poverty in the United States** (2), mais il semble qu'ils se prennent pour des riches au moins futurs, des membres à part bientôt entière de la société d'abondance, puisque les syndicats sont intégrés au système, et qu'aucune contestation collective organisée ne nous prouve le contraire.

A partir du moment où une société réussit à convaincre ses membres qu'ils sont des individus, que leurs intérêts sont individuels et qu'ils seront un jour satisfaits individuellement, il n'y a plus, quand bien même il s'élève des protestations individuelles, de contestation véritable. Il serait aujourd'hui simplement faux d'écrire "we are two nations", les Etats-Unis n'en sont qu'une et c'est une nation de moutons. Il en est à peu près de même de l'Angleterre, de l'Allemagne de l'Ouest, de la France.

Devant cette carence, l'honneur de la contestation revient aux artistes et aux intellectuels ; mais on sait bien que les artistes sont des rêveurs, des irresponsables, bref, des bouffons : il en faut ; toute société un peu établie, et les nôtres le sont, a un estomac d'autruche : elle digère et s'incorpore avec une véritable boulimie les individus qui se veulent le plus inassimilables, d'autant plus facilement que l'individualisme est la philosophie officielle: plus on est individualiste et plus, au delà des apparences (et les apparences, le système nous les consent volontiers), on est assimilable. L'artiste, traditionnellement considéré comme archi-individualiste, et se proclamant tel par la tenue vestimentaire ou la barbe, par exemple, par le mépris des conventions, accepte, ce faisant, de jouer le rôle que la société lui assigne: sa personnalité d'artiste passe avant son oeuvre, et l'oeuvre s'en trouve d'avance désamorcée, privée de tout pouvoir de contestation. Tant que la poésie n'est pas "faite par tous, non par un", le poète n'est plus ni celui qui est inspiré, ni celui qui inspire, son action est éteinte. En acceptant de se prendre pour un artiste, un poète, l'artiste, le poète s'ôtent les moyens de protester, de contester efficacement : ils ne le font plus qu'ès qualités, et le nom,

la qualité (d'artiste, de poète) cache l'oeuvre.

Il n'est plus suffisant aujourd'hui que l'artiste proteste, conteste ; on s'y attend, cela ne convainc personne ; directement exprimées, sa protestation, sa contestation n'ont aucune efficacité, car elles restent individuelles, et peuvent même, à la limite, se substituer à celles de ses lecteurs, qui, elles, se seraient peut-être exprimées selon des modes collectifs et organisés : au pire, l'art devient alibi.

Le romancier devra donc trouver le moyen d'empêcher qu'on fasse remonter la contestation de l'oeuvre à l'auteur, à cet individu anarchique que la société a accepté une fois pour toutes que soit l'artiste, et au contraire de la faire naître, ou d'en favoriser la naissance chez le lecteur. Le romancier qui se veut révolutionnaire ou seulement protestataire doit susciter chez son lecteur une prise de conscience qui conduise celui-ci à une contestation à laquelle l'oeuvre qu'il lit ne peut servir d'alibi.

Roger Vailland, peut-être avec Aragon le grand romancier contemporain le plus soucieux d'efficacité, utilise dans ses romans toutes les ressources du roman d'analyse et du roman réaliste traditionnels, analyse et réalisme que viennent éclairer certains thèmes personnels aux vertus révélatrices comme ceux du jeu et du libertinage, pour explorer et dénoncer "la relation quotidienne des hommes avec les biens en général, et par extension, des hommes avec les autres hommes, dans une société productrice pour le marché". (3)

Mais si claire que soit l'analyse, si ouvertement et volontairement didactiques que soient les intentions de Vailland, elles n'ont pas été comprises ; ou l'on n'a pas voulu les comprendre dans la mesure même où elles étaient proclamées.

une impersonnalité provocante : "les choses", de georges pérec

En même temps qu'il analyse le comportement de ses personnages en relation avec le fonctionnement de la société dans laquelle ils vivent, mettant en cause les uns et l'autre et démontrant leurs erreurs et son inhumanité, Vailland ne manque pas de se contester lui-même : qu'il soit le narrateur du roman ou l'un de ses personnages (Milan dans **Les Mauvais Coups,** Duc dans **La Fête**), il se présente toujours comme un "homme de transition" en qui le vieil homme encore lié à la société ancienne qui l'aliène et le déforme ne cède pas facilement la place à l'homme nouveau de la société qui vient, à l'avènement de laquelle il travaille ; Vailland écrit **aussi** pour les hommes de 1970 (il était optimiste) ; les difficultés, les hésitations, les faiblesses de ses personnages, et les siennes, leur paraîtront incompréhensibles, il les explique ; et la préfiguration de l'homme nouveau, le communiste, incompréhensible à ses lecteurs bourgeois, il la leur explique.

Au contraire, l'auteur, ses opinions, sa situation dans la société et par rapport aux personnages, et plus généralement toute subjectivité sont spectaculairement absents des **Choses :** 113 pages de texte, avec beaucoup de blancs ; ça commence par la description détaillée d'un appartement qui n'existe pas, celui dont rêve un jeune ménage qui ne recevra une identité qu'à la page 26 : Jérôme, 24 ans, Sylvie, 22, psychosociologues. Ces prénoms précieux sont bien la seule chose qui les distingue de leurs amis.

Et qui sont ces gens jeunes qui lorsqu'ils rêvent, c'est de mode de vie, et encore ce mode de vie passe-t-il par un appartement, un mobilier, des tapis, des objets, par la possession de choses ?

De jeunes Français des années 60.

Le livre va tenir la gageure de les décrire entièrement de l'extérieur, synthèse impersonnelle d'éléments fournis par les réponses à une enquête sociologique, et de donner au lecteur le sentiment qu'il les connaît parfaitement, qu'il n'a plus rien à apprendre d'eux. C'est qu'ils se définissent par leurs besoins et leurs désirs ; et comme ils ne désirent que des choses, ces choses suffisent à les définir, déplacés qu'ils sont hors d'eux-mêmes par le luxe offert de la civilisation de l'abondance ; offert, mais jamais vraiment accessible.

Une "histoire" dans laquelle il ne se passe rien, des personnages sans intériorité, interchangeables, un auteur absent de sa création, à mesure que s'allonge l'inventaire des choses que convoitent, achètent, font Jérôme, Sylvie et leurs amis, des restaurants où ils vont et des plats qu'ils y mangent, des rues de Paris où ils se promènent, des films qu'ils voient et des cinémas où ils les voient, des lieux qu'ils fréquentent, des journaux qu'ils lisent, des opinions qu'ils ont, des enquêtes qu'ils mènent pour leurs agences, comment réagit le lecteur ? Moi, je ris : jaune.

J'avais souri d'abord : d'un sourire supérieur. L'appartement dont rêvent Jérôme et Sylvie, je le reconnaissais ; l'ingéniosité, le goût, le soin avec lequel il était installé, meublé, décoré venaient de "ELLE" et de "Madame Express" ; il ressemblait à celui d'amis chez qui j'allais parfois le dimanche, du côté de Vaucresson ; justement, ils travaillaient dans la publicité ; Pierre s'habillait comme Jérôme, Mireille comme Sylvie ; ils vivaient comme eux.

Puis, Jérôme et Sylvie étaient des habitués de la cinémathèque ; ils allaient découvrir dans des cinémas excentriques, doublés, mutilés, tournés en scope et projetés sur un écran normal, **Bhowani Junction, Written on the wind, My Sister Eileen** ou **The Bad and the Beautiful** — de vrais cinglés de cinéma : tout comme moi ; mon sourire se figeait un peu.

Jérôme et Sylvie lisaient L'Express ; mon sourire redevenait condescendant ; ils en pensaient du mal ; tiens... Puis ils cessaient de le lire pour adopter L'Observateur ; j'en avais fait autant. Vers la fin de la guerre d'Algérie, ils allaient aux meetings pour la paix, manifestaient dans les rues ; quand l'OAS prit le pouvoir là-bas, ils firent partie du comité anti-fasciste de leur quartier ; quand de Gaulle fit la paix et resta au pouvoir, Jérôme et Sylvie se sentirent démobilisés, floués — nous en étions tous là — et comme ils eurent alors des difficultés professionnelles, rien ne les retenait en France, ils acceptent des postes d'enseignants en Tunisie : je suis au Canada.

Tout est reconnaissable dans **Les Choses,** mais l'on n'éprouve aucun plaisir à reconnaître, à se reconnaître ; ce plaisir bête, nimbé d'un brouillard sentimental. On voudrait ne pas se reconnaître, on a peur de se reconnaître toujours davantage, ce serait se reconnaître anonyme, dépersonnalisé, sans qualités.

L'auteur était donc tellement "absent", l'histoire et les personnages à ce point inexistants, pour que le livre renvoie au lecteur sa propre image et qu'il en soit horrifié ; pour qu'ayant fini de lire **Les Choses,** il décide de ne plus ressembler à Jérôme ou à Sylvie : ne rien voir, ne rien faire, s'ennuyer en Tunisie, et rentrer en France reprendre le même travail, définitivement ; rentrer dans sa vieille peau, définitivement, il s'agit de faire en sorte, de **vivre** en sorte que cela ne lui arrive pas.

1—"Les Choses", de Georges Pérec. "Lettres Nouvelles". Julliard, 1965.
2—"The Other America, Poverty in the United States", de Michael Harrington. Penguin Books.
3—Lucien Goldmann : Pour une sociologie du Roman. "Idées". Gallimard. 1966.

une vertu homéopathique

J'avais demandé à Straram une note sur "Les choses et Thunderball"; il l'a rédigée, il en ressort qu'il voit Les choses *sous un angle différent du mien :*

Comme prévu, THUNDERBALL, le quatrième, est le plus mauvais des films avec James Bond. Le héros demeure pourvu d'innombrables et effarants gadgets, toujours invincible et profondément néo-fasciste (sans d'autres rapports humains qu'abstraits et/puisque fondés sur des notions de pouvoir absolu à s'assurer). Mais ce qui pouvait presque faire illusion dans le premier film, voire encore un peu dans le second, presque déjà plus du tout dans le troisième, n'a plus place ici. Les gadgets ne surprennent plus, et peut-être les plus insensés le moins. Un certain climat propre au grand espionnage et à des intrigues politico-occultes a cédé le pas à un tourisme de luxe en technicolor, le conflit-prétexte sacrifié à cartes postales et morceaux de bravoure ainsi sans plus aucun contexte les signifiant. La virilité d'007 s'est complètement éteinte, représentée seulement par des accessoires de la plus risible convention d'un théâtre rétrograde. Les filles même ne peuvent plus guère tenter qu'adolescents voués à la masturbation ou vieillards impotents, poupées même pas belles dont tout est artificiel. De mise en scène, point, évidemment. Jusqu'aux truquages, dont on voit trop ficelles et gratuité. Ce film, et l'impuissance considérée comme une vertu qu'il indique (jouissez à longueur de journée de votre frigidaire, nourrissez-vous exclusivement de pilules et pour faire l'amour ajustez votre appareil de TV au lieu de vous abaisser à mériter un partenaire), je pense qu'il faut l'inscrire dans une orbite des "Choses", l'exemplaire "histoire des années 60" de Georges Pérec. L'aliénation aux choses, substituées aux données de l'homme par les pouvoirs au service d'un capitalisme global (compris comme humanisme, et possible seulement bien sûr si cette aliénation va s'accentuant), acule l'individu à un tel néant, à une telle **désaffection** basique de lui-même, que plus rien ne se peut faire, être. Le fait de l'écrire devrait libérer in-extremis de son état de choses l'individu, l'écrivain reconstituant l'état de fait par là-même s'y opposant radicalement, et choisissant à ce moment d'effraction ce personnalisme : la condition humaine d'écrivain. Rien de tel avec James Bond, ceux qui le filment et ceux qui en jouissent (quelle épouvantable et sinistre jouissance ce doit être). Ainsi clairement exposée cette situation d'un choix à faire qui servira de sanction sans appel entre un cinéma, en l'occurrence plus que jamais entreprise commerciale conçue à partir de besoins moins supposés qu'à imposer, qui fait s'abîmer protagonistes et fidèles en une **déshumanisation** inéluctable, et l'écriture des "Choses", qui permet de réhabituer l'homme à son propre individu, c'est-à-dire déjà l'universalité qu'il contient, l'homme alors **réanimé** en tant qu'homme se-et-le-vivant.

James Bond et "Les Choses" sont bien deux résultantes d'un même **état de fait** actuel. Ils suggèrent deux devenirs aux antipodes l'un de l'autre, ce qu'il faudrait comprendre d'urgence, le problème ayant ceci de "vital" qu'il met l'homme en question d'une façon telle que c'est sa cessation qui est en "jeu". (Je parle naturellement du seul cinéma-007 ici, puisque tellement plus encore que "Les Choses" tout l'oeuvre de J.-L. G., ...)

patrick straram

interprétations de la vie quotidienne

"L'art, c'est le délire d'interprétation de la vie."

Louis ARAGON
("Qu'est-ce que l'art, Jean-Luc Godard?" / "Les lettres françaises", 9-15 sept. 65.)

patrick straram

service des plaintes et protestations

Montréal, le 12 février 1966

Messieurs du Comité de rédaction,

Je suis abonnée à Parti-Pris depuis plus d'un an et je n'avais jusqu'à maintenant que des éloges à faire sur le contenu de votre revue. Malheureusement, vous avez depuis quelque temps un nouveau collaborateur, Patrick Straram, qui alimente votre chronique "Interprétations de la mauvaise vie quotidienne". Il a le don (si on peut dire) de me mettre en fureur avec ses élucubrations littéraires, ses textes confus, délirants, ses phrases échevelées, entortillées, sans parler de son vocabulaire-jargon ésotérique, d'une grammaire torturée (je comprends pourtant le joual du "Cassé"), de ses innombrables références-litanies (titres de livres, de films, etc.). En résumé, son style ne peut convenir à une non-initiée comme moi, une non-instruite, une débile mentale en somme. Voici quelques-unes de ses fantaisies relevées au hasard parmi tant d'autres dans les derniers numéros de Parti Pris :

Homo sapiens-faber-ludens (J'ai appris le latin mais il y a des gens qui l'ignorent: des minus habens quoi !)

Fatrasie envoûtante (un vrai fatras !)

Métagraphies (? ? ?)

Adjectifs-thèmes : admirable, phénoménal, magistral, déchirant, aberrant, 'hallucinant, etc. (J'en suis hallucinée, aberrée . . .)

"... un certain inéluctable du mensonge, qui ne l'est même pas, mais alors l'est d'autant plus, doublement, et qu'en une telle circonstance invariablement l'inextricable moral et affectif . . ."

(Extrait d'une phrase inarticulée de 17 lignes : sans commentaires . . .)

". . . ultime démonstration, cruciale de par les antécédents confrontés, de ce que signifie le choix que je ne pouvais pas ne pas faire, expliqué au moyen des deux témoignages superposés ci-dessus, sans en dire plus cette fois . . ."

(Mais on pourrait certes en dire moins la prochaine fois et plus clairement)

Une dernière phrase, sensée celle-là : "Il va de soi que je me demande par ailleurs régulièrement si je parviendrai un jour à écrire."

(Nous aussi on se le demande, et régulièrement aussi.)

N'est-ce pas affolant Messieurs ?

Pour mettre un de ses favoris sur un piédestal, M. Straram doit-il démolir celui de dizaines d'autres ? Exemples : "Cet engouement assez douteux pour un Malraux et autres pantins . . ." et son entrevue à l'émission "Aujourd'hui" au sujet de Buster Keaton, il lui fallait descendre Chaplin évidemment. M. Patrick Straram est un bon critique de cinéma, c'est entendu, (quand il parle d'une façon sensée) mais pourquoi le laisser exhaler ses complexes? N'avons-nous pas assez des nôtres ?

Je pensais que Parti Pris avait pour but d'initier à la pensée et à l'action révolutionnaires un certain nombre de gens sympathiques à la cause de Parti Pris mais je doute maintenant que ce but puisse être atteint efficacement si Parti Pris continue

de nous servir les textes-salades de M. Straram. Qu'en pensez-vous, Messieurs du Comité de rédaction ? Une petite explication (dialectique) ferait plaisir à votre humble lectrice.

Dialectiquement vôtre,

F. DESROCHERS

3325, avenue Maplewood,
app. 501, Montréal 26, PQ.

1er P.S. — Une hypothèse : ne serait-ce pas un cerveau électronique que le camarade Straram utilise pour la genèse de ses articles ? Il ne serait pas alors un vrai pur avant-gardiste puisqu'on a déjà utilisé cette machine pour fabriquer de la poésie.

2e P.S. — Je conclus qu'étant incapable de comprendre les grandes âmes torturées comme celle de M. Patrick, je dois être une réactionnaire et simplette par-dessus le marché.

F. D.

Cette lettre et l'intervention dans le cadre de la télémission "Aujourd'hui" qui y est évoquée me font renoncer à l'analyse de la télévision que j'avais annoncée, et que je considérais comme coïncidant avec l'étude du phénomène Crédit Social.

Le problème de l'écriture me fascine, qui est pour moi vital (pourquoi négliger "vital" dans une liste de mes adjectifs-thèmes ? — adjectifs-thèmes, moi, je retiens : c'est l'un des mécanismes importants pour moi que celui permettant de "qualifier" tout en sous-entendant un mouvement bien plus vaste, plus **signifiant,** et qu'il contient trouve-t-on un adjectif l'indiquant, sa deuxième fonction).

Je suis sûr, et dans ma chair plus encore que dans l'esprit, si l'on me passe pour une fois une expression banale, de me poser comme jamais aucun lecteur n'aura à se la poser la question : parviendrai-je un jour à écrire ? Je ne sais pas d'écrivain ou d'auteur de films ou de musicien de jazz qui ne se pose quotidiennement et de façon déchirante cette question dont dépend ce qu'il produira : matière et forme témoigneront-elles au maximum de ce qu'il veut mettre dans cette seule nouvelle page, ce seul nouveau plan, ce seul nouveau chorus ? C'est de l'intensité même de l'interrogation, du drame même qu'implique le conflit ainsi mis en relief et assumé que jaillit l'assez insensé réseau de lignes de forces qui permet d'aller au bout sans cesse d'un tel **travail.**

Il en va pour moi de l'écriture comme de l'existence, je ne conçois l'une et l'autre qu'intégrales, vécues "au coeur" de toutes les mises en question qui leur sont inhérentes avant que de les communiquer, pour communiquer — c'est-à-dire vivre et l'écrire plus intensément, pour plus inciter à d'identiques intégralités, lesquelles seules font la vie **vivable.**

Il y a bien sûr, et aujourd'hui plus que jamais auparavant, une quantité proprement industrielle de produits de consommation courante qu'on peut certes fabriquer sans se poser la moindre question, sinon celle de la rentabilité probable, en fonction d'indices que des services organisés supérieurement tiennent à votre disposition (et c'est dans ce cas-là que cerveau électronique ou machine I.B.M. peuvent servir, pas dans le mien, que la pureté avant-gardiste n'intéresse nullement), d'où l'aliénation qui va s'accélérant de sociétés entières à courriers du coeur et 007, voitures et tranquillisants — guerre au Viêt-nam suppression de Ben Barka, dépossession du Québécois. Je ne suis pas écrivain plutôt qu'épicier ou vendeur de polices d'assurance-vie (c'est ce genre d'association de mots que moi je vois recouvrir un fait aberrant), je suis écrivain plutôt que coureur cycliste ou musicien de jazz — deux autres métiers (que j'aurais tant voulu faire) qui exigent plutôt de l'homme qu'il se donne entièrement, jusqu'au bout, à l'ex-

trême limite de tout ce qu'il est, s'interrogeant sans cesse sur cette limite extrême.

Il me semble évident qu'alors l'on ne peut écrire qu'avec passion, qu'une écriture rendant compte le plus étroitement possible de ce que l'on est avant que de le mettre en mots, et en tentant d'organiser de délirantes complexités, pas en s'efforçant de sacrifier celles-ci, qui sont à l'origine de l'écriture, à de sûrs et tranquilles clichés, voire à de savantes et sages vulgarisations. Ou l'on **dénature** ce qui a motivé profondément l'écriture, et je ne vois pas que ce soit au service du lecteur, puisqu'au contraire on lui dissimule ainsi l'essentiel vrai.

La musique d'Eric Dolphy est d'une délirante complexité, mais c'est l'une de celles auxquelles je vibre le plus intensément, **vitalement.** Je m'imagine fort mal tentant d'écrire "à l'encontre" d'une telle musique sans m'être fondamentalement infidèle : et quel respect alors aurais-je pour le lecteur (respect sans lequel le rapport écrivain-lecteur ne signifie plus rien, se déroule en dehors de l'existence, relève des loisirs organisés qui sont ce que chacun sait : une entrave supplémentaire, l'une des plus récentes, à la liberté de chacun, de l'homme)? Peut-être me faudra-t-il écouter "You don't know what love is" par Dolphy plusieurs fois avant de pouvoir si intensément y pénétrer, mais je ne cesserai plus **ensuite** d'en jouir à un degré tel de fusion du moi à ses propriétés réelles dans le vécu. Une seule audition d'un Sacha Distel non seulement me suffit, mais c'en est une de trop, je me suis privé quelques minutes de trop d'entendre Dolphy. Et dans l'extrême confusion des valeurs, de l'offre et la demande principalement, dans les sociétés contemporaines, il le faut dire. Je n'ai jamais lu seulement une fois Piotte ou Chamberland, Vian ou Lowry, et je ne cesserai pas de lire des écritures qui me font autant cerner chaque fois plus certaines tensions primordiales de l'existence, et l'écriture. Une seule lecture du "Devoir", une seule de Mauriac, une seule de Han Suyin : en voilà déjà trois de trop. Je ne verrai jamais trop de fois un film de Godard ou un film de Gilles Groulx, mais — et c'est pourtant au niveau d'un métier — il y aura toujours trois cents films par année que j'aurais mieux fait de ne pas voir (je laisse le choix, de Agostini, Philippe, à Zinnemann, Fred). Tout homme satisfera-t-il toutes les femmes, et réciproquement ? Une femme et un homme jouissent-ils souvent la première fois qu'ils font l'amour ? Mais une fois que des amants savent se faire jouir et en jouir, pourquoi n'en pas jouir autant de fois que faire se peut ?

un buster qui tonne

C'est dans cette attitude par rapport à l'écriture qu'il faut chercher mon goût pour références et citations.

Je n'aime d'oeuvre que critique dans et son mouvement et sa forme mêmes (poésie, film, affiche, vitrine...), je n'aime d'oeuvre qu'intégralement **personnalisée,** et ce surtout dans l'énoncé de rapports avec d'autres, oeuvres et hommes... Ceux-ci étant soit favorables, soit défavorables. Les premiers sont ceux le plus observés (qu'on relise ces chroniques), les seconds sont souvent nécessaires, sous forme de contre-partie dialectique qui seule achève la proposition élaborée à partir des premiers. Ainsi est-il impossible d'expliciter une passion et un respect pour Buster Keaton, sans souligner qu'on aime d'abord en Keaton la lucidité, la rigueur et la dignité qui font défaut à Chaplin, qui a lui-même écarté ces valeurs d'un art qu'il voulait fondé sur "grands sentiments", sentimentalisme et volontiers démagogique masochisme pour s'assurer l'émotion sentimentale, la plus facile à provoquer (or, l'une des raisons pour lesquelles on **méconnaît** tant Keaton, c'est bien l'emprise universelle de Chaplin sur des foules ainsi rendues impuissantes à ce

moindre effort de la réflexion, préalable à la **reconnaissance** des qualités uniques de l'univers keatonien — ce que disant, je ne dis certes pas que Chaplin n'est pas un grand cinéaste; ce que disant, je dis ce que je ressens profondément, et n'étant pas assurément le premier à le dire). Parallèlement, je ne peux pas dire combien bouleversant et m a g i s t r a l je pense NOSFERATU, de Murnau, sans dire ce qui me met moi dans une fureur démente : qu'on affuble NOSFERATU d'une bande sonore expressionniste ultra-décadente, sur-ajoutée pour accentuer, faire plus immédiatement "accessibles", plus "simples" des données rendant évidente la qualité géniale du film mais celles-ci ainsi **dénaturées,** ce chef-d'oeuvre de Murnau l'étant parce que sans une seule faute de goût dans la tension du propos, sans une erreur dans l'extrêmement périlleuse composition de ce fabuleux "ailleurs-ici", sans une seule "fausse note", et l'abominable surcharge qu'on lui colle aujourd'hui n'étant qu'une entière fausse note, d'un goût déplorable, ignoble, très "Fantasia" disneyenne — aux antipodes de l'onirisme, l'angoisse et la beauté murnauesques. (Et bien déplorable est que ce soit cette version-là qu'on présente à une Cinémathèque, comme bien atroce d'entendre un public de Cinémathèque rire ou s'exclamer grossièrement pour se protéger des pouvoirs inouïs du film — on se serait cru à une séance de la McGill University Film Society, où je me suis résigné à ne plus jamais aller à cause de l'ampleur de la réponse d'un public infect : comment aimer Murnau, ou Keaton, sans dire expressément cette aberration, qui n'a guère d'autre nom que celui d'aberration ?)

Qu'on me reproche une écriture difficile; je suis assez satisfait, aimant ce que j'aime et en bavant comme j'en bave, d'être capable de cette écriture-là, la seule fidèle aux totalités qu'à chaque fois il s'agit d'aborder. Mais il demeure qu'une telle écriture n'est telle que parce que conforme, donc, à des sentiments, des idées, une vision du monde morale et politique, au mouvement qui m'est propre d'appartenance active à ce monde. Je me plains assez amèrement de la généralisation d'une critique (conforme à la dépersonnalisation inhérente au conditionnement de la vie quotidienne par les mass-media) élaborée de façon à "rendre compte" sans "critiquer", sans vraiment se prononcer sur genèse et propriétés réelles d'une oeuvre ou un homme, se contentant d'extrapoler à partir d'éléments non réellement intrinsèques d'oeuvre ou homme, sans surtout jamais soi-même s'engager dans la critique. Je ne sais pas de pire mal que l'**"impartialisme".** Je ne pense pas qu'on puisse me reprocher de ne m'être pas fidèle dans **interprétations de la vie quotidienne,** en fonction d'une rigueur et affective et critique, dont les prémisses sont dans ce titre si on y réfléchit, que ne peut faire tangible que cette écriture-là. De ce seul point de vue, je crois cette chronique précisément à sa place dans **parti pris,** ainsi écrite. (Quant à douter que **parti pris** puisse atteindre ses buts à cause de cette seule chronique, voilà bien le genre d'exagération au sentiment, chaplinesque, que ne se serait jamais permis un Keaton.)

Ecriture dont le personnalisme est d'abord dans références et citations. (C'est LETTRE DE SIBERIE qui a tué en moi le spectateur, et c'est en chaque film de J.-L. G. que se trouvent comblées toutes mes tendances d'écrivain-cinéaste... on peut difficilement être plus logique !) Ainsi, puisque le 1er février 66 mourait d'un cancer aux poumons (comme si quelques-uns ne mouraient pas d'avoir vécu la vie qu'ils vécurent) Buster Keaton, né le 4 octobre, 1895 ou 96 selon les historiens du cinéma, à Pickway, Kansas, **il m'importe, ici, d'en dire :**

que je choisis expres le titre que je trouve bien réjouissant que j'emprunte à Jean-Patrick Lebel, l'auteur de "L'étonnant Buster qui tonne", l'un des ouvrages volés dans ma bibliothèque par l'un des petits camarades apparemment très doués pour subtiliser ce qui m'est le plus cher, que je choisis exprès ce titre parce qu'il préfigure pour moi un devenir de Buster Keaton qui ne fait que commencer;

que je ne me pardonne pas, à la minable allégation que Keaton eût une tête de chien battu, de n'avoir point répondu que spontanément, si je pense à Keaton, se fait en moi une image, à la fois schéma physique et représentation d'une sensibilité et une morale, dans le présent vécu : et Jean-Marc Piotte et Gilles Groulx, deux **souverains** s'il en est;

qu'il va falloir assurer une permanence de ces lignes de Jean-Pierre Coursodon, dans son "Keaton & Co." (**cinéma d'aujourd'hui** 25, Seghers éd.) : "Peu de gens ont su résister à l'insidieux chantage au sentiment pratiqué par l'homme à la badine, diaboliquement habile à investir l'intelligence et à désarmer le sens critique. Keaton, par contre, laisse le spectateur entièrement libre, et, du même coup, désemparé. Il ne songe jamais à faire appel à notre complicité ou à notre sensiblerie, à nous glisser des messages entre deux gags ou à fignoler des symboles transparents. De sorte que, contrairement à Eisenstein, Bergman ou . . . Chaplin, on ne peut l'apprécier que pour les bonnes raisons, ce qui restreint le cercle de ses admirateurs", lignes qu'il faudrait peut-être méditer avant d'évoquer quelque fascisme intellectuel que ce soit, question de savoir une bonne fois pour quelles bonnes raisons on opte;

que je résiste d'autant moins au désir de citer Michel Cournot qu'au sein même du comité de rédaction de **parti pris** on aime trouver incroyable combien j'écris comme Michel Cournot, si le désir est éprouvé d'abord "compte tenu" de l'émotion à lire : ". . . j'avais rendez-vous avec une actrice de cinéma pour l'interviewer, une grande, une des seules qui me fassent rêver . . . je me retrouvai assis devant Anouk Aimée, il n'y eut pas d'interview, Albertine parlait, et, si inconcevable que ce soit, je voyais enfin un film de Buster Keaton, DREAMBOAT BILL JUNIOR, je le revoyais par séquences entières, celle de la gare, celle du chapeau, celle de la prison et de l'inondation, toute la poésie du monde . . .", et moi ce même soir où dans un studio de télévision j'eus la nausée, plus tard je regardais ce mur de mon appartement où ne sont que des affiches de films, dont une du MECANO DE LA GENERALE, et deux photos, l'une contre l'autre, celle de cette femme qui me fascine depuis des années et celle de cet homme pour moi l'un des dix plus prodigieux auteurs de films de tous les temps, Anouk Aimée et Buster Keaton, et je revoyais SHERLOCK JUNIOR, film dans le film, dans l'autre film vécu avec une si intense émotion, et sachant que je n'aurais envie d'écrire rien d'autre . . .

patrick straram
17-18 février 1966.

p.s. Les typos, le mois dernier, ont fait sauter le titre de l'un des disques essentiels de Lightnin' Hopkins : "The blues" (Mainstream records S/6040). **p.s.**

marginales

le flair britannique

Pour faire de la publicité au centenaire de la confédé., grâce à d'excellents petits films-annonces, le gouvernement a fait appel au jeune cinéaste anglais Gerald Potterton. Interrogé sur ses projets personnels pour l'année 1967, Potterton répondit : "I intend to take a nice world cruise". (Time Magazine, 11 février.)

d. a.

un certain gauchisme, ou l'exotismania, maladie infantile

Qui c'est, N.E. Story, qui fait "la revue des films" pour la journal *Combat* ? Dans le numéro de janvier 66 on lit : "Les deux meilleurs films qu'on peut voir en ce moment à Montréal nous viennent tous deux du Japon : ONIBABA et KWAIDAN."

Deux oeuvres d'un désolant conformisme cinématographiquement. Une plate épopée dans laquelle la guerre ne sert que de prétexte à une sorte de fièvre érotique outrancièrement "sensationnalisée". Un faux onirisme mystico-métaphysique qui ne sert que de prétexte à des expériences plastiques réactionnaires (à la Robert Lapalme). Et, sans rien expliquer, on proclame aux ouvriers et militants que "ces deux films sont l'oeuvre d'artistes talentueux de la Gauche ! " . . .

Ce gauchisme effare, d'un critique, au niveau du cinéma, en pleine maladie infantile.

Qu'une revue de films soit jugée superflue dans un journal pour ouvriers et militants, c'est dans "la ligne" — pas LA LIGNE GENERALE, l'autre, celle selon Saint-Jdanov, avant, lorsque vraiment faire prendre pour oeuvres des chromos ne se peut plus, de débarquer sur d'opportuns rivages. Mais si revue il y a des films, pourquoi la confier à quelqu'un qui ne vibre qu'à l'exotisme d'un film, l'exotisme ce nouveau fourre-tout pour individus-gadgets ? Quant à la "preuve" critique "artistes talentueux de la Gauche", suggérons que cet assez aberrant révisionnisme eût peut-être pu être évité y aurait-il eu une re-vision des films (ce qui est fort douteux). Un Parti communiste du Québec, on veut bien. Mais que *Combat* nous épargne les monstruosités dont se glorifia autrefois une trop célèbre bureaucratie "de service", et que ne sauvera certes pas l'exotisme à la mode — bons baisers de Russie !

Soulignons qu'à la grande première parisienne de, comme l'appelle bien excellemment le camarade Maheu, ONIBABA ET LES QUARANTE COITS, on vit sortir avec fracas, outrée, au bout de vingt minutes, Agnès Varda. Agnès Varda, l'auteur du BONHEUR, un film qu'on aurait pu voir actuellement à Montréal n'eût-il été si libidineux et réactionnaire, je suppose . . .

Evidemment, Lénine n'en connaissait que les premiers balbutiements, qui disait à Lounatcharski : "Vous devez vous rappeler que, de tous les arts, le plus important pour nous, c'est le cinéma." Et puis, Lénine, ça date. Comme Dovjenko. Ou . . . Mizoguchi (vous connaissez ? un Japonais, et même le seul très grand cinéaste de son pays . . .)! Conclusion : ayons confiance en prochaines "Séquences" . . .

Vu leur manque d'exotisme, j'ose à peine recommander aux ouvriers et militants communistes les 70 films soviétiques muets présentés à la *Cinémathèque canadienne 360 rue McGill (pour programme et renseignements : 747-4239)*, $0.50 le billet . . .

p.s.

wigwam et cloche de verre

Rejetant l'idée d'un statut particulier pour le Québec, M. Marchand a donné le prétexte que les droits que la Constitution accorde aux Indiens ne leur permettent pas de faire valoir leurs droits en tant que "véritables fondateurs du pays". Assurément, M. Marchand serait plus à sa place au Ministère des Affaires indiennes. Peut-être même l'O.N.U. devrait-elle lui donner la Présidence d'une Commission chargée de redonner aux peuples fondateurs les pays qui ne leur appartiennent plus. Les Incas deviendraient les maîtres du Pérou; les Jutes, ceux de l'Angleterre; les Celtes, ceux de la France; les Indiens, ceux de Washington et Ottawa. M. Marchand aurait ainsi l'occasion unique de réaliser un rêve que la C.S.N. l'a empêché de réaliser : mettre un terme à l'impérialisme américain.

Ainsi, un retour à l'esprit "wigwan" éviterait l'apocaluptique "cloche de verre" dans laquelle "étoufferait le Québec" s'il se retirait de la bénéfique Confédération.

C'est peut-être le sens que nous devons donner à certaines paroles prononcées, par le député et ministre fédéraste, aux Communes et devant la S.S.J.B. de Ville Duverger, dans son comté.

r. b.

en pays rhinocéros

Léon Z. Patenaude, faisant remous autour de lui, tantôt ici, tantôt là, escamotant ses déplacements, apparaissait partout dans la grande salle commune du Palais, et c'était de partout que la foule affluait autour de lui pour témoigner de son génie d'organisateur, nullement déroutée par ses plongées de marsouin : où qu'il reparut, toujours vers lui elle affluait. C'était la fête à Léon. Seuls les écrivains, aussi infatués que leurs prédécesseurs des expositions agricoles, ne s'en rendaient pas compte. Godbout, d'un Seuil que personne ne franchissait, trop académicien pour les amateurs de nos pistes, n'en goûtait que mieux l'honneur d'être d'une écurie française. Jasmin et Miron, dans leur box, de plus humble pointure et de meilleur cirque, attrapaient quelques badauds pendant qu'au loin, très loin, dans l'autre monde de la même foire, le chanoine Groulx gardait la file au bon Dieu.

Ce fut en cette occasion qu'Ethier-Blais invectiva Monsieur Jean-Louis Lévesque de façon mémorable. Il avait été invité par la Société d'Etudes et de Conférences à prononcer un éloge de la femme québécoise. Les dames l'attendaient dans le salon du Palais, disposées en demi-cercle. La porte s'ouvrit, on entendit la rumeur de la foule et l'on vit Léon Z. Patenaude, retombant sur ses pieds, s'ébrouer un peu pour s'avancer ensuite fort convenablement, à petits pas, le visage resplendissant de modestie. Quelqu'un avait enfilé derrière lui, l'avait doublé et dépassé, qui maintenant baisait la main de ces dames à une vitesse de motard : c'était Ethier-Blais. Croyant être suivi par un personnage illustre et à cheval, il tenait à dégager la place pour la parade de celui-ci. De son côté, Léon Z. Patenaude, n'étant plus dans son élément, se garda bien de s'aventurer dans le demi-cercle des dames, ainsi ouvert à une attente aussi intense qu'illusoire, de sorte que les deux hommes se retrouvèrent en arrière, l'un près de l'autre, inquiets et mécontents d'eux-mêmes, Ethier-Blais le premier et non sans raison. Alors, se retournant et montrant le visage un peu niais, il est vrai, de Monsieur Jean-Louis Lévesque :

— Quelle est cette face d'imbécile ?

Léon Z. Patenaude, interloqué, gêné aussi, car toutes les foires se tiennent et le Salon du Livre n'était pas sans quelque rapport avec le Blue Bonnets, répondit sèchement :

— C'est Monsieur Jean-Louis Lévesque.

— Un Monsieur que je ne connais pas et ne veux point connaître.

Et Ethier-Blais de continuer sur ce ton, valeureusement. Peu à peu, toutes les dames s'étaient retournées et regardaient leur conférencier avec une sollicitude alarmée. Mais Ethier-Blais s'en tira : Jean-Louis Lévesque ne descendit pas de son portrait.

j. f.

l'humour d'un commis voyageur avec george marler dans le rôle-titre

"La grande majorité des Québécois de langue anglaise ne tiennent pas rigueur aux Canadiens français de vouloir s'affirmer".

(Ils sont mieux, les crisse).

"Le statut d'Etat associé causerait un tort immense aux Canadiens français. Un tel statut ne mènerait nulle part, sinon à la séparation du Québec du reste du Canada".

(Il a tout compris)

"Je ne vois pas le besoin pour les Canadiens français d'abandonner leur langue et leur culture".

(Nous non plus)

"Mais posséder deux langues est un atout dont on peut être fier et je me pose la question suivante : peuvent-ils se permettre de parler une seule langue ?"

(C'est Berlitz qui a payé son voyage)

"Ignorer le Québec pourrait avoir de graves conséquences".

(Mais il n'a pas dit pour qui)

"Il faut retenir qu'en anglais "special status" est plus fort que "statut particulier" en français".

(Merci, on va prendre le "special status")

"L'expression "Le Québec n'est pas une province comme les autres", n'est pas très bien comprise, là-bas".

(C'est-y eux autres ou bedon nous autres qui sont pas comme les autres ?)

"On ne comprend pas la position du Québec. (...) J'ai l'impression d'avoir contribué à faire avancer la compréhension entre les deux groupes ethniques".

(Y va-t-u se brancher !)

"Le peuple du Québec veut être maître dans sa maison".

(Oui, çartain !)

g. g.

lesage, un héros canadien ?

Sous le titre "Champlain un héros 'canadien' "La Presse" du 7 février reproduisait un article de The News, le journal de New-Glasgow en Nouvelle-Ecosse. (On n'a plus les références qu'on avait.)

"En inaugurant récemment le collège Champlain, à l'université Trent, à Peterborough, Ont., le premier ministre québécois, M. Jean Lesage, s'est dit surpris et heureux du fait qu'il y aura désormais en Ontario un collège portant le nom du fondateur de la ville de Québec. Champlain n'est pas un héros exclusif aux Canadiens français. C'est un héros national connu de tous les écoliers canadiens. Il y a d'autres, Français et Canadiens français, dont les noms sont respectés d'un bout à l'autre du pays et qui, dans certains cas, ont droit de cité dans ce qui est maintenant les Etats-Unis d'Amérique. Il y a les Bréboeuf, les Cartier, les Joliet, les Hannepin, le premier blanc à apercevoir les chutes Niagara. Il y a les Brûlé, les Lallemant, les Massé, les Frontenac etc., etc. Un comté ontarien porte le nom de Frontenac."

Qu'on nous permette de souligner que Monsieur Lesage est personnellement sur la mauvaise voie s'il veut devenir lui-même un héros "canadien". Brûlé ne protesta jamais de sa sobriété, au contraire il était saoul la moitié du temps, et il manquait régulièrement la messe tous les matins. Frontenac, chassé de Versailles, n'était à

Québec que pour refaire sa fortune personnelle. Lallement était un masochiste dangereux. Quant à Champlain, il n'a jamais perdu la boule en Ontario, il y perdit son astrolabe. C'est bien différent. Mais il est vrai que Monsieur Lesage a encore le temps de se rattraper. Qu'il songe à Wolfe, Montcalm, Jumonville...

d. a.

l'initiation artistique des lecteurs de "la presse" est en bonnes mains

Robert Lapalme, dans un article qui se veut violent du Magazine de La Presse (29-1-66), oppose, pour le condamner, l'art non-figuratif à ce qu'il appelle "la tradition des Beaux-Arts".

Qu'il n'aime pas l'art non-figuratif, c'est son droit; mais comme il ne veut pas qu'on le prenne pour un ignare, il reconnaît que "cette peinture nous a valu de grands peintres... Kandinsky, Bauer, Delaunay" (Delaunay, non-figuratif ?) "Riopelle, McEwen, Pollock et beaucoup d'autres." Quel mélange !

Un peu plus loin, il enrôle Giacometti et Riopelle dans sa croisade; allez vous y trouver !

Les moyens de la caricature ne sont pas ceux de la critique d'art, et non plus ceux de la peinture, à en juger par les murales de Lapalme au bistro de la rue de la Montagne ou à la Place des Arts : elles font souhaiter que les attributions de M. Lapalme comme directeur artistique à l'Expo ne s'étendent pas à la décoration des pavillons. C'est déjà trop que les affiches soient de son ressort : celle de John Ivor Smith, "L'Homme interroge l'univers", est grotesque.

Le mélange des genres peut donner des résultats intéressants, la confusion des genres, non. Elle est seulement le signe de la confusion mentale, ou de la mauvaise foi : au choix.

m. c.

néo-vulgarités

A nos amis du Concile Faticant II

Vous avez eu Pie Neuf, Pie Dix, Pie Onze, Pie Douze, après Paul VI, pourquoi vous auriez pas Pie Lule ? Ce serait un pape dans le vent.

●

Des prix à gagner.

Doit-on dire Ouaguenère, Vagnère, Vaguenère, Ouagueneur, Vague et de naguère, Herr Claus, Vague nerf, Napoléon VI ou rien en toute ? Envoyez vos réponses au Ministère du Parlement, hôtel de la Justice, Québec. Des prix intéressants seront attribués aux gagnants : le premier : une promenade dans les corridors de la prison de Bordeaux en chaise roulante électrique; le deuxième : deux billets pour la prochaine pendaison (date indéfinie); le troisième : une belle matraque avec des prunes dessus (c'est pas les séparatistes qui ont mangé des coups, c'est nos matraques); le quatrième : une belle carte de Luciano Rivard, l'arroseur arrosé; le cinquième : des tuyaux sur la prochaine transaction de la Régie des Alcools; Et le dernier : un faux certificat.

●

D'Ottawa, on apprend que Gérard Elliott-Marchand serait bientôt nommé à un nouveau ministère formé spécialement pour lui par le premier-ministre de l'Alaska du Sud, Laissfair B. Personne. Vu la triple personnalité du nouveau ministre et ses allégeances catholiques, on songe à lui confier le ministère de la Sainte-Trinité dont la principale fonction consisterait à refaire le Canada en sept jours. Le nouveau ministre serait disposé à tenter le coup, mais il a posé une condition sine qua non : que les maudits nationalistes canadiens-français qui le font chier depuis si longtemps soient anéantis avant le début des travaux.

●

Pierre Elliott-Trudeau est en beau zaudit. Il a même engueulé Jean Marchand de

l'avoir entraîné à Ottawa. Pas parce qu'il est rien que sténo-dactylo de Lester B. Personne. Non, ça, il est comblé, il est assez content de travailler pour un Canadien anglais, ils sont tellement plus fins que les patrons canadiens-français. Non, il est en zaudit parce qu'il est sûr d'une chose : s'il était resté au Québec, c'est lui et non pas Jean Lesage qui aurait été élu le plus bel homme de la province. Il nous a confié à ce sujet : "C'est vrai que je suis un peu maigre, mais mes dentiers sont plus beaux que les siens".

g. g.

outrage au tribunal

"Jacques Hébert est inculpé de (sic) cruauté envers les animaux". Voilà ce que le lecteur persévérant de La Presse apprenait, le jeudi 17 février, s'il se rendait à la page 57. Bien sûr, un certain bouquin n'était pas tendre envers la magistrature, mais tout de même, "animaux"... vous y allez fort !... Et pourquoi pas "séniles abrutis", "minus à pinces" ou quoi encore ? Vraiment, dans la bonne gross P..., une telle injure a de quoi surprendre. Alors on lit plus avant, et on découvre qu'il s'agit d'un autre Jacques Hébert (le camionneur, vous savez?), affameur de chiens. Ce que ça peut faire, les histoires d'homonymes... On apprendrait que Claude Wagner (l'autre, bien sûr) pratique la bestialité avec les chevaux de la R.C.M.P. qu'il ne faudrait pas s'en surprendre !

p. m.

l'écume des jours

Vu le surnom que je ne porte pas pour rien (les Indiens de l'Amérique du Nord se donnaient eux-mêmes leur nom selon ce qu'avaient été diverses épreuves d'initiation et d'aptitudes), je ne peux que me réjouir de cette note parue dans dans "Le nouvel observateur" 63 :

"Deuxième chance pour les bisons. Le Canada favorise actuellement la réapparition du bison sur son territoire. Un troupeau de 20 bêtes vient d'être lâché dans une zone désertique du Manitoba, spécialement érigée en réserve, afin d'étudier si l'animal pourra se réacclimater à la vie sauvage. Si l'expérience est positive, d'autres troupeaux achetés aux Etats-Unis iront à leur tour errer dans les plaines et les bois canadiens."

Enfin des interlocuteurs valables à l'Ouest ?

D'une autre "réserve", à bon entendeur salut du Bison ravi.

p. s.

courrier des lecteurs

Nous considérons avoir atteint un âge auquel il faut dépasser un certain abstrait inévitable lorsqu'on rédige une revue pour des lecteurs, des lecteurs qu'on suppose plus ou moins bien et sans les consulter, sans qu'il y ait un dialogue permanent entre lecteurs et rédacteurs. C'est pourquoi il y aura désormais dans PARTI PRIS un Courrier des Lecteurs. Nous y publierons tout ou partie de lettres qui poursuivraient un article, l'infirmeraient ou lui ajouteraient une dimension supplémentaire, commentant brièvement ce prolongement issu d'un dialogue nécessaire. Ecrivez à PARTI PRIS, Courrier des Lecteurs, C.P. 149, station "N", Montréal 18, Québec.

Il nous semble significatif que notre premier correspondant soit un cinéaste très controversé pour son attitude par rapport à l'idée de révolution qui nous importe. C'est ce genre même de dialogue dont nous attendons qu'il stimule lecteurs et rédaction.

Etant donné que dans votre critique de mon film Le Révolutionnaire *(Parti pris, janvier 1966) vous pensez que sur un certain point je suis le seul à pouvoir fournir une explication, voici ma réponse.*

Je résume la dernière partie de votre critique par cette phrase: "...l'idée de révolution, qu'il (Lefebvre) n'aime pas, s'est greffée dans de trop grandes proportions à cet autre sujet, le statisme, le froid et l'ambiguïté de notre climat physique et psychologique, qu'il aime et filme assez magnifiquement."

En effet, Le Révolutionnaire *est un film sur* l'idée *de révolution, et non sur* l'acte *de révolution. Mon propos a été essentiellement d'illustrer les facteurs négatifs qui depuis si longtemps barrent la route à l'incarnation de nos idées, de notre vie, de notre art — et, par le fait même, de la révolution qui se fait ou se fera au Québec. J'ai voulu tout simplement témoigner d'une situation, d'un état de gel, pourrais-je dire, dont je suis le premier à vouloir sortir mais dont je ne puis nier l'existence physique et spirituelle. Si j'ai greffé à mon sujet l'idée de la révolution, c'est pour accentuer le climat d'ambiguïté dans lequel nous vivons, c'est pour créer un contraste plus marquée entre le réel tel que nous voudrions qu'il soit et le réel tel qu'il est. Enfin, en faisant mon film, je ne me suis jamais demandé si j'étais pour ou contre la révolution, de même que je ne me suis jamais demandé si j'aurais l'argent pour le terminer, ou si je serais capable de tourner parce qu'il faisait 15 sous zéro et que tout le monde s'impatientait et que la caméra risquait de geler. J'ai essayé de m'adapter aux conditions réelles qui ont été celles du tournage: j'aimerais, ou je souhaiterais, que toute idée, révolutionnaire ou non, subisse la même distillation. C'est tout. Je n'ai aucun préjugé, sinon contre toute forme de préjugé.*

jean-pierre lefebvre

D'abord, merci, Lefebvre, d'avoir répondu.

Ne discutons pas l'envoi final à propos des préjugés, il y a là matière à une discussion philosophique à n'en plus finir.

Il s'avère, à mon sens, qu'en refusant de se demander si l'on est pour ou contre une révolution, on diminue considérablement la portée d'un propos ayant pour sujet l'idée de révolution.

Ce qui d'aucune façon ne saurait empêcher LE REVOLUTIONNAIRE d'être ce film sur l'ambiguïté canadienne-française remarquablement adéquat à son intention et le sujet, un film aux qualités intrinsèques multiples et assez fascinantes, que j'aime.

Ajoutons que je tiens pour exceptionnel (et aussi particulièrement par rapport à tant d'entreprises que soutiennent Radio-Canada et O.N.F., que Lefebvre n'a jamais fréquenté, de près ou de loin) qu'un *Lefebvre tourne à 24 ans, en 6 jours, avec 16,000 dollars seulement (et seulement 5,000 en argent liquide), ce film 16mm de 74 minutes, LE REVOLUTIONNAIRE.*

Je tiens donc dorénavant avec certitude Lefebvre pour l'un des cinq auteurs de films canadiens-français capables d'un nouveau cinéma qui nous *signifie* totalement, par là même non seulement témoignant du vécu, mais accentuant, précipitant celui-ci, le *modifiant*, fonction ultime d'un art authentique et réussi.

Merde pour IL NE FAUT PAS MOURIR POUR ÇA et MON OEIL...

p.s.

Ont participé à la rédaction des marginales : denys arcand, rené beaudin, jan depocas, michel euvrard, jacques ferron, the gazette, jacques godbout, gérald godin, pierre maheu, patrick straram.

Bulletin de commande — volumes déjà parus

éditions **parti pris**

Veuillez me faire parvenir les titres suivants :

☐ **la ville inhumaine,** roman de Laurent Girouard **$2.00**

☐ **blues pour un homme averti,** pièce télévisée de Claude Jasmin **$1.00**

☐ **le taxi, métier de crève-faim,** étude de Germain Archambault .. **$1.00**

☐ **le cassé,** nouvelles de Jacques Renaud **$1.00**

☐ **le cabochon,** roman d'André Major **$1.50**

☐ **l'afficheur hurle,** poème de Paul Chamberland **$1.50**

☐ **la chair de poule,** nouvelles d'André Major **$1.75**

☐ **la nuit,** roman de Jacques Ferron **$1.50**

☐ **pleure pas, germaine,** roman de Claude Jasmin **$1.75**

☐ **Journal d'un Hobo,** de J.J. Richard **$2.50**

☐ **Carnets politiques,** de Jean-Marie Nadeau **$2.50**

Nom .....

Adresse .....

Ville .....

Ci-joint un ☐ chèque, ☐ mandat de poste, au montant de .....

Faire parvenir ces bulletins à **Les éditions parti pris,**
C.P. 149, Station "N", Montréal (18)

PARTISANS 26/27

numéro spécial

L'AMERIQUE LATINE EN MARCHE

Rodolfo Stavenhagen :	Sept thèses erronées sur l'Amérique Latine
Andrew Gunter Frank :	Sur le problème indien
Andrew Gunder Frank :	Brésil, le développement capitaliste dans l'impasse
Jorge Basurto :	Réforme agraire au Vénézuéla
Francisco Gamboa:	Costa Rica
	Le péronisme
Hugo Neira :	Le castrisme dans les Andes
Paul Villekold :	Cuba, dans une seule île
François Maspero :	La Conférence Tricontinentale
Intervention de la Délégation du Vénézuéla :	Solidarité active
Amilcar Cabral :	L'arme de la théorie
Fidel Castro :	Le devoir internationaliste de Cuba

ce numéro : 6 francs

Partisans, 1, place Paul-Painlevé, Paris, Ve

aidez Partisans : abonnez-vous !
12 nos : 42 F. — 6 nos 22 fr.

En vente à Montréal :

Agence du Livre Français,
8180 Saint-Hubert.

LA CHINE

Tenez-vous directement informés de ce qui se passe en Chine.

Abonnez-vous aux revues :

PEKIN INFORMATION

Revue hebdomadaire des nouvelles et du point de vue de la Chine, et envoyée par avion aux abonnés dans le monde entier.
Copie : .10 un an : 4.00 2 ans : 6.00

LA CHINE

Magazine mensuel richement illustré, montrant la construction du socialisme en Chine, la vie de ses multiples nationalités et leur riche culture.
Copie : .30 un an : 3.00 2 ans : 4.50

LA CHINE EN CONSTRUCTION

Magazine mensuel illustré et traitant des domaines économique, social et culturel.
Copie : .30 un an : 3.00 2 ans : 4.50

Catalogue sur demande

CHINA ARTS & CRAFTS

33 East Hastings St.

Vancouver 4, B. C.

BULLETIN D'ABONNEMENT

PARTI PRIS

Veuillez m'inscrire pour un abonnement de ☐ six mois, ☐ un an, à **PARTI PRIS**, à partir du numéro de **196**

Ci-joint un ☐ chèque, ☐ mandat-poste, au montant de .....

TARIF : Abonnement	ordinaire	de soutien	outre-mer (avion)
six mois (6 nos)	$3.00	$ 6.00	$ 6.00
un an (12 nos)	$6.00	$12.00	$10.00

....., le 196

(Signature)

Nom .....

Adresse .....

Ville .....

Profession .....

ne gardez pas vos impressions pour vous...confiez-les à



Payette & Payette

Imprimeurs -- lithograveurs

Service d'études– Impressions publicitaire

Deux équipes - jour et soir

Siège social: St-Jean, P.Q. Montréal: ligne directe 658-5465

Succursales: Iberville - Drummondville - Sherbrooke